

INTERNATIONAL
TRANSLATIONAL
ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS
TRANSLATIONALES
INTERNATIONALES



Les revues des associations
et des réunions internationales

The review of international
associations and meetings

1980



n° 12

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS...

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS)

32nd Year

... is published in Brussels by the Union of International Associations (UAI) every month, excluding July and August.

The two principal objectives of this review are, firstly, to introduce and promote the work of associations of all kinds, addressing both the public at large as well as those concerned with specifically related activities. Secondly, it seeks to help associations to go beyond their own immediate aims and preoccupations and to situate themselves within the context of the general evolution of international life as a whole.

Its columns are open to all those concerned with associations, including both those directing and working with associations, and also those attached to Universities and other specialists engaged in research connected with associations.

Articles do not necessarily express the views of UAI.

UAI's own research and surveys as well as regular supplements to UAI's major publications are published in «Transnational Associations»,

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES..

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

32^e année

... est publié mensuellement - excepté pendant les mois de juillet et d'août - par l'Union des Associations Internationales (UAI) à Bruxelles. Faire mieux connaître et apprécier le travail des associations dans le grand public et auprès de tous les secteurs concernés par leur activité; aider les associations à dépasser leurs buts immédiats et à se situer dans l'évolution générale de la vie internationale. Tels sont les deux objectifs principaux de « Associations Transnationales ».

Ses colonnes sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations et aux universitaires, chercheurs, spécialistes, pour qui le monde associatif est un sujet d'analyse ou d'étude. Ces articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'UAI.

Le résultat d'études et enquêtes menées par l'UAI trouve également sa place dans « Associations Transnationales » ainsi que les suppléments à l'« Annuaire des Organisations Internationales » et un « Calendrier des réunions internationales », deux autres publications de l'UAI,

TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS : 32nd year, 1980.

The subscription rate is: BF 950, or equivalent, per year (10 issues) + postage.

Method of payment :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651 71 à la Société Générale de Banque. 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London : Account no 04552334, National Westminster Bank Ltd.

Copyright 1980 UAI
Views expressed in the articles, whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UAI.

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES : 32^e année, 1980.

Le prix de l'abonnement est de : FB 950, ou équivalent, par an (10 numéros) + Frais de port.

Mode de paiement à utiliser :

Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Paris : Par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord. Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

Copyright 1980 UAI
les vues de l'UAI.

ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES
TRANSNATIONALES



INTERNATIONAL
TRANSNATIONAL
ASSOCIATIONS

UNION DES ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES
UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

COMITE DE DIRECTION
EXECUTIVE COUNCIL

Président:
FA CASADIO, Directeur, Società Italiana per
l'Organizzazione internazionale (Italie)

Vice-Présidents : Vice-Présidents :
Mohamed Ah RIFAAT (A R E)
Former Secretary-General of the Afro-Asian Orga-
nisation for Economic Cooperation.
S K SAXENA (India)
Director of the International Cooperative Alliance

Trésorier Général : Treasurer General :
Paul E. HERNALUX (Belgique)

des Chambres de Commerce et d'Industrie de la
Communauté Economique Européenne.

Members : Members :
F.W.G. BAKER (U.K.)

Scientific Unions.
Luis G. de SEVILLA (Mexique)
Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit

Johan GALTUNG (Norvège)
Director, Goals Processus and Indicators Project,
United Nations University
Nikola A. KOVALSKY (URSS)
Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement
de l'URSS.

Marcel MERLE (France)
Professeur à l'Université de Paris I.
Jef RENS (Belgique)
Président du Conseil National du Travail.

Andrew E. RICE (U.S.A)
Executive Secretary of the Society for International
Development.

Charles André SCHUSSELE, (Suisse) Conseiller-
Sociétés de la Croix Rouge, Délégué de l'UAI à
Genève

Albert TEVOEDJRE, Directeur, Institut International
«Etudes Sociales», Secrétaire général de l'asso-
ciation mondiale de Prospective Sociale.

Secrétaire General : Secretary-General :
Robert FENALUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire.

ASSOCIATIONS -
TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS -

Redaction/Editorial
Robert FENALUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Genevieve DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK

Published monthly by MENSUEL, publiée par
Union of International Associations - UAI (founded
1950)

Issn -00 20-6059

Editorial and Administration : Rue aux Laines 1
1000 Brussels (Belgium) Tel. (02) 511.83.96

Editeur responsable : R. Fenaux, 1, rue aux Laines,
1000 Bruxelles (Belgique) Tel (02) 511.83.96

Publicité/Advertising : Union of International As-
sociations, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Bel-
Omn. Tel. (02) 511.83.96 - 512.54.42.

OUJDR
France : Roger Rançon, Délégué-Directeur de pu-
blicité, 18 avenue du 19 janvier 92380 Garches
Tel 741.81.60
Belgium : J.J. Wolff, Ave P. Hymans, 135, Bte 13,
1200 Brussels Tel 741.61.80
U.K. : Mauerreen Wingham Media
Representations
Ltd, 317-319 Kenton Town Road, London N.W.5
Tel. 267.9447/0

december
décembre

1980 - n° 12

Editorial : L'Effort vers le mieux, par R. Fenaux

Les Conclusions du Forum Bruxelles 1980:
Vie Associative et Transnationalité,
par J.M. Chevallier

496

Empowering people for global participation,
by Chadwick Alger

508

Serendipity and social purpose, by Ward More house

511

More impact through NGO Council, by W. van der Bruggen

514

Le 18^e congrès international des Sciences Administratives

515

Congressalia : Congresses, trade fairs and exhibitions as
an economic factor in Berlin

517

7e Supplément à / 7th supplement to the :

Annuaire des Organisations Internationales 16-18

518

International Congress Calendar: January - February 1981

520

Index Volume XXXII

«Associations Internationales/Transnationales» 1980

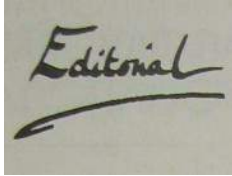
526

«International/Transnational Associations» 1980

526

Photo de couverture : Le Park Sablon à Bruxelles. Photo Intel.
Cover page





L'EFFORT VERS LE MIEUX ou l'optimisme relatif

« Le monde n'est pas bon mais il peut être rendu meilleur par l'effort des hommes. Il est perfectible et cela suffit à donner à la vie sa raison d'être : l'effort vers le mieux ».

Bouquinant à loisir dans la détente d'une fin d'année laborieuse, nous avons cueilli cette fleur d'un optimisme nuancé et la pensée nous est venue d'en agrémente les vœux que nous adressons traditionnellement à nos fidèles lecteurs et à la foule des gens de bonne volonté qui composent l'univers des associations.

Nous n'entrerons pas ici, de propos impertinent et imprudent, dans le vieux débat des optimistes et des pessimistes, laissant ce soin à plus experts du Conseil International de la Philosophie et des Sciences Humaines, en particulier à son Secrétaire général, Jean d'ORMESSON, membre actif de l'UAI, qui vient précisément d'élever son étoile littéraire jusqu'à « Dieu, sa vie, son œuvre » (1).

Il nous surfit à cette tribune de nous mêler terrestrement de ce qui nous regarde et nous soucie : la raison d'être et de mieux-être du fait associatif dans la cité transnationale et les perspectives de l'ordre mondial.

On nous permettra tout de même, de notre point de vue spécifique et sans nous éga-

Grand Larousse encyclopédique (1963)
rer dans la nature des causes premières, à 'a recherche des sources des valeurs humaines, de constater une évolution des esprits et des idées vers une conception plus *relative* que devant de la connaissance et, partant, plus respectueuse de la tolérance dont le pluralisme des groupes sociaux est l'expression démocratique la plus avancée, sauf là où le pouvoir politique, se dit-il populaire et progressiste, contraint à la rébellion. Ainsi notre curiosité fureteuse, remontant d'un Larousse à l'autre, au premier grand dictionnaire universel du 19ème siècle (1866-1877), cet étonnant monument d'un temps révolu, nous a réappris que la libre-pensée ramenait alors toutes les variétés d'optimisme à la raillerie caricaturale de Voltaire, en réaction au cléricanisme de l'époque qui bornait l'optimisme à la croyance en la volonté divine et aux desseins de la Providence.

N'en déplaise aux pessimistes immuables, les temps changent, du moins aux endroits de cultures évoluées, les doctrines aussi. Dieu merci, et l'optimisme n'est plus l'espérance promise aux seuls gens de beaucoup de foi. La morale de l'effort au service du bien commun et la vertu de solidarité qu'elle détermine, en particulier sous la forme associative, se passent fort



bien de théories métaphysiques dans la pratique des actes quotidiens. Seuls les nihilistes qui ne croient à rien ou ne veulent pas croire « à ce qui est » (Camus) s'excluent de cet univers de solidarités au pluriel.

«L'homme révolté » peut s'enfermer orgueilleusement dans sa solitude et, à l'extrême, se supprimer. Au contraire, l'homme associé éprouve le besoin de vivre en société par et pour les autres. Pas nécessairement pour le bien et le mieux, tant s'en faut. L'égoïsme peut être collectif et les raisons d'Etat ou de profit se servir des solidarités associatives. On trouve aux deux bouts de l'éventail de la société la bienfaisance et la malfaisance, ici un réseau noble de forces spirituelles et humanitaires, là un réseau moins noble d'ambitions personnelles et d'intérêts matériels, dans un amalgame de contradictions et d'inconséquences. Tout cela est vrai, humainement vrai. Un idéalisme angélique qui ignorerait s'exposerait au ridicule, comme l'optimisme béat du Dr. Panglos.

Mais cela dit, entre l'ange et la bête, l'apôtre et le monstre, une moyenne d'humanité raisonnable ne cesse de se grouper pour œuvrer utilement, faisant l'effort pour l'effort, par nécessité, devoir ou plaisir, peu importe, avec un dévouement et un désintéressement souvent voilés de discrétion.

Mais l'être humain étant ce qu'il est, de nature diverse, et a société à son image, la morale des bons sentiments et le comportement de « service » foncièrement associatif, risquerait d'échouer désespérément devant l'obstacle des passions et des intérêts, si l'actuelle *révolution des faits*, transcendant les égoïsmes, n'introduisait pas une nouvelle morale collective, utilitaire, pragmatique, de solidarité vitale.

Les faits, c'est maintenant sous nos yeux, le monde fini et abrégé, l'interpénétration planétaire, la communication instantanée, la vitesse supersonique, la vulnérabilité universelle, l'âme d'anéantissement, l'interdépendance des civilisations, des cultures, des économies, le défi des peuples déshérités, l'impératif des grands ensembles régionaux et finalement un certain ordre mondial.

Dans ce contexte de temps nouveaux, les empires, les communautés, les systèmes

sont frappés de fragilité et la moindre témérité peut leur être de conséquence fatale.

Nous dirions, par analogie, que dans un immeuble ordonné à appartements multiples, on ne demande pas aux occupants de s'aimer, ni de se coudoyer, mais de vivre en paix sous le même toit, à l'abri du feu, de l'eau, du froid, de la violence et autres inconvénients communs. Que cela ne soit pas aussi simple quand l'immeuble est celui de la société mondiale on en convient, mais l'argument d'existence est le même.

En quête d'un monde viable et vivable où le progrès n'est pas panacée mais adaptation continue au siècle, « l'effort vers le mieux » ouvre à l'univers des associations un champ infini d'imagination, d'action, de participation.

Pour notre modeste part, au foyer de l'UAI, l'année 1980 demeurera la date historique du Forum de Bruxelles, un événement mémorable qui fut en soi un acte d'optimisme relatif et à proprement parler un effort vers le mieux.

On trouvera plus loin dans ce numéro les premières conclusions d'ensemble du Forum, un brillant essai de synthèse que nous devons à M. Jean-Maurice CHEVALIER, un de nos rapporteurs les plus attentifs et présents à l'événement dans tout son parcours.

Les « Actes » annoncés suivront, quand les nombreuses bandes des débats intégralement enregistrés auront été dépouillées, toilettées, résumées. C'est là une tâche considérable et importante que nous allons essayer de mener à bien cette année, avec le concours des cadres et des artisans du Forum, de pair avec un programme de mise en œuvre des conclusions.

Robert FENAUX.

(11) Voir Jean d'ORMESSON. Réponse à l'enquête préparée

- Le lait associatif est aujourd'hui capital, à la fois dans la recherche - scientifique, artistique, médicale.

nombre d'associations s'établissent en dehors des Etats et des Gouvernements. En face de la puissance de ces Etats et de ces Gouvernements, les organisations

rigueur extrême pour obtenir la considération et le respect nécessaires.

se porter cette rigueur. indépendance à l'égard des

international reconnu mais aussi souple Que possible, liberté de recherche totale : telles sont quelques-unes des exigences les plus évidentes.

-Associations transnationales - n° 11 - Novembre 1970.

VIE ASSOCIATIVE ET TRANSNATIONALE

par Jean-Maurice Chevallier*

« Pour l'humanité de cette fin de millénaire, la civilisation associative transnationale est une nécessité de survie. »

Les participants au Forum ont accueilli de leurs applaudissements approbateurs l'important rapport préparatoire rédigé par M. Jean-Maurice Chevallier, représentant de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies, et le résumé qu'il en a présenté à la séance de la première Commission d'identité consacrée aux « Aspects multiples de la transnationalité ». On s'est félicité que son auteur ait dépassé le thème de son secteur, et même de sa Commission, comme d'autres collègues rapporteurs, pour atteindre à la philosophie générale du Forum. Les circonstances ayant permis à M. Chevallier d'avoir longuement travaillé à la préparation de l'événement, à l'analyse de l'enquête préalable auprès des OING et des OIG avant de suivre le Forum de bout en bout, nous lui avons naturellement demandé de compléter son rapport de conclusions résultant de l'ensemble des documents finalement émis et des débats en séance plénière d'introduction et en commissions.

INTRODUCTION

Constaté que la vie associative est une des modalités de la vie en général, qui dépasse de très loin non seulement le cadre de nos sociétés, mais même celui de l'espèce humaine, est à la fois un encouragement et une mise en garde.

C'est un encouragement pour tous ceux qui ont foi dans l'avenir de nos associations : car il est inconcevable qu'une tendance aussi indéfectible et aussi répandue puisse être durablement refoulée.

C'est une mise en garde pour quiconque veut tenter une description un peu détaillée de la vie associative, car la vie et un phénomène global, foisonnant, souvent déroutant, qui échappe à l'analyste au moment où il s'efforce de la dépeindre par morceaux.

Cette impuissance à appréhender le vivant dans sa plénitude, nous en avons une conscience bien nette, et ne cherchons pas à la dissimuler au cours du présent rapport. Cependant, cette situation ne présentait pas pour l'auteur que des inconvénients. En effet, les aspects proprement juridiques de la question, pour lesquels il a une compétence très limitée, ont été traités, au cours du Forum, par des personnalités beaucoup plus qualifiées que lui. Il trouve donc une ressource appréciable dans le fait de pouvoir s'attacher à l'aspect en quelque sorte biologique de la vie associative, dans sa complexité et sa plasticité.

Par ailleurs, le Questionnaire préliminaire « Le Forum en questions » et les réponses qu'il a provoquées nous poussaient dans la même voie. En effet, ce questionnaire, extrêmement détaillé, présentait sous des éclairages changeants ce problème à multiples facettes, à tel point qu'un petit nombre d'associations ont avoué leur embarras. Mais d'autres ont reconnu que l'effort de réflexion qui leur était demandé les avait aidées à voir clair dans leurs propres conceptions. En tout cas, la masse des réponses reçues, la diversité de leurs origines, « de l'Est à l'Ouest et du Nord au Sud », les concordances comme les divergences, montraient l'amplitude de « l'onde de choc » ainsi produite et nous confirmaient dans l'idée qu'elle se propage dans une réalité mouvante; au cours du Forum, les communications, les discussions en commission, voire les entretiens pendant les « pauses-café » sont encore venus conforter cette impression.

Articles publiés dans la revue de l'U.A.I., - réponses d'associations à caractère technique, économique, social, humanitaire, idéologique - voix africaines, asiatiques, américaines venues se joindre aux voix européennes, en trop petit nombre encore par suite des difficultés matérielles qu'on devine, mais non par manque d'intérêt - participation substantielle des Organisations intergouvernementales (le fait vaut d'être souligné) - tout cela concourait à la croissance des dossiers du Forum, en l'absence desquels, avouons-le, ce rapport risquait d'être bien

maigre. Reconnaissons la dette ainsi contractée envers tous les partenaires organisateurs, participants, présidents de séances, rapporteurs de commissions. Pour être complet, il faudrait presque tout citer, du moins peut-on essayer de n'être pas infidèle à cette analyse introspective de la vie associative par elle-même, à la recherche de son identité profonde. Finalement le plan suivant, qui pourrait au fond être adapté à l'étude de n'importe quelle espèce vivante, nous a paru commode. Nous avons distingué, sans oublier les interactions constantes entre ces différents aspects,

- les caractères qui ont permis l'émergence de la vie associative
- les structures internes de la vie associative (sa « physiologie »)
- les relations de la vie associative avec son milieu (son « éthologie »)
- le devenir de la vie associative.

1. Caractères de la vie associative

La vie associative peut être décrite comme :

- une volonté
- une finalité
- une légitimité
- un droit naturel.

* Rapporteur M la Commission I du Forum : identité des OING.

1.1. Une volonté

De la plus primitive à la plus complexe, la vie est avant tout une obstination. La vie associative ne fait pas exception : si elle existe, c'est parce qu'elle a été sous-tendue dans le passé par une volonté agissante, qui continue aujourd'hui non seulement à la maintenir mais à lui donner un essor sans précédent.

Nous aurons évidemment à revenir sur l'attitude des pouvoirs vis-à-vis de ces associations, que ces pouvoirs soient locaux, nationaux, régionaux ou mondiaux. On peut espérer qu'ils encouragent la vie associative, du moins qu'ils ne la découragent pas ni ne l'entravent. La seule chose qu'on ne peut pas attendre d'eux - ni même souhaiter - c'est qu'ils insufflent une volonté de vie chez ceux à qui elle ferait défaut : la participation à un progrès collectif ne peut être ni imposée ni octroyée; si elle ne naît pas d'elle-même, autant dire qu'elle appartient au domaine de la fiction.

Que cette volonté existe chez les associations qui ont pris part à la vaste consultation préliminaire et chez celles qui étaient présentes au Forum, il n'est pas permis d'en douter. Les réponses reçues sont caractéristiques d'une volonté associative en éveil et d'une aspiration à l'action efficace.

Citons au hasard :

« ... l'individu est perdu s'il ne réussit pas à s'associer avec d'autres individus travaillant pour les mêmes idéaux ».

« ... une des conditions de l'existence et du fonctionnement de la démocratie »

- ... un rôle de « ferment » dans la société des peuples ».

= ... l'expression d'une démocratie par participation au niveau mondial ».

Pour encourageantes que soient de telles réactions, elles ne doivent pas nous faire oublier d'une part qu'elles proviennent de personnes acquises par avance à notre idéal commun d'autre part que, même en comptant large, elles expriment le sentiment d'une partie infime de l'humanité. On peut admettre que l'état de certaines sociétés les ait tenues jusqu'ici à l'écart de la vie associative: plus préoccupante est l'inertie qui se rencontre, et pas du tout de façon exceptionnelle, dans les sociétés qui se disent évoluées... et jusque parmi nous, car enfin, si nous avons pu nous féliciter du nombre de réponses au questionnaire, il reste que ce nombre est faible, en valeur relative, devant celui des organisations qui avaient été touchées, puis « relancées » par l'actif Secrétaire général de l'U.A.I.

Cèdes, cette passivité trouve quelque apparence de justification dans les déconvenues passées, voire récentes, dont nous avons eu probablement tous à souffrir, et cela des le niveau le plus

modeste. En outre, le fait que nos associations, se situant à l'échelle internationale, ne peuvent se fonder que sur la mobilisation d'hommes et de femmes dont les traditions comme les motivations revêtent des aspects fort différents n'est pas de nature à simplifier le problème.

Pourtant c'est indubitablement notre problème et de surcroît, l'un des problèmes majeurs du présent. Des la séance solennelle d'ouverture, le ministre Eyskens soulignait l'extrême importance de l'aide au développement; à juste titre, car il est clair que, par-delà les frontières traditionnelles, l'humanité sera de jour en jour plus douloureusement étirée sur le lit de Procuste constitué par l'accélération des technologies et l'inévitable lenteur de l'évolution des mentalités, des mœurs, des institutions.

Cela, toute personne passablement informée le sait, et les pouvoirs ne peuvent l'ignorer. C'est pourquoi les peuples ont le droit de les critiquer s'ils n'accordent pas la marge de liberté sans laquelle la vie associative serait un leurre, mais cette revendication elle-même est vaine si elle n'est pas l'expression profonde et durable d'une authentique volonté. Et, disons-le nettement, l'absence d'une telle volonté serait indubitablement le pire des dangers qui menacent la démocratie, en ce sens qu'elle est la source de tous les autres.

1.2. Une finalité

L'existence d'une finalité est sans doute le trait qui caractérise le mieux la vie; il ne saurait manquer à la vie associative, à qui la finalité est pour ainsi dire congénitale : car on ne s'associe qu'en vue d'une action à mener, d'objectifs à atteindre, de progrès à réaliser.

Mais c'est ici qu'apparaît l'ambition - non certes démesurée, mais audacieuse - d'une réunion comme le Forum : car non seulement c'est par milliers qu'il faut compter nos organisations, mais même en groupant celles-ci par secteurs, les organisateurs ont dû prévoir une quarantaine de secteurs. De plus, on assiste à une véritable explosion du lait associatif dans les régions non-européennes (voir le rapport de M. Hercik). On ne saurait mieux exprimer la multiplicité et la diversité des motivations; il est légitime d'y voir un trait essentiel de nos organisations. La démarcation la plus tranchée est celle qu'on souhaite tracer entre le secteur lucratif et le secteur non lucratif. Sur ce point, les réponses faites au questionnaire sont, dans leur grande majorité, convergentes; on relève même quelques propos assez sévères à l'adresse des multinationales qui « exploitent les individus et les peuples » en « profitant des frontières » au lieu de chercher à les gommer. Toutefois, il est rare que la condamnation soit radicale : on déclare qu'on a mieux à faire qu'à » vilipender - le secteur

lucratif; quelques voix s'élèvent même pour demander qu'on ne le tienne pas pour « intrinsèquement suspect - et qu'on ne rejette pas a priori toute coopération avec lui, sous réserve évidemment de veiller « au risque que les plus faibles soient sous la dépendance des plus forts » (intervention du Prof. Rigaux). Même si l'on se cantonne très strictement au domaine des associations sans but lucratif, les finalités sont extrêmement diverses. Sans prétendre être exhaustif, et sans dissimuler la part d'arbitraire que renferme toute classification de cette sorte, on peut essayer de répartir ces finalités selon quelques grandes dominantes,

a) *Dominante culturelle* (artistique, scientifique, etc...) ou *technique*, consistant à mettre en commun des efforts, des réflexions, des informations, et les moyens propres à faciliter les travaux des créateurs et des théoriciens;

b) *Dominante catégorielle* destinée à faire entendre la voix et assurer la défense de catégories sociales déterminées; à nouveau, cette classe pourrait être subdivisée de façon presque illimitée suivant la catégorie considérée : celle-ci peut avoir une assise très large - l'enfance, les femmes, les consommateurs, etc...- ou plus restreinte comme la profession (mais, en regroupant de nombreuses professions, les unions syndicales peuvent intéresser finalement des masses énormes);

c) *Dominante humanitaire* (médicale, alimentaire, éducative, etc.) visant l'aide aux défavorisés, avec deux grandes variantes, suivant qu'il s'agit d'un -quart monde - vivant au sein, mais en marge, de sociétés hautement industrialisées, ou bien de coopération entre pays développés et pays en développement;

d) *Dominante spirituelle ou idéologique*, rassemblant des personnes qui partagent une même croyance, une même doctrine, un même idéal;

e) *Dominante politique*, débouchant sur une action soit avec des buts limités bien circonscrits — par exemple désarmement, écologie - soit en vue d'une construction institutionnelle, régionale ou mondiale. Le terme de « dominante » a été choisi à dessein, car un grand nombre d'associations relèveraient de plusieurs des caractéristiques ci-dessus mentionnées. Rendre compte de l'enchevêtrement de ces combinaisons serait un travail d'analyse considérable, peut-être même impraticable, en tout cas sans incidence directe sur notre objet. L'essentiel pour nous tient en ceci: les OING (Organisations Internationales non gouvernementales) qui ne recherchent ni le pouvoir ni les biens ne peuvent se passer pour autant d'une finalité, déterminant pour chacune son domaine de compétence, dont elle ait pleinement conscience, et que les observateurs extérieurs lui reconnaissent plus ou moins explicitement.

1.3. Une légitimité

Il se peut que volonté et finalité suffisent pour vivre dans la jungle, encore n'est-ce pas sûr. En tout cas, si nous voulons nous hisser au niveau de ce qu'on souhaiterait pouvoir saluer du nom de «civilisation associative», un souci de légitimité doit se faire jour.

Cette légitimité ne peut se fonder que sur la spontanéité et l'authenticité des associations, et sur le souci élevé qu'elles ont de l'intérêt général. Ce ne sont pas là des exigences faciles, aussi devons-nous être très vigilants à l'égard des distortions que subit la vie associative dès qu'elle s'écarte de ces principes-là. L'indulgence est permise quand les associations se bornent à dispenser à leurs membres un agréable passe-temps et de menues satisfactions de vanité; encore doit-on prendre garde qu'à force de multiplier inconsidérément colloques et congrès, une association «risque de tomber dans le travers de la tribune ou d'associer son nom à une certaine forme de tourisme».

Mais on peut poser des questions plus graves: « jusqu'à quel point les associations respectent-elles dans leur vie interne les droits fondamentaux qu'elles sont si promptes à revendiquer pour elles-mêmes? » demande dans son rapport le Prof. Marcus Helmons, qui déplore l'existence d'associations « au sein desquelles la liberté d'expression, la liberté d'opinion, le principe de non-discrimination ou d'autres droits essentiels restent assez théoriques ». Dans leur conduite vis-à-vis de l'extérieur aussi, les associations se doivent de respecter certaines règles; tous les moyens ne sont pas licites pour réaliser ses objectifs « même en supportant ceux-ci valables et légaux », et recueil d'une finalité à courte vue se résument en un égoïsme collectif n'est pas imaginaire ni exceptionnel, on peut même dire que c'est la tentation la plus courante à laquelle est soumise n'importe quel groupe humain. De plus, si nous ne sommes pas des saints, nos partenaires ne le sont pas davantage; plus nous aurons de succès et d'audience et plus il y aura de bons apôtres prêts à se parer des couleurs de la vertu associative. Les faux-semblants, les contrefaçons existent déjà, soit que le lucratif se camoufle sous les dehors du désintéressé, soit que des services administratifs manipulent ou même fabriquent de toutes pièces de pseudo-associations «privées» sous le couvert desquelles ils font d'une pierre deux coups: ils sacrifient à la mode et dégagent les responsabilités officielles (mais ne répudient pas pour autant les subsides officiels). La représentante de la CISL a dénoncé le fait en séance: nous pouvons l'assurer qu'elle n'est pas seule à en pâtir.

De telles pratiques - qu'elles soient le fait des associations ou de leurs partenaires - (ont évidemment le plus grand tort à la vraie vie associative, en altérant son

image et en drainant des moyens matériels non négligeables vers des buts qui ne sont pas les siens. Assurément le souci prioritaire de l'intérêt général est une attitude qui n'est ni instinctive ni toujours confortable; mais enfin, la solidarité est le fondement même de la vie associative: tricher avec elle, c'est porter atteinte à nous-mêmes. Par ailleurs, quand on voit l'état où les égoïsmes et les « habiletés » ont réduit le monde, on peut douter qu'il existe une autre voie de salut, même si celle-là nous paraît escarpée.

1.4. Un droit naturel

Il convient d'observer une extrême prudence lorsqu'on fait appel à la notion de droit naturel. Certes, nous avons rappelé la très grande généralité du fait associatif, corroborée par ses manifestations tout au long de l'histoire: nous avons souligné qu'il répondait à une aspiration profonde, pleinement justifiée dès qu'elle est spontanée, authentique, soucieuse du bien public. Cela crée des conditions favorables pour le passage à un état de droit, ce dernier apparaissant presque toujours comme la consécration, parfois tardive, d'un état de fait.

Encore faut-il, pour que l'étape décisive soit franchie, que la société environnante, seule habilitée à dire le droit, non seulement ait une conscience nette de cette aspiration, mais n'en craigne pas (à tort ou à raison) des effets nocifs ou dissolvants. Le contre-exemple qui se présente naturellement à l'esprit est celui de la Révolution Française, qui, nullement liberticide dans son principe, mais coincée entre sa passion du centralisme et les excès de la philosophie individualiste, négligea d'inscrire la liberté d'association parmi les Droits de l'Homme (notons que le fâcheux souvenir des corporations a joué un rôle certain dans l'affaire: cela vient à l'appui de notre remarque sur l'effet néfaste des égoïsmes collectifs). Assurément, la situation a évolué dans un sens favorable: la reconnaissance du droit d'association est aujourd'hui pratiquement acquise dans les sociétés évoluées (remarquons cependant que certains Etats interdisent encore à leurs ressortissants d'appartenir à une Organisation Internationale, quels qu'en soient la nature et le but). Mais si ce droit ne s'accompagne pas d'autres libertés essentielles, il restera lettre morte. Or, les réponses au questionnaire laissent malheureusement apparaître des inquiétudes à ce sujet. Parmi ces réponses, extrayons celle qui est sans doute la plus explicite, et qui, précisons-le, provient d'une association technique et professionnelle, sans caractère politique:

- liberté de convoquer au siège les réunions internationales nécessaires, les délégués étrangers obtenant l'autorisation d'y participer;
- liberté pour les dirigeants et le personnel de l'organisation de voyager librement à l'étranger;

- liberté de recevoir de l'étranger ou d'y envoyer les fonds nécessaires au fonctionnement de l'organisation;

- liberté de délibérer à l'abri de toute pression et de publier les conclusions des travaux de l'organisation. Programme louable en tous points, certes; mais qui prétendra sérieusement que l'état actuel du monde en permet la réalisation intégrale ou même approchée? Nous n'avons pas cherché à masquer nos responsabilités là où nos associations peuvent prêter le flanc à la critique; sur le présent sujet, il est clair que nous sommes non pas responsables, mais victimes. Et nous ne devons pas hésiter à revendiquer la vie associative comme une conséquence naturelle des Droits de l'Homme; « Les collectivités qui permettent à l'individu d'atteindre son véritable épanouissement se situent dans le prolongement même de la personne humaine. Il ne serait donc pas concevable que l'on veuille reconnaître la dignité de l'homme sans consacrer par la même occasion les réalités sociales qui en sont les manifestations ou, à tout le moins, les moyens indispensables pour parvenir à certaines finalités » (rapport Marcus Helmons). Cependant un pessimisme outrancier ne serait pas de mise. Un fait positif mérite d'être mis en lumière: l'intérêt que les Organisations Internationales Gouvernementales ont porté au présent Forum. Il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une attitude nouvelle, certes; mais il est significatif qu'un nombre croissant d'hommes clairvoyants prennent une plus juste mesure des potentialités de la vie associative au niveau international. Aucun acquis, nous le savons, n'est jamais définitif, et rien ne saurait nous dispenser de rigueur, de vigilance, de ténacité. Mais, entre toutes les « retombées » bénéfiques qui peuvent être espérées d'une réunion comme la nôtre, c'est une grande satisfaction de pouvoir signaler cet indice d'une meilleure compréhension mutuelle, propre à hâter l'éclosion et l'épanouissement de la vie associative à l'échelle mondiale.

2. Structures internes des O.I.N.G.

De toute évidence, la variété des buts et des modes d'action de nos organisations va s'accompagner d'une grande diversité de structures. Sans caresser l'espoir de découvrir un modèle unitaire, peut-on au moins envisager de réduire cette diversité.

2.1. Un cas «simple»: le secteur lucratif

En faisant une séparation très nette entre le secteur non lucratif et le secteur lucratif, nous n'avons pas perdu de vue pour autant l'existence et l'importance de ce

Les conclusions du Forum

demier. Par ailleurs, quelque opinion qu'on ait à l'égard des multinationales il ne viendra it à l'esprit de personne de leur contester le sens de l'efficacité - un sens même si aigu qu'on a pu leur faire crédit ou grief (suivant les tendances) d'une certaine « avance » sur les Etats, avance grâce à laquelle elles détiendraient une puissance capable de battre en brèche les souverainetés nationales.

Cette efficacité, peut-être redoutable, est évidemment due pour une grande part à une forte concentration de moyens économiques. Mais, pour notre objet, nous pouvons être tentés de rechercher si quelque « recette » un peu cachée, quelque organisation structurelle ayant fait ses preuves, ne contribue pas à forger et à accroître une telle efficacité; auquel cas nous pourrions nourrir le secret espoir d'en tirer au moins des indications valables pour d'autres types d'associations.

Le dossier du Forum contient une intéressante étude sur « la transnationalité de l'entreprise ». Or, si cette étude ramène à une définition remarquablement simple et unitaire la finalité des entreprises en économie libérale, à savoir l'optimisation des profits sous contraintes, ce qu'elle met aussi en lumière, c'est la très faible portée des essais de typologie qui ont été proposés. Alors qu'on pouvait s'attendre à une classification relativement aisée dans un domaine d'une apparente rigidité, on découvre chez les entreprises multinationales une très grande flexibilité des structures, selon la répartition géographique et l'articulation des centres de décision, des implantations, des sources de financement, etc.

Finalement, notre fragile espoir d'unification se trouve donc déçu; la recette, si recette il y a, se réduit au maître-mot de toute vie : adaptation.

2.2. Quelques traits généraux

Vu ce relatif échec, et bien que des essais de typologie soient en cours pour les organisations à buts non lucratifs, on ne s'étonnera pas de notre prudence à l'égard de toute schématisation un peu poussée. Essayons seulement de dégager quelques lignes directrices. De façon paradoxale en apparence (mais en apparence seulement) ce sont sans doute les organisations « à dominante humanitaire » - donc celles qui reposent essentiellement sur le bénévolat, voire l'apostolat - qui présenteraient le plus d'analogie avec les organisations du secteur lucratif; la raison en est simple bien que leurs motivations soient très différentes, elles sont régies finalement par le même impératif d'efficacité concrète « sur le terrain », auquel peut seule répondre, au gré des circonstances, la souplesse d'adaptation.

Ce cas mis à part, les traits structurels vont dépendre principalement de la taille et des buts des OING. Il est clair que les

associations « à dominante scientifique ou technique » - ainsi que certaines associations professionnelles, s'adressant à un public relativement restreint et spécialisé, sans caractère idéologique ou concurrentiel fortement marqué, s'attachent plutôt aux problèmes de coordination et d'échanges qu'aux problèmes de structure : la façon dont ceux-ci sont résolus n'est pas, au fond, déterminante. Au contraire, dès que les effectifs des organisations deviennent importants et que les buts proposés risquent d'entrer en concurrence avec ceux d'autres organisations analogues, une plus forte structuration paraît souhaitable. Toutefois, elle n'entre pas dans un type unique, et il se pose ici une question déjà rencontrée au sujet des multinationales : où se trouvent le ou les centres de décision ? A priori toutes les nuances sont possibles entre un lien confédéral très lâche (parfois réduit à un simple secrétariat international) et une pyramide fortement hiérarchisée. Un correspondant affirme que les deux tendances sont en présence, sinon en conflit, dans beaucoup d'OING. Cependant les indications apportées par nombre d'autres réponses privilégient assez nettement le type confédéral, avec une large autonomie des organisations nationales, lesquelles sont même parfois à statut diversifié. Dans nombre de cas, ces organisations nationales préexistaient à l'OING qui les rassemble, ce qui suffit à expliquer leurs situations relatives. Mais il n'est pas rare non plus que des OING se dotent de sections nationales et les soutiennent dans leur développement, soit par suite de préférences doctrinales tendant à la décentralisation, soit pour des considérations « diplomatiques » visant à éviter le reproche d'ingérence, soit tout simplement par un souci pratique d'efficacité; c'est le même souci, semble-t-il, qui préside parfois à la création d'organisations régionales rassemblant plusieurs pays au sein d'une OING à caractère mondial. On relève également le cas assez particulier de la Fédération mondiale des Villes jumelées, où chaque formation de base - à savoir le Comité de jumelage de chaque ville-membre - s'exprime directement à l'assemblée mondiale, les associations nationales éventuelles jouant seulement un rôle de relais et de soutien. De l'ensemble des réponses découlent deux impressions principales. D'abord, de même que dans les cas précédents, il n'y a pas eu recherche systématique d'un moule unique. Ensuite, la transnationalité n'est absolument pas perçue comme une tendance antagoniste du sentiment national, mais comme une sorte de sublimation qui, en le purifiant de ses scories chauvines, en exprime l'essentiel.

2.3. Une leçon de relativité

Des constatations, certainement incomplètes, qui ont précédé peut-on néanmoins tirer quelque règle d'ordre pratique ? La sagesse de Socrate - savoir

qu'on ne sait pas - n'a pas cessé d'être un pas, humble mais décisif, vers la connaissance. Si la description qui vient d'être tentée n'avait servi qu'à nous convaincre de la relativité des structures existantes et à nous dissuader d'imposer un moule uniforme à la vie associative, ce tour d'horizon n'aurait pas été inutile.

Cette relativité nous paraît comporter deux conséquences importantes.

La question a été posée de savoir si l'extension géographique de l'action associative devait ou non s'accompagner du développement de modèles non occidentaux. On relevé une réponse négative, qui ne doit pas être négligée : « This would only result in a greater separation between developed and developing nations ». Cependant il paraît difficile de conférer au modèle occidental - à supposer qu'il en existe un - une sorte de caractère absolu, en l'imposant à des sociétés de types divers : ce serait aller à rencontre de la spontanéité et de l'authenticité que nous croyons essentielles; à l'appui de cette opinion, on signale d'ailleurs qu'au cours de l'action certains « modèles » naissent d'eux-mêmes en Afrique ou en Asie. D'ailleurs, suivant une remarque qui va loin, « tous les pays sont, en fin d'analyse, des pays en voie de développement ».

Bien entendu, il ne serait pas plus sensé de verser dans un « tiers-mondisme » assez sommaire. Que les sociétés occidentales apprennent - ou se rappellent - que l'efficacité et la technicité élaborées par elles ne sont pas les seules valeurs au monde, cela ne peut que leur être profitable; mais ce sont des valeurs dont elles n'ont pas à rougir, et qui appartiennent désormais au patrimoine commun de l'humanité. Puisque nous ne pouvons plus vivre en vase clos, c'est de transferts que nous avons besoin, de façon à « rendre opérationnelle la solidarité » selon l'excellente expression de M. Tevoedjre. Or cela implique non seulement que nos associations « fassent mieux connaître ou accepter, dans les pays riches, les sacrifices et les efforts nécessaires » (Prof. Lalive), mais que ces transferts soient réalisés dans la patience, la tolérance, le respect mutuel : ce respect mutuel évoqué en termes presque symétriques par le chanoine Moerman, à qui le port du col romain ne donne aucun des complexes à la mode, et par Melle Kane, femme musulmane de Mauritanie, la première femme de sa famille qui sache lire : - Me faisant passer pour qui je suis, j'ai toujours eu le souci du respect de l'autre » dit le premier; et la seconde : - Chacun a ses valeurs; ce qui importe, c'est que l'autre, en gardant ses modèles, puisse lui reconnaître le droit d'avoir ses propres valeurs ».

Dans les faits, les pays en voie de développement et les pays industrialisés peuvent fort bien - et devront de plus en plus - participer en commun à des initiatives

associatives adaptées au milieu sociologique où elles prennent naissance; car rien n'empêche une organisation, même mondiale, d'être diversifiée (c'est même sans doute une richesse supplémentaire) : le ministre Stasi a judicieusement rappelé l'exemple des échanges entre Comités locaux de jumelage et l'importance, tant psychologique que pratique, des chantiers de jeunes et des stages dans la ville-sœur, réalisés lors des jumelages-coopération.

En second lieu, et plus généralement, en quelque région du monde que ce soit, puissions-nous nous rappeler ceci : s'il est vrai qu'il n'y a pas de vie sans structures, ce sont les structures qui servent la vie, et non l'inverse. A qui bon déclamer contre les technocraties, si nous-mêmes commençons par imposer des « absolus » qui n'existent que dans nos schémas ? A l'heure où le besoin de participation et de communication devient à la fois plus impérieux et plus difficile à satisfaire à cause de la dimension croissante des groupes humains concernés, nous serions coupables de compromettre la satisfaction de ce besoin par une exigence de perfection formelle, qui interposerait entre la base et le sommet une savante hiérarchie conforme à des modèles préfabriqués. La vie associative a un rôle irremplaçable à jouer en pareille matière, et justement parce qu'elle peut se permettre une certaine souplesse, voire un certain empirisme. C'est d'elle qu'on attend la « relativisation des absolus ».

On garde le droit, naturellement, d'espérer que ces structures multiformes finiront par converger vers quelque Oméga d'harmonie et de plénitude; mais ne brusquons rien, si nous ne voulons pas stagner longtemps encore dans les balbutiements de l'Alpha-Bêta.

3. Relations des O.I.N.G. avec leur milieu

Nous aurons à considérer :

- les relations des OING avec l'opinion
- leurs relations entre elles
- leurs relations avec les pouvoirs politiques
- leurs sources de financement.

3.1. Les OING devant l'opinion publique

Si l'on met à part l'action humanitaire, assez directement perçue comme telle, qu'attend ou que peut attendre le public des associations en général, et plus spécialement des OING ? Essentiellement, qu'elles soient le cadre privilégié dans lequel les citoyens peuvent (s'ils le désirent)

- recevoir une information indépendante
- dialoguer sans être soumis à des pressions

- s'exprimer collectivement
- et, par là, être en mesure de jouer un rôle, discret peut-être, mais effectif.

Comment de leur côté les associations peuvent-elles répondre à un tel vœu ? Sur ce point, la réponse à peu près unanime, malgré la diversité d'origines, est : clarté des programmes, efficacité du travail. On ajoute suivant les cas :

- la caution de personnes inattaquables dans leur compétence et leur probité
- une bonne structuration sur le plan national
- la sérieux et la qualité des publications
- la valeur et la cohérence de l'engagement au service d'une grande cause (paix, coopération, défense des Droits de l'Homme, etc.) le tout dans une indépendance rigoureuse à l'égard des partis, des gouvernements, des puissances économiques.

Ces règles de conduite ne sauraient être contestées. Reste à savoir si elles suffisent, en l'absence de toute « propagande », à nous assurer dans l'opinion une bonne image de marque. Certains le pensent, font confiance à la vérité toute nue, et vont jusqu'à récuser la notion d'« image »; peut-être pêchent-ils un peu par optimisme. D'autres, en revanche, soulignent que les mots mêmes « Organisation internationale non-gouvernementale », et a fortiori les sigles, sont peu connus et mal compris, et pas seulement dans le grand public : « il est désastreux que, dans des ministères, en présence des mots ONG ou OING on se demande encore ce que cela signifie : il faut que nous utilisions les média pour faire savoir ce que sont les ONG et quel travail elles font ». Certes un matraquage publicitaire n'est souhaité par personne (c'est en quoi l'on voit combien nous avons peu l'esprit « lucratif ») mais on aimerait que les grands moyens d'information, au lieu de sacrifier au sensationnel, accordent une attention moins superficielle aux questions de fond qui nous préoccupent; or, ils vont parfois jusqu'au barrage du silence. « C'est le moment, déclare le représentant de la Croix-Rouge, pour les OING qui assument vraiment une responsabilité et une mission au service de la communauté - qu'elle soit locale, nationale ou internationale - de prendre leur place dans les programmes de ce qu'on appelle les mass media ». En outre, à côté de cette information, souvent tout ensemble déficiente et pléthorique (intervention de M. Paul Levy), il conviendrait de ne pas négliger la formation initiale de la jeunesse ; l'éducation transnationale est loin, bien loin d'être ce qu'elle devrait être, et nos organisations ont un rôle à jouer dans le domaine pénscolaire, particulièrement vis-à-vis des associations de parents. En nous invitant à avoir « des relations publiques intelligentes », l'une des réponses reçues a sans doute exprimé l'essentiel.

3.2. Relations des OING entre elles

A cette question, les réponses, comme on pouvait s'y attendre, ont été assez nuancées.

D'abord, il est évident que, si des associations à dominante « catégorielle » ou « politique » se proposent des buts presque incompatibles, la marge de coopération entre elles est à peu près nulle. Certes, on relève dans une réponse que - la circulation des idées, aussi inconciliables qu'elles soient, est toujours un fait positif », et cela est indéniable. Mais on ne peut guère espérer, en pareil cas, mieux qu'une tolérance (très) vigilante de la part des partenaires.

Même entre Organisations dont les buts sont voisins, il n'est pas assuré que la concertation soit toujours facile ; il arrive malheureusement que des arrière-pensées de nature politique, ou de simples considérations de personnes, ramènent pratiquement ce cas au cas précédent. Cet aspect « humain, trop humain » peut expliquer le scepticisme de certaines réponses.

Cependant, il ne faudrait pas que ces situations regrettables dissimulent les exemples où une franche coopération donne de bons résultats. Ainsi, une OING signale qu'elle admet en son sein des représentants des gouvernements et même (après examen rigoureux) des représentants de certaines firmes multinationales; ce cas est sans doute extrême, mais la coopération n'est pas rare, et elle est facile particulièrement entre associations à caractère technique. Outre la possibilité d'une entraide matérielle au niveau des services, des secrétariats, de l'interprétariat, on suggère la mise en commun, sur le plan national, d'un certain nombre de moyens à caractère informatique (téléx, ordinateurs), afin que les branches nationales des OING ne soient pas démunies en face des gouvernements qui disposent à cet égard de moyens très supérieurs. Peut-on aller jusqu'aux regroupements ? Sans les exclure, les réponses sont, dans l'ensemble, plutôt réservées à ce sujet, et pas seulement à cause des raisons un peu négatives évoquées plus haut; car on touche là à un problème qui dépasse de très loin les petites rivalités, celui de la dimension optimale du champ d'activité d'une organisation.

Il manque de bases, car son champ se trouve restreint, mais, d'un autre côté, une association touche-à-tout risque de voir son efficacité se diluer et c'est précisément ce qui arriverait à la suite de regroupements trop ambitieux. On objectera que des associations dont les objectifs sont très voisins pourraient tout bien se regrouper sans tomber dans ce défaut : il en résulterait au contraire une meilleure utilisation des moyens et une moindre dispersion des étonnés.

Les conclusions du Forum

Certaines réponses vont assez nettement dans ce sens : « le chevauchement des objectifs, programmes et compétence est une des déficiences majeures du mouvement des OING (...). Les OING conscients de la crédibilité du système global qu'elles constituent ne devraient pas hésiter à renoncer à tout ou partie de ce qu'elles considèrent comme leur domaine au profit d'une organisation sœur mieux équipée et mieux placée au plan de l'action ». D'autres, mettant l'accent sur les difficultés matérielles, ne dissimulent pas un certain pessimisme pour l'avenir et expriment l'avis que la nécessité nous contraindra, tôt ou tard, à des solutions de ce genre. Avec le même souci d'éviter tout double emploi, certaines Organisations Internationales Gouvernementales limitent expressément l'attribution du statut consultatif à une seule OING dans un domaine donné, et incitent les organisations similaires à se regrouper ou se fédérer.

Il est probable qu'un effort en ce sens est souhaitable à certains égards; mais nous ne devons pas non plus nous laisser prendre à la belle simplicité des schémas unificateurs : il n'est pas du tout exclu qu'une multiplicité d'associations, bien que donnant l'apparence d'un gaspillage d'énergie, puisse avoir finalement un « rendement » supérieur à celui d'une organisation « intégrée », soumise aux tentations du gigantisme, aux nécessités de la bureaucratie, et réduite à n'être - suivant l'expression d'un correspondant - qu'une mauvaise copie du secteur inter-gouvernemental. Bref, il y a une juste mesure à trouver entre l'éparpillement et la concentration.

Ces questions délicates ne seront pas résolues d'emblée. Dans l'immédiat, rien ne s'oppose du moins à une « coopération flexible » entre plusieurs organisations, consistant à mettre sur pied des opérations ponctuelles communes, sans perdre pour autant leur spécificité. Peut-être le Forum aura-t-il facilité des contacts qui provoqueront des « dégels » là où ils sont possibles, et les accéléreront là où ils sont déjà amorcés.

De toute façon, même dans les cas où les positions sont les plus éloignées, il existe entre les OING une large convergence sur quelques thèmes majeurs, et elles ont au moins un intérêt commun, indiscutable et fondamental : l'affirmation de leur identité et la défense de leur indépendance. Il serait certainement utopique, il n'est nullement nécessaire et probablement pas souhaitable de concevoir cette défense dans le cadre d'une unité formelle; mais prétendre l'organiser dans la dispersion ou le « chacun-pour-soi » serait une assurance d'échec : on ne manquerait pas d'exploiter contre nos associations cette absence de cohésion, et ce ne serait que justice. Sur ce plan-là, limité mais capital, nous avons pour premier devoir de nous serrer les coudes et de ne laisser aucune considération, si valable soit-elle,

nous détourner de notre solidarité fondatrice.

3.3. Relations des OING

avec les pouvoirs politiques

Ayant évoqué plus haut l'image de marque de nos organisations dans l'opinion publique, il est temps de nous inquiéter (c'est le mot juste) de ce qu'elle est auprès des pouvoirs politiques; car elle conditionne pour une grande part nos possibilités d'action.

Pendant longtemps les gouvernements ont considéré les associations avec une condescendance plutôt hautaine. En gros, ils nous classaient en deux catégories : les naïfs et les autres. Les naïfs étaient ceux à qui l'on accordait tous les mérites de la sincérité et de l'idéalisme, mais qui se montraient décidément imperméables à la Realpolitik; les moins naïfs étaient ceux pour qui les associations étaient un moyen de se mettre en avant. Les premiers étaient inoffensifs, du fait de leur naïveté même; quant aux autres, quelques prébendes, voire de simples bouts de rubans suffiraient à les domestiquer.

Ce jugement n'était pas dénué de tout fondement, bien entendu, mais en se bornant à des exemples de ce type, assurément regrettables, on trouvait un excellent prétexte pour se garder d'approfondir la question. Si de surcroît les associations se mélaient d'être internationales, elles pouvaient receler un danger d'ingérence étrangère, et devenaient suspectes a priori.

Bien que le trait soit grossi, cette vue caricaturale a été fort répandue dans les milieux gouvernementaux; il serait présumptueux de prétendre qu'elle a complètement disparu.

Imbus de leurs prérogatives, enclins à la boulimie administrative, ce n'est pas sans réticence que les gouvernements, et plus encore leurs services, ont admis que nous pouvions aussi être utiles, et singulièrement là où eux-mêmes manquaient d'une bonne prise sur les situations; c'est une idée relativement récente, qui est loin d'avoir entièrement supplanté la précédente. Inutile de préciser que toute erreur de notre part, toute zizanie entre nous sont exploitées par les nostalgiques de cet âge d'or où les bureaux avaient toujours raison.

Si l'on passe au niveau des OIG, il est normal que le comportement des gouvernements ait quelque peu déteint sur elles. Même, comme elles et leurs agences estiment se situer au cran supérieur de la hiérarchie, elles ont tendance à nous regarder d'encre un peu plus haut, et les statuts consultatifs, de quelque catégorie qu'ils soient, ne changent pas grand-chose à cette superbe. L'un se plaint que l'ONU considère la consultation comme une simple formalité (« a formal exercise »), un autre cite des conférences mondiales où les OING

directement concernées par le sujet traité, et jouissant de tous les statuts imaginables, ne sont pas invitées, parfois pas même informées - surtout si l'on a des raisons de penser que leur son de cloche détonnera un peu dans le carillon ! Du moins pourrait-on croire que le niveau international où évoluent OIG et OING préservera ces dernières des suspicions évoquées plus haut, mais c'est pour tomber de mal en pis. Car cela ne fait que multiplier les écrans : « Le travail d'information de l'action intergouvernementale (...) est freiné par l'absence d'une action similaire et concertée des autorités nationales dans la plupart des cas (...). Pour de nombreux secrétariats des organisations intergouvernementales le rôle des OING n'est considéré qu'au travers de l'optique gouvernementale ». Quant à la participation, « c'est tout le problème des autorisations préalables, des délais de transmission, de la confusion sinon du blocage au niveau des autorités nationales qui paralyse la participation »; et, au niveau international, « c'est la méconnaissance par certains fonctionnaires de la valeur intrinsèque de la participation d'une OING, si ce n'est la méconnaissance réelle de ce qu'est l'OING ».

Pour faire bonne mesure, on se plaint aussi de cas où les OIG essaient de traiter directement avec des branches nationales - jugées sans doute plus influençables - en court-circuitant l'OING qu'elles ont elles-mêmes accréditée. Enfin, si nous avons admis plus haut que l'harmonie d'action n'est pas parfaite entre nos organisations, il ne semble pas qu'elle le soit davantage entre services officiels intergouvernementaux, où le chevauchement de compétences n'est pas exceptionnel - ni peut-être entièrement fortuit ! Bref, parler de désinvolture est une litote. La réaction prévisible de gens qui ne sont pas tous des naïfs ou des intrigants, et qui se dépensent sans compter dans des luttes souvent ingrates, c'est qu'à la longue ils se rebiffent devant de pareilles attitudes; à ceux qui les adoptent on ne saurait trop conseiller la lecture attentive et instructive de certains documents du Forum. On leur y rappelle sans beaucoup de ménagements que la Charte des Nations Unies commence par « Nous, les peuples », non par : « Nous les gouvernements », moins encore par : « Nous, les représentants permanents »; que l'institution gouvernementale n'est jamais que l'une des nombreuses institutions que se sont données les peuples, et certainement pas la plus performante ni la plus stable; qu'au demeurant, comme il n'existe dans le présent aucun gouvernement international, les seules organisations vraiment internationales sont les nôtres, et qu'elles sont parfaitement habilitées à traiter leurs affaires à leur niveau.

Citons enfin cette analyse, faite par l'une des associations, des dix dernières années de sa collaboration avec la famille

Les conclusions du Forum

des Nations Unies : - Pour simplifier le résultat à l'extrême, on pourrait dire que dans 90 % des cas nous avons gaspillé nos efforts et nos ressources. et seulement 10 % de cette activité a été effectivement positive et utile ». Tel est le ton, plutôt vif, comme quelqu'un l'a déclaré jadis à la tribune de la Société des Nations, « la quinine est amère, mais elle guérit » et il faut même croire que la dose de quinine était insuffisante car la S.D.N. en est morte.

La défense de nos domaines spécifiques contre l'intrusion des politiques gouvernementales ou intergouvernementales peut être illustrée par des exemples empruntés au passé récent. Le premier concerne les OING ayant des sections de membres à Taiwan; pressées par l'UNESCO de rompre avec ces sections, la plupart de ces OING ont répondu avec une courtoise fermeté :

- 1) qu'étant non-gouvernementales, elles n'avaient à connaître que leurs membres, et non l'autorité de Taiwan quelle qu'elle fût;
- 2) que leur propres organes directeurs étaient seuls qualifiés en matière d'affiliation (*).

De façon en quelque sorte symétrique, au temps où la République Démocratique Allemande n'était pas reconnue par les gouvernements ouest-européens, quelques-uns d'entre eux tiraient argument de cette non-reconnaissance pour condamner les jumelages avec les villes de R.D.A.: la Fédération Mondiale des Villes Jumelées a toujours maintenu dans ce débat que la reconnaissance diplomatique n'était pas l'affaire des comités de jumelage et n'était pas opposable aux principes de non-discrimination et de liberté de choix inscrits dans leur Charte. Plus nettement encore s'il se peut, l'Organisation du Mouvement scout poussée par certaines agences des Nations Unies à des actions qu'elle estimait « hautement politisées » (Afrique du Sud, Israël), déclarait: « Nous avons poliment, mais fermement refusé. Au cas où notre statut consultatif serait remis en question sous chantage politique, nous quitterions ladite Organisation ».

On nous reprochera peut-être de nous être appuyés sur ces différends. En fait, nous ne cherchons pas à éterniser de vieilles querelles et sommes conscients que des rapprochements entre les points de vue sont indispensables: qu'on imagine les praticiens restant sur le Capitule et la plèbe sur l'Aventin, et l'histoire romaine tourne court ! Les OING veulent être respectées, c'est tout. Entre elles et les OIG il n'existe aucune divergence portant sur le fond; quand nous rappelons ici les termes de la Charte

* Au cours du Forum, le président de la commission II a souligné l'illégitimité d'une situation où les OING auraient dû pendant des années boycotter la Chine populaire puis, du jour au lendemain, Taiwan, en attendant quelque autre péripétie

des Nations Unies, c'est en vue de la rendre plus opérante, et non de la contester. Nous appuyer sur elle, et diffuser ses idéaux à travers le monde, chacun selon notre spécificité, demeure notre finalité commune. Du côté des OIG, nous avons reconnu plus haut, et souligné avec plaisir, l'évolution favorable qui se manifeste dans les esprits à l'égard de nos organisations : nous serions coupables de la contraire.

Cela dit, il subsiste indubitablement des obstacles, psychologiques ou matériels, sur la voie de cette collaboration et, si l'on veut les surmonter, il convient qu'on les aborde en toute franchise. Notre analyse n'a pas d'autre but.

Parmi ces obstacles figure en bonne place le flou de la situation juridique des OING. Mais l'éventualité d'un statut international des OING soulève, plutôt que l'enthousiasme, une sorte de méfiance inquiète. On s'oppose nettement à ce qu'un tel statut soit imposé, et l'on s'interroge sur les « garanties » qu'il apporterait. On sait très bien que la moindre atteinte aux « souverainetés nationales » risque de provoquer une opposition irréductible des gouvernements, et que ce sont eux qui décident en dernier ressort (qu'on songe au catalogue des libertés revendiquées au ch. 1.4 du présent rapport).

La crainte existe qu'un statut international impose aux OING la somme de toutes les obligations qui pèsent sur elles ici ou là, tandis qu'il ne leur reconnaîtrait comme droits que ceux dont elles jouissent partout à la fois, c'est-à-dire à peu près rien. Dans ces conditions, beaucoup considèrent qu'il vaut mieux « faire avec ce qu'on a ». Entendons par là : continuer à agir sur les gouvernements par l'intermédiaire des sections nationales.

Cependant, un consensus s'est finalement trouvé au Forum - à la suite du rapport du groupe de travail présidé et animé par M. G.P. SPEECKAERT, S.G. honoraire de l'UAI et expert de longue date du problème du Statut international des OING - pour tenter utilement, dans le cadre régional du Conseil de l'Europe, zone géographique de la majorité des sièges des OING, une première expérience de recommandation plutôt que de convention, qui pourrait ouvrir la voie à d'autres initiatives, le cas échéant. En tout état de cause une chose semble certaine : Si statut il y a, on exige qu'il soit sérieux. Cela signifie: qu'il soit accordé sur des critères objectifs de représentativité, de compétence, d'efficacité, qu'il définisse sans ambiguïté les obligations des associations, sans les paralyser, bien sûr, mais aussi qu'il accorde des droits effectifs de consultation et de participation permettant aux OING concernées d'être associées à la préparation des programmes et de prendre une part de responsabilité dans leur exécution, les décisions elles-mêmes restant du ressort des Organismes politiques.

Un consensus s'est finalement trouvé au Forum - à la suite du rapport du groupe de travail présidé et animé par M. G.P. SPEECKAERT, S.G. honoraire de l'UAI et expert de longue date du problème du Statut international des OING - pour tenter utilement, dans le cadre régional du Conseil de l'Europe, zone géographique de la majorité des sièges des OING, une première expérience de recommandation plutôt que de convention, qui pourrait ouvrir la voie à d'autres initiatives, la cas échéant.

« La consultation des OING est une nécessité pour les OIG. Cet élément d'information et de concertation peut, à certains égards, les garder du risque de bureaucratisation et de politisation. Dans la mesure où les OIG sont des parlements internationaux, la consultation, l'attention prêtée aux avis des corps constitués est une de leurs obligations essentielles » (Chambre de Commerce Internationale). Il est certain qu'on ne dépassera pas la situation actuelle sans fixer de façon précise les droits et devoirs de chacun :

- 1) **Obligations techniques:** M. Erik Suy, Secrétaire général adjoint de l'O.N.U., souligne que ce n'est pas seulement « en parlant devant une Organisation intergouvernementale que l'OING se fera valoir et pourra, le plus efficacement, faire partager ses idées, mais par un travail sérieux et des dossiers solides; à quoi le chanoine Moerman fait en quelque sorte écho lorsqu'il déclare : « Les OING ont le crédit qu'elles désirent avoir auprès des institutions internationales quand elles sont capables de limiter leurs objectifs à leur réelle compétence ». Mais il ajoute aussitôt que les Nations Unies de leur côté devraient cesser de noyer les OING sous une masse de papiers et de questionnaires ayant trait à des sujets extérieurs à la compétence de chacune; et aussi que le problème pour une OING est souvent de savoir à quelle porte frapper dans cette structure assez « labyrinthique ». En un mot il conviendrait de part et d'autre qu'on fasse passer l'efficacité avant les discours et les routines.
- 2) **Obligations morales:** le fait de bénéficier d'un statut implique évidemment pour les OING le devoir de s'interdire tout usage abusif de ce statut et de respecter les principes généraux de l'OIG qui l'a octroyé. En contrepartie, « des dispositions devraient être prises par les OIG pour que le statut consultatif soit à l'abri de certaines opérations n'ayant que peu de rapport avec la collaboration technique qui est à sa base ». le respect des principes ne devant « en aucun cas signifier inféodation et nécessité d'adopter toutes les recommandations de l'OIG ».

En conséquence le statut consultatif, n'étant ni une faveur, ni une aliénation de

liberté, mais une modalité technique, ne saurait être révoquée ad nutum, si les notions d'indépendance et de continuité dans le travail doivent garder un sens. Il n'est pas question d'ouvrir la porte à tous les abus (car il y en aura), mais on peut envisager de placer les litiges de ce genre sous l'autorité d'un « collège » plus arbitral que politique, dont la composition - peut-être paritaire ? - reste à déterminer. Pour finir sur une note plus optimiste, on peut remarquer qu'à l'origine de certaines des plus anciennes OIG - par exemple l'Organisation Internationale du Travail - on trouve des initiatives qui n'étaient pas exclusivement gouvernementales; or, dans ce cas, les relations sont restées faciles entre les différentes composantes. Autrement dit, en pareille matière, le temps et le travail côte à côte sont les plus sûrs garants de l'harmonie. On est en droit d'espérer qu'ils joueront le même rôle là où des tensions existent encore et où les mécanismes ont été moins rodés. Il faudra bien qu'à la longue, entre les pouvoirs et les OING s'établisse un *modus vivendi* : ce qui est en cause, bien plus que tel ou tel « statut » (certainement nécessaire) c'est le respect du droit à la libre expression, à la diversité, à l'action bénéfique et désintéressée.

3.4. Les sources de financement

Parler d'indépendance sans soulever le problème du financement serait pharisaïque; d'ailleurs, la question n'était pas éludée dans l'enquête préparatoire. Quelques-uns ont pris une position d'une intransigeante netteté : il ne peut y avoir indépendance des OING que si elles ne reçoivent d'argent ni des gouvernements, ni des OIG, ni des entreprises lucratives, sous quelque forme que ce soit. Autrement dit, chaque OING vit uniquement de l'apport de ses membres (le mécénat même est-il au-dessus de tout soupçon ?). Cependant, même les tenants de cette « ligne dure » admettent qu'ils se heurtent à des difficultés croissantes, et on les croit volontiers.

Dès qu'une OING a de lourdes tâches à accomplir - et l'on songe particulièrement aux organisations humanitaires - il semble évident qu'une telle rigueur lui ôterait la plus grande partie de ses moyens. Peut-on, à partir des réponses reçues, dessiner une sorte de « ligne modérée » ? Il semble qu'elle serait, approximativement, celle-ci :

- l'OING doit trouver en elle-même des ressources suffisantes pour assurer en toutes circonstances la continuité de son fonctionnement interne, de façon à déjouer toute tentative d'asphyxie;
- l'OING peut chercher d'autres sources de financement, mais autant que possible les équilibrer, en évitant de se placer dans la dépendance exclusive d'un seul trust, d'un seul gouvernement, voire d'un seul « bloc »;
- naturellement, le recours aux OIG peut être envisagé, et ce devrait même être

un des objets du statut (s'il voit le jour) de créer un cadre contractuel autorisant un tel type de financement et laissant une raisonnable latitude d'initiative et d'action : par exemple, on suggère qu'une partie des crédits d'aide au développement puisse être attribuée aux OING œuvrant dans ce secteur, sous contrôle bien entendu, mais sans intervention constante et tatillonne ; car on ne « consulte » pas quelqu'un à qui l'on n'accorde pas un minimum de confiance;

- enfin il va de soi que plus une OING fait appel à des sources extérieures de financement, plus s'impose à elle la nécessité d'une comptabilité limpide; cela doit faire partie de notre déontologie : le seul argent qui soit impur, c'est l'argent occulte; pour le reste, seul compte l'usage qu'on fait de cet argent. Au fond, cette question financière n'est qu'un aspect du problème évoqué plus haut, celui de la considération que les OING sont en droit d'attendre des pouvoirs politiques. Si ceux-ci continuent à les regarder comme des mendiants ou des parasites tout juste bons à constituer une « clientèle », les aumônes et les sportules qu'ils leur dispensent (parcimonieusement) sont encore trop, et l'on ne peut que blâmer ce gaspillage. Si, au contraire, les pouvoirs - gouvernementaux ou intergouvernementaux - jugent bénéfique et nécessaire la collaboration des OING, comment excuser la ladrerie qu'ils pratiquent à leur endroit ? Ladrerie qui peut aller, selon les législations fiscales en vigueur dans les différents pays, jusqu'à refuser tout allègement des taxes qui pèsent sur le secteur non lucratif ! Et comment espérer que des gens que l'on oblige à consacrer une bonne part de leur temps à « mendier » pourront avoir toute l'efficacité désirable pour les choses vraiment importantes ?

3.5. L'autonomie coopérative

S'il fallait condenser en une formule l'ensemble du problème des relations entre les OING et leur environnement, nous dirions que la seule situation saine et stable est celle où les OING pourront donner libre cours à leur autonomie coopérative.

Autonomie, c'est-à-dire détermination d'un domaine de compétence propre à chacune de nos organisations, à l'intérieur duquel elle jouisse d'une indépendance relative mais réelle, si possible dans le cadre d'un statut juridique cohérent, permettant une liberté d'action suffisante pour une efficacité concrète. A rencontre de tout ce qui peut menacer cette indépendance, nous devons, nous ne pouvons être qu'inflexibles, car elle est notre raison d'être; et plus nous serons solidaires dans cette défense, mieux cela vaudra.

Mais autonomie coopérative, c'est-à-dire ouverte et souple à l'égard de tout ce qui

peut faciliter le travail en commun, à n'importe quel niveau, et avec n'importe quels partenaires, sans discrimination et sans appétit de puissance, dans le respect mutuel de « l'altérité » des opinions et des cultures.

Faisons nôtre la très juste remarque du Prof. Sugranyes de Franch « Alors que les siècles passés concevaient chaque force sociale comme une totalité, qui devait parfois « tolérer » que d'autres lui soient juxtaposées, la perspective actuelle les reconnaît comme convergentes et donc capables de se compléter ». Oui certes, la tolérance fut un progrès sur le sectarisme et la volonté d'assujettissement, mais elle-même aujourd'hui doit être dépassée. La diversité n'est ni une faiblesse, comme l'a cru le totalitarisme ni même un pis-aller, mais le fondement même de l'unité; après avoir été un extraordinaire moteur de progrès biologique, elle demeure notre recours et notre force.

4. Le devenir des O.I.N.G.

Après avoir essayé de décrire et de caractériser la vie associative, au niveau international, dans le présent ou le passé récent, interrogeons-nous sur son évolution au cours du temps. En remontant en arrière, il ne s'agira pas bien entendu, d'une histoire du passé associatif (qui ne manquerait certes pas d'intérêt), mais d'un simple coup d'œil jeté sur lui.

Pour l'évolution actuelle c'est surtout au vocabulaire que nous demanderons des indications sur nos tendances, qu'on sent affleurer sous nos problèmes sémantiques.

Après ce détour linguistique nous nous tournerons vers l'avenir, non sans mesurer les risques inhérents à toute futurologie.

4.1. Coup d'œil sur le passé

Le Professeur Merle écrivait en 1976 : « Il n'est pas indifférent d'observer que les OIG sont les dernières venues sur la scène. Elles ont été précédées, et de loin, par les OING représentées, des le Moyen Age, par les Eglises, les ordres religieux, et plus tard, les Sociétés de pensée. Les firmes multinationales que l'on prend à tort pour des créations contemporaines ont des précurseurs fameux, aussi bien dans les guildes marchandes du Moyen Age, que dans les grandes Compagnies coloniales. L'apparition plus récente des OIG traduit, dans cette perspective, l'emprise croissante des Etats sur la vie internationale (*).

(*) *L'avenir des associations transnationales dans les perspectives d'un nouvel ordre mondial*, p. 25. - Brochure éditée en 1977 par l'Union des Associations Internationales. Bruxelles.

Ce texte - bien qu'il puisse tomber sous le reproche d'eurocentrisme auquel nous avons toujours tant de mal à échapper, indique parfaitement l'ordre d'entrée en scène des trois composantes principales de la vie associative.

La priorité appartient sans conteste aux associations non-gouvernementales. Le texte rappelé ci-dessus les compare aux Eglises et aux ordres monastiques: les personnes qui ont assisté à la très vivante description de la vie transnationale de l'Ordre cistercien faite pas le Prof. Léo Moulin ont pu constater combien certains problèmes médiévaux demeuraient très actuels; et combien significatif le fait que parmi les causes du déclin de l'Ordre figure en bonne place la montée du nationalisme - que le Prof. Moulin n'a pas hésité à qualifier de « maladie mentale ».

Cependant, c'est probablement plus encore avec les sociétés de pensée, telles que les diverses branches de la franc-maçonnerie, que les associations non-gouvernementales présentent des analogies (**). De ce point de vue, d'ailleurs, on peut rejeter leur origine dans un passé plus lointain encore, car le pythagorisme en est visiblement l'ancêtre: ce n'est pas tellement parce que son ésotérisme préfigure celui de la maçonnerie, c'est surtout parce que l'influence intellectuelle, morale et politique qu'il a exercée dans les cités de Grande Grèce - déjà affligées de « nationalisme », hélas ! fait de lui une véritable OING avant la lettre.

Le sentiment national, au sens moderne du terme, apparaît et se développe à partir de la phase finale du Moyen Age, avec l'affaiblissement du lien féodal; il atteindra

sa plénitude au XIX^e siècle en Occident, où le « principe des nationalités » vise à faire coïncider Etat et Nation, et au XX^e Siècle avec l'indépendance des peuples ex-coloniaux.

Certains ont souligné le fait que le XIX^e siècle, époque individualiste par excellence, a vu aussi le premier essor de la socialisation et de l'internationalisation. Plutôt qu'un paradoxe, on peut considérer cette coïncidence comme une conséquence naturelle, une réaction saine et nécessaire contre les abus de cet individualisme et du nationalisme: les associations non-gouvernementales, au début à peine tolérées même sur le plan national, vont tendre à s'organiser au niveau international pour y trouver une dimension nouvelle et accroître leur poids face aux gouvernements. Social avec l'Association Internationale des Travailleurs (la « Première Internationale »), humanitaire avec la Croix-Rouge, le mouvement se propagera aux domaines économique avec les coopératives, technique, politique, etc. Ainsi qu'on l'a dit au début, on en est à présent à plusieurs milliers d'organisations recensées; même si toutes ne sont pas égales en importance - voire en sérieux - le simple énoncé d'un tel nombre suffit à établir l'ampleur de la vague, et l'erreur que l'on commettrait en affectant de la sous-estimer. De même, il y a longtemps que le négoce et la finance ont dépassé les frontières territoriales (les Templiers, les banquiers lombards en sont des exemples). Mais c'est la révolution industrielle qui a rendu à peu près inévitable l'internationalisation de l'économie (un des problèmes permanents des experts de la C.E.E. est de

déterminer en deçà et au-delà de quels pourcentages de produits de provenance extérieure un objet manufacturé tant soit peu complexe doit être réputé « européen » ou non); il va sans dire que la révolution informatique ne pourra que précipiter cette évolution.

Que les grandes firmes aient adapté leurs structures à cet état de choses, qu'elles y soient même parfois obligées, cela était prévisible. On peut contester, et même avec vigueur, la tendance qu'elles ont à tirer un profit abusif de cette situation; mais on touche ici à un tout autre domaine, de nature politique et non plus économique. Economiquement, l'autarcie n'a jamais été que la mère nourrice - et piètre nourrice, de surcroît - de tous les régimes totalitaires.

En regard de ces très longues évolutions, il faut attendre 1939 pour voir apparaître la première tentative, encore bien timide, d'organisation intergouvernementale: la Cour d'arbitrage de La Haye (*). Et deux guerres mondiales auront été nécessaires pour faire éclore d'abord la Société des Nations, puis l'Organisation des Nations Unies, avec son cortège d'organisations connexes et ses agences.

(**) Roger Mehl, *ibid.*, p. 39.

(*) A vrai dire, on pourrait remonter jusqu'aux amphictyonies de l'ancienne Grèce; mais, le plus clair de leur rôle ayant consisté à faire des « guerres sacrées », dont la dernière a livré la Grèce à Philippe de Macédoine, ce n'est pas un précédent dont les OIG moderne auraient intérêt à se prévaloir.



Entrangeres et de la Coopération Internationale. MM. Notheromb et Eyskens ainsi que la Vice Président de l'UAI M. Rifaat.

Faut-il voir dans cette apparition récente des OIG « l'emprise croissante des Etats sur la vie internationale ». comme nous y invite le Prof. Merle dans le texte cité en début de chapitre ? Exacte en un sens, cette description laisse toutefois dans l'ombre le fait que les Etats - au fond défenseurs des égoïsmes nationaux, ce qu'on ne peut leur reprocher tant que ces égoïsmes existent - ont été astreints bien plutôt qu'enclins à cette structuration, et qu'ils y ont mis une inertie, ou au moins une lenteur, assez inquiétante. D'ailleurs, le Prof. Merle de son côté ne cache pas non plus que c'est « de leurs insuffisances ou de leur incapacité à traiter correctement les problèmes » que sont nées les OIG.

Au Forum nous avons eu l'heureuse surprise d'entendre un fonctionnaire responsable déclarer : « Faire pression, c'est rendre service; les Gouvernements ne remplissent leurs engagements que s'ils y sont poussés par la mobilisation de la base ». Certes, tous les « groupes de pression » ne sont pas également recommandables: mais on ne peut douter qu'eux aussi - bons ou mauvais - seront de plus en plus soumis à la nécessité de prendre une envergure internationale (le terrorisme lui-même n'y échappe pas !). C'est pourquoi les OING, dont le rôle d'avant-garde et de stimulant a été et reste décisif, sont vouées à devenir une pièce maîtresse de la construction de demain.

4.2. Un détour linguistique

Il est classique de distinguer *Etat* et *nation*. Le concept *d'Etat* est un concept juridique, rigide - n'ajoutons pas « statique », ce serait faire un jeu de mots sur son étymologie. Les attributions de l'Etat varient selon les circonstances, avec une tendance probable à l'accroissement (certains diront : l'envahissement), elles peuvent être parfois partagées entre des Etats fédérés et l'Etat fédéral, mais même dans ce cas on sait toujours où se trouve le centre de décision pour les choses vraiment essentielles. S'il arrive qu'on ne le sache pas, c'est ou bien qu'il n'y a plus d'Etat, ou bien (nos amis mondialistes nous le diraient) qu'il n'y en a pas encore. Au contraire il est à peu près impossible de donner un contenu précis à la notion de *nation*. Au début, le mot a signifié « naissance », puis a désigné les gens de même naissance, avec valeur surtout géographique : ainsi, au Moyen Age, l'Université de Paris comptait quatre nations (Picardie, Normandie, France, Allemagne) et, aujourd'hui encore, les sportifs ne parlent-ils pas du Tournoi des Cinq Nations ? Le mot évolue vers son sens moderne avec l'émergence de ce que nous appelons le sentiment national : l'adjectif *national* lui-même apparaît au XVI^e siècle, peu à peu la notion nouvelle va s'implanter surtout dans les couches populaires, les aristocraties restant plus facilement « transnationales ». Suivant les lieux et

les circonstances, cette notion s'accordera plus ou moins bien avec celle d'Etat, mais sans jamais se confondre avec elle. Souvent, elles n'ont pas la même extension géographique : tantôt la nation dépasse l'Etat - ou plutôt les Etats - par exemple quand Fichte écrivait ses « Reden an die deutsche Nation » ou quand, dans l'actualité, on parle de « nation arabe »; tantôt au contraire le mot a valeur restrictive, si l'on dit d'un Etat qu'il est plurinational ou quand le général de Gaulle employait l'expression « nation française au Canada ». Même quand l'aire géographique est la même, il est assurément plus facile de faire crier: « Vive la nation ! » que : « Vive l'Etat ! ». L'Etat est un objet de fait, plus ou moins bien accepté; la nation est une volonté d'être ensemble, et le mot est chargé d'un potentiel émotionnel plus élevé. Il ne se confond même pas avec *peuple* : un Français peut parler du « peuple corse » sans être taxé d'autonomisme, alors que les mots « nation corse » délivrent un tout autre message.

Cependant un contenu juridique apparaît dans le mot dérivé *nationalité*, au moins dans certaines langues (les Allemands font, plus justement, référence à l'Etat en disant: *Staatsangehörigkeit*). Due pour une bonne part au XIX^e siècle - justement au nom de ce qu'il appelait « principe des nationalités » - cette ambiguïté affecte en particulier le mot *international*. Encore que ce mot apparaisse dès 1780 dans la langue anglaise, sa « vie » se situe en plein XIX^e siècle et l'on ne doit pas s'étonner, dès lors, que son sens coiffe simultanément les relations « inter-Etats » et « inter-nations » : il est superflu de dire que les fondateurs de la « Première Internationale - ne songeaient pas à créer une organisation interétatique; mais il est symptomatique que l'ambivalence du mot ne les a nullement gênés. En sus de cet héritage passablement complexe, nous nous trouvons aujourd'hui devant une pléthore de préfixes : *inter*, *multi*, *pluri*, *supra*, *trans*. En outre, ainsi qu'il est constant en matière linguistique, le sens - propre » (?) de ces préfixes importe beaucoup moins que l'usage des mots composés obtenus et les connotations subjectives qui s'y attachent.

Ainsi, bien que *plurinational* soit assez peu employé et que *pluri* soit pratiquement équivalent à *multi*, pourquoi avons-nous préféré parler plus haut d'Etat » plurinational - ? Simplement parce que, de plus en plus, l'usage de *multinational* se limite au secteur économique, et souvent avec une intention péjorative plus ou moins voilée.

Pour *supranational*, autre obstacle : non seulement le mot semble reléguer le national à un rang subalterne, mais les circonstances ont fait qu'il évoque à présent plutôt des institutions de type confédéral ou fédéral, c'est-à-dire étatiques ou, à tout le moins, pré-étatiques.

Quant à l'épithète *transnational*, son emploi demeure encore mal codifié : proposée sans beaucoup de succès dès l'époque de la S.D.N., réapparue en 1956 avec une acception purement juridique (*Transnational Law*), elle est utilisée depuis 1974 pour des organisations telles que les nôtres, sans but lucratif, mais concurrence (au moins dans la terminologie de l'O.N.U.) pour des entreprises économiques que la langue courante appelle des « multinationales ». Certes nous ne devons pas être esclaves du vocabulaire; cependant, d'une part il est assez révélateur de notre conscience collective, d'autre part, si peu que nous nous soucions de notre « image », c'est lui qui en sera le vecteur. Les réponses au questionnaire, à une forte majorité, manifestent une nette réticence, non pas à l'égard du concept de transnationale (nous y sommes tous acquis) mais à l'égard de l'adjectif *transnational* appliqué à nos organisations. Cela peut être dû pour une part à la crainte d'une confusion avec les multinationales du secteur lucratif, mais au moins autant, semble-t-il, à l'habitude actuellement bien ancrée de qualifier nos associations *d'internationales* : il ne faut pas oublier que le mot figure en toutes lettres dans l'intitulé de beaucoup d'entre elles et, par son initiale, dans leur sigle, sans compter le sigle de l'U.A.I.; enfin ce mot est chargé, lui aussi, d'un potentiel affectif. En revanche, vu le caractère toujours un peu guindé et dogmatique des mots en *-isme*, on peut juger que des deux substantifs dérivés *internationalisme* et *transnationalité* c'est le second, sans le moindre doute, qui est le plus « parlant ». Mais dans l'immédiat on ne semble pas ressentir la nécessité d'un changement, ni considérer comme décisif le risque de confusion avec les organisations intergouvernementales. Si elles poussaient le scrupule jusqu'à se qualifier elles-mêmes *interétatiques*, la terminologie n'en serait que plus rationnelle: mais on n'y croit guère et on ne le réclame pas.

Cela nous amène à une question voisine, qui touche peut-être plus au fond des choses. La qualification « non-gouvernemental » appliquée à nos organisations est loin de recueillir tous les suffrages. Elle a contre elle son caractère négatif, à tel point qu'elle est parfois mal comprise dans certains pays, où on la croit synonyme de « antigouvernemental ». Si à cette qualification négative on adjoignait, comme quelques-uns le souhaitent, une précision touchant le caractère *non lucratif* de nos associations nous semblerions au bout du compte nous définir par tout ce que nous ne sommes pas, ce qui révélerait chez nous des inhibitions bien étranges. Autant que sur le mot *international*, c'est sur ce point-là sans doute que nous aurions intérêt à faire porter notre recherche. Après tout, que sommes-nous ? De simples citoyens, soucieux chacun dans notre sphère de servir le bien public; cela a un nom, cela s'appelle du civisme.

« Organisations civiques internationales » ou « transnationales », pourquoi pas ? Pourquoi pas autre chose d'ailleurs, si l'on trouve mieux pour exprimer et affirmer notre identité *de façon positive* ? Et - pourvu naturellement que nous parvenions à nous mettre d'accord sur une dénomination de ce genre - pourquoi aussi ne pas saisir cette occasion de demander aux organisations gouvernementales de nous donner la dénomination de *notre choix* au lieu de nous en imposer une ?

Le Forum n'a pas cru devoir trancher sur ces divers points de langage, et sans doute a-t-il agi sagement. En pareille matière, seul l'usage est maître; l'O.N.U. elle-même n'y peut rien.

4.3. Les OING dans le nouvel ordre mondial

Nous espérons n'avoir mis ni complaisance ni agressivité dans la description que nous avons tentée des relations entre les OING et les pouvoirs, politiques ou économiques, nationaux ou internationaux.

Ce n'était pas seulement pour manifester une modération de bon ton, ni pour sacrifier à la phraséologie participante et cooprante, ni en vue de sauvegarder les apparences pour finalement mieux s'aplatir devant les « powers that be ». Notre raison, bien plus profonde, nous l'avons indiquée dans le rapport préliminaire de janvier 1980 (*): à aucun niveau, ni au niveau des pouvoirs, ni à celui des organisations, ni à celui des grandes masses de l'humanité, plus personne n'a les moyens d'être égoïste. Travailler tous ensemble, ou périr tous ensemble, c'est le seul choix qui nous est laissé, et il nous reste peu de temps pour le comprendre, et agir en conséquence. Dans le dossier du Forum figurent plusieurs documents en provenance des OIG, touchant les modalités de leur coopération avec les OING, documents dont l'intérêt est évident pour tous. Mais une mention particulière doit être faite de l'analyse très remarquable de « la participation des organisations non gouvernementales à l'action du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ». On ne peut que recommander la lecture intégrale de ce texte: la complémentarité et l'imbrication de l'action officielle et de l'initiative privée, indispensables l'une à l'autre, impuissantes l'une sans l'autre, y sont exposées de la façon la plus convaincante. On se trouve là en présence d'une véritable « symbiose » (le mot est emprunté au texte) qui devrait être exemplaire en bien d'autres domaines.

On objectera que le cas des réfugiés est plus humanitaire que politique (encore que le texte lui-même n'en cache pas certains aspects politiques); mais, en disant cela, on masque une partie de la réalité, et une partie essentielle. De même, dans les différends signalés au ch. 3.3 - à propos de Taiwan ou de la R.D.A., il n'est pas cer-

tain que l'argument d'apolitisme, souvent invoqué par les organisations mises en cause, soit le meilleur. Il se trouvera toujours quelqu'un pour rétorquer que « tout est politique » - entendant par là: « laissez donc faire les spécialistes de la politique ». Or, c'est précisément cette dernière interprétation que nous devons vigoureusement contester: du fait que tout dans l'univers est chimique, donne-t-on un pouvoir absolu aux chimistes ? Nous devons retourner l'argument à ses auteurs: tout est politique, soit, mais alors, c'est qu'il existe une politique institutionnelle, celle des gouvernements et des OIG, et une politique non-institutionnelle, celle que chacun pratique, dans son domaine spécifique de compétence, si éloigné soit-il de « la politique » au sens trivial. Nous n'avons pas à nier ou à dénigrer celle-ci, qui est une technique comme une autre, mais pas non plus à lui reconnaître une préséance inconditionnelle: seule une coexistence organique des deux « politiques », une symbiose pour reprendre le mot employé plus haut, a quelque chance de nous mener plus loin que le XXe siècle: nous, c'est-à-dire les peuples, les gouvernements et les organisations.

Que les pouvoirs économiques ne se fassent pas plus d'illusions. Nous n'avons pas ici à instruire des procès, mais à faire des constats. En un sens, il est non moins exact que tout est économique, et le faux angélisme qui consiste à faire fi des réalités de l'économie n'est pas une voie de progrès. Seulement, à voir quelle sorte d'*homo oeconomicus* la société dite de consommation est en train de modeler, on se demande si le pauvre diable est bien armé pour ce que Darwin appelle « the survival of the fittest ». En tant qu'individu, c'est déjà douteux: en tant qu'espèce, il court à la catastrophe par l'inconscience avec laquelle il gaspille les ressources de sa planète.

Ce n'est pas, répétons-le, la transnationalité de l'entreprise qui est en cause, et nous n'avons pas à nourrir des préventions à son égard. Les accusations qu'on lance rituellement contre la toute-puissance et la malversation des multinationales comportent une part d'exagération (les multinationales, comme n'importe quel géant, sont souvent empêtrées dans leur gigantisme).

Mais concédons que ces accusations soient fondées: elles ne prouveraient finalement que deux choses:

- 1) La transnationalité peut être efficace; si tel est le cas, pourquoi les multinationales seraient-elles seules à s'en aviser ? Question innocente: le manque de coordination, involontaire ou voulu, qui perturbe les relations entre OIG et OING, le tolérerait-on s'il y avait des profits à faire, des marchés à conquérir ?
- 2) On peut faire mauvais usage de la transnationalité comme de toute autre

chose; effectivement elle multiplie par un facteur énorme les distorsions dues à un modèle uniquement et étroitement économique de la société.

Une différence de potentiel électrique, personne n'a l'imprudence de la porter aux environs de la tension de claquage: il faut être aveugle pour s'imaginer que les différences de potentiel économique sont moins dangereuses, alors qu'il n'existe plus de pays éloignés: « We are living in a global village » selon l'expression de McLuhan.

Ces choses-là aussi, si nous ne sommes pas les premiers à les dire, nous avons le devoir de les répéter, de les proclamer; et c'est à nous de faire un bon usage de la transnationale afin que des éléments autres que strictement économiques viennent enrichir, nuancer, équilibrer nos modèles de société et les rendre viables.

« Nouvel ordre mondial », entend-on dire ça et là: soit, mais qu'est-ce qu'un « ordre » ? Comme le fait très justement remarquer, dans sa réponse à l'enquête de 1980, la Fédération Internationale pour l'Economie familiale, « tout ordre est provisoire, il suppose et secrète le désordre, et les OING doivent être prêtes à faire en sorte, par leur participation, que cet ordre sans cesse remis en cause soit un ordre vraiment humain, dont les composantes économiques ne seraient pas une fin, mais un moyen d'assurer à l'homme un mieux-être authentique.

Bien d'autres réponses par ailleurs insistent sur la valeur irremplaçable de la diversité, de la pluralité, de l'authenticité des OING; la tendance unificatrice, technocratique, et pour tout dire déshumanisante, des pouvoirs politiques est peut-être inévitable, elle ira sans doute en s'accroissant à mesure que les centres de décisions s'éloigneront de la « base », mais alors ces mêmes pouvoirs devraient être les premiers à sentir la nécessité et à favoriser l'existence de partenaires libres qui les défendent contre la tentation d'un ordre statique et absolu.

Que ces idées-là soient en train de faire leur chemin, voici trois citations, de sources bien différentes, qui s'accordent pour le montrer:

Du Directeur de la Chambre de Commerce Internationale:

« Les OING sont une source de documentation considérable, un vaste réservoir de connaissances, d'appréciations et de données qu'il importe de mobiliser à un moment où l'information d'origine officielle manque parfois de l'objectivité voulue ou, plus simplement, ne touche pas toujours à la réalité profonde des faits ». Du Secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine:

(*) « *Réflexions sur la civilisation associative* », numéro de janvier de la Revue de l'U.A.I.

Les conclusions du Forum

« Le dialogue conçu exclusivement entre les Etats-Nations laisse une place insuffisante au - social « et au « culturel » (...). Souhaitons une complémentarité entre la matière et l'esprit, entre l'économie, le culturel et le social, car s'il y a ordre, c'est dans leur unité et dans notre volonté de les promouvoir tous ».

Du Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies : « La complexité technique des problèmes d'interdépendance de notre monde actuel nécessite de plus en plus des recours à l'expertise de personnes, de groupes, de personnes ou d'institutions afin de fournir aux gouvernements les données indispensables pour la formation des décisions. Les acteurs non-gouvernementaux représentent dès lors une source irremplaçable de données objectives déterminant la politique. Ceci est également vrai pour la formation des décisions au sein des organisations intergouvernementales ».

Et surtout :

- L'œuvre des OING est en train d'ajouter une deuxième dimension populaire qui complète et renforce la dimension inter-étatique et, à l'occasion, en rectifie le cours et remédie à ses insuffisances et ses excès ».

Les immenses conquêtes technologiques du siècle, ainsi que l'irruption des masses humaines dans la civilisation planétaire, ont créé les conditions d'une nouvelle Renaissance dans tous les domaines culturels et sociaux. Ou bien le « nouvel ordre mondial » auquel on aspire sera précisément cette Renaissance exempte, si possible, de guerres de religion - ou bien il court à un échec assuré, qui sera tragique.

Mais ne nous leurrions pas: l'effort sera rude, le succès n'est pas garanti. Les frontières à franchir ne sont pas exclusivement territoriales; toutes les discriminations - la race, l'âge, le sexe, l'idéologie, la fonction sociale... dressent leurs barrières sur la voie du nouvel humanisme : « l'humanisme, ce mot qu'on affaiblit dès qu'on lui accole un adjectif », disait Jean Guéhenno.

Nos organisations ont dans ce processus un rôle déterminant à tenir; elles doivent le revendiquer sans arrogance ni timidité. Il ne s'agit pas de s'imposer aux gouvernements ou aux OIG : c'est la situation du monde qui leur imposera, à eux comme à nous-mêmes, cette ligne de conduite. Juger de ces choses-là en termes de domination ou de subordination serait faire le pire contresens sur la société ouverte que nous entendons promouvoir. Il faut se dépendre du schéma mental qui reste sous-jacent à nos conceptions des structures politico-sociales : au « sommet - une sorte de Pharaon ou d'Inca (fut-il collégial) dont les injonctions descendent d'étage en étage (administratif) vers les assises « inférieures ».

Ce n'est pas du tout ainsi que fonctionne un être vivant; à chaque instant, il est en

quasi-équilibre entre plusieurs mécanismes antagonistes, les uns d'accélération, les autres de freinage, eux-mêmes contrôlés en « feed-back » par une information circulant à contre-courant, de la même façon qu'une boucle dans un organigramme est à la fois assujettie et assumée. Le dispositif est nettement plus complexe et plus subtil que les dispositifs institutionnels auxquels nous sommes accoutumés, c'est vrai; mais il doit aussi être plus sûr, car enfin cela fonctionne depuis des centaines de millions d'années.

Si, comme nous le pensons, la vie associative est une manifestation et un épanouissement de la vie en général, la place de nos organisations est toute trouvée. Elles font partie des mécanismes « antagonistes » dont il vient d'être question, pourvu qu'on donne à ce mot non pas un sens d'hostilité, ou même de simple opposition, vis-à-vis des pouvoirs et des administrations, mais au contraire son sens organique d'équilibre et de complémentarité dans la dialectique du nouvel ordre mondial. Par ailleurs, autant les OING se refusent à être des courroies de transmission passives (sur ce point les participants du Forum ont été unanimes et catégoriques), autant elles s'estiment qualifiées pour animer la circulation de l'information dans les deux sens, cette « boucle » d'actions et de réactions qui module à tout instant la marche des mécanismes vitaux et sans laquelle la plus experte des danseuses aurait la grâce saccadée de la poupée Olympia des « Contes d'Hoffmann ».

4.4. Quel avenir?

Ce n'est pas parce qu'une ligne de conduite s'impose de façon évidente qu'elle est forcément réaliste. Imaginer une idéale symbiose entre les diverses composantes de l'humanité, un grand élan collectif chez tous les partenaires, à tous les niveaux, dans tous les domaines, grâce à quoi non plus seulement la tolérance, mais mieux encore la solidarité et le sens de la responsabilité balayeraient les haines sordides ou dogmatiques, les appétits égoïstes, les facilités démagogiques - et cela quand on a sous les yeux les exemples de l'histoire et ceux du présent, également affligeants - voilà bien la plus insensée des gageures. Et pourtant ! Si c'était cela le vrai réalisme ? Les hommes ne sont pas des anges, c'est sûr; et même, selon la célèbre parole de Pascal, « le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête ». Mais Pascal ne pouvait prévoir un malheur bien pire encore: si l'homme s'obstine à faire la bête en ce monde, il ne tardera pas à aller faire l'ange dans l'autre. En un mot, le comportement actuel de l'humanité est *suicidaire*.

Une humanité qui se lamente à longueur d'année sur la crise de l'énergie en même temps qu'elle emmagasine dans les silos des grandes puissances (et bientôt des

moyennes, n'ayons pas d'illusion une énergie énorme, terrifiante, avec un seul espoir, celui de ne JAMAIS la libérer, du moins pas sous la forme où elle est stockée - une humanité où des pays entiers manquent des moyens de nourrir, soigner, éduquer leur population, mais où il n'existe pas de pays tellement pauvre qu'il ne puisse disposer d'armements sophistiqués (fabriqués dans les jungles ou les déserts ?) sous la seule condition que ledit pays présente un intérêt stratégique ou minéralier - une humanité qui, pour se cacher à elle-même l'incohérence de pareilles situations, échafaude, de conférence en colloque, des « plans » et des « décennies » qui sont autant de formules incantatoires parce que l'absence de moyens adéquats rend les meilleures volontés inopérantes - une telle humanité, qui se dit pensante, à quoi pense-t-elle ? Imagine-t-elle sérieusement que l'absurde peut durer, va durer? Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre, disait-on; aujourd'hui, il ne se donnerait pas ce mal : il laisserait aller, simplement...

Tout au long de ce rapport, nous n'avons pas manqué de mettre en lumière les faits positifs que nous avons rencontrés. Nous n'avons pas non plus cherché à masquer les écueils et les obstacles de toute nature et de toutes provenances, parce que le seul moyen concevable d'en triompher est d'en prendre une conscience *douloureuse*: donner à présent une conclusion euphorisante serait, croyons-nous, contraire à l'honnêteté. Assurément, à tous les niveaux existe le sentiment exact des dangers encourus; et des hommes de bonne volonté les dénoncent et s'emploient à les conjurer. Mais, en un sens, cela aggrave notre responsabilité: l'humanité, si elle se perd, n'aura pas même l'excuse de l'ignorance. C'est peut-être qu'il faut plus qu'une simple connaissance « cérébrale » : un sursaut vital issu du tréfonds de l'espèce. L'opiniâtreté de la vie, dès les toutes premières origines, a été telle, ses ressources tellement variées, ses inventions tellement ingénieuses et imprévues, qu'on ne peut exclure l'hypothèse d'un tel sursaut; mieux même qu'une hypothèse, c'est peut-être une quasi-certitude. Mais ce sursaut se produira-t-il avant ou après le cataclysme, nul ne saurait le dire; la seule chose qui paraisse sûre, c'est qu'on devra se hâter, si l'on veut que ce soit avant.

Au cours du Forum, le vœu d'un *renouveau spirituel* a été exprimé. Sans faire référence pour autant à telle ou telle philosophie, nous pensons que seul un tel renouveau pourra arracher l'homme à sa propre pesanteur et lui ouvrir les voies d'un avenir qu'il a par ailleurs les moyens matériels, intellectuels et techniques de maîtriser. Puisse nos associations être le levain de cette fermentation : pour *l'humanité de cette fin de millénaire, la civilisation associative transnationale est une nécessité de survie*.

EMPOWERING PEOPLE FOR GLOBAL PARTICIPATION

by Chadwick F. Alger *

People everywhere are immersed in a sea of transactions that link them to people in distant places - as purchasers of food, clothing, automobiles, electronic equipment and other consumer goods from around the globe. Distant producers even determine what people want to drink (Coca Cola), to wear (jeans), to watch (« Starsky and Hutch »), to listen to (Rolling Stones), and to eat (McDonald's hamburgers). Global economic processes determine the quality of life through their impact on inflation and unemployment. Global enterprises affect the quality of life by polluting fishing grounds and the atmosphere and by converting food producing farms to manufacturing and cash crops. Some would say that these observations simply reflect the fact that we are living in an increasingly interdependent world brought on by the impact of new technologies for transportation and communication on manufacturing, marketing and investing. Actually, however, most people are increasingly dependent on global forces over which they have little control, which they don't understand and which they often do not even perceive.

Why Can't People Cope with Global Issues ?

Why cannot people cope with the global dimension of daily life ? Two factors seem to be very important. First is the way in which people have been taught to perceive the world. They have been taught that the world is composed of so-called nation states. They are the « important » actors on the world scene. While there are a diversity of other global actors - churches, corporations, voluntary associations and non-state ethnic and nationality groups - they are difficult to perceive, and if they are perceived, their actual and potential significance is not understood. The so-called nation-state system then is the analytic screen through which the world is observed.

Second, people are taught not to participate in the nation-state system. Norms of the nation-state system dictate that only very extraordinary people - a small elite with very special knowledge and experience - participate in policy-making in the nation-state system. For this reason no country in the world has a democratically controlled foreign policy, and in most countries people are not even aware of many major foreign policy decisions. It is

their role to proclaim loyal support for policies formulated by others in pursuit of the « national interest ».

Scholars are largely, although not completely, responsible for the inability of people to cope with a changing world. It is they who have permitted national state ideology to permeate research and teaching about the world. This ideology declares that nation-states are the most « important » actors. Scholars have made this a self-fulfilling prophecy by using nation-states as an almost exclusive unit of analysis.¹ The ideology says that there is a « national interest » that is discernible only by an elite with special knowledge and experience. Scholars have largely accepted the notion that only a few people in a politico-military bureaucracy distant from the people know what is in the « national interest ». They have reinforced the power of this self-proclaimed elite by maintaining a gulf between the academic discipline of international relations and democratic theory.

In summary, people cannot cope with the increasing intrusion of global processes on their daily lives largely because they do not have an analytic perspective that permits them to perceive and understand the sea of global processes in which they live. They have been taught that important international things happen in distant places - primarily in national capitals. They do not expect to take part in foreign policy making because they have been taught that they are incompetent.

International Organizations Are Distant From Most People

Meanwhile, the agenda of global problems in which all people are involved is increasing - with respect to food, energy, resources, inflation and pollution; in the commons of the oceans, atmosphere and outer space; and in terms of conflicts generated by this growing agenda. National governments have responded by joining together in a growing multitude (some 300) of international governmental organizations (IGOs) in efforts to cope with these problems. Responsible to representatives of national foreign policy bureaucracies who are themselves distant from their people, IGO bureaucracies are even more distant. Most people in the world don't even know the names of these agencies - ICAO, IMCO, UNCTAD, UNEP, WMO, WHO, etc. How then can they hope

to reflect the interests of the people of the world or to acquire legitimacy for their proposed solutions to global problems ?

Some organized citizen groups have attempted to close the gap between the people of the world and IGOs through direct pressure on IGO bureaucracies, their decision-making bodies and their constituent national governments. A dramatic example has been the efforts of international nongovernmental organizations (INGOs) and their constituent national nongovernmental organizations (NGOs) in the context of global UN conferences on environment, food, population, habitat, water resources and disarmament. They have run parallel conferences, published daily conference newspapers, acquired media coverage for their activities and sometimes established direct links between their conference representatives and governments and constituent organizations in their home countries. It should not be surprising that INGOs and NGOs have had difficulty mobilizing support because of the apathy of people back home.

Like national governments, NGOs that comprise INGOs tend to be small elites that are for the most part located in the headquarters of national organizations - distant from most people. The foreign policymakers for INGOs tend to be as distant from rank and file members of national organizations as are policymakers in foreign offices of national governments.

While it is widely agreed that IGOs and INGOs are serving useful purposes, some people are concerned about the global distribution of opportunity for participation in them.² Participation requires money for travel and communication and necessitates the investment of time by skilled people. Because these resources are more abundant in industrialized countries than in the Third World, opportunity for participation in and influence of IGOs and INGOs is much greater in industrialized countries. Likewise, within all countries opportunity for participation is limited because only a small elite in the national office of most NGOs takes part in the formulation of NGO foreign policy and in participation in INGO meetings. Opportunities for participation in INGOs are also unequally distributed because some national governments are more willing to permit their citizens to participate in INGOs than

* Professor, Mershon Center
The Ohio State University

are others. Thus most people are not only perceptually and organizationally detached from these international activities, they are also inhibited from participation because of lack of resources and the desire of many national governments to limit and control participation.

Demands for Decentralization Within Countries

While cosmopolitan elites are building IGOs and INGOs, most of their activity is unperceived by most of the people of the world. Frustrated by the impact of incomprehensible global processes on their daily lives, and feeling distant from efforts by national governments to deal with the social consequences of high technology, the reaction of many people is to demand decentralization of government and to focus their concern on local affairs. This demand for decentralization is not confined to industrialized countries but extends to the Third World where most people are dissatisfied that Third World cosmopolitan elites have been the main beneficiaries of national development strategies. As a result there are increasing demands for satisfaction of human needs through local self-reliance.

Unfortunately, movements for decentralization tend to neglect the impact of global processes on local places, whether they be small communities, cities, metropolitan complexes or regions. If these movements are to satisfy the demand of people for more local control over their fate, they must acquire local control over global processes that impact local places. But this will require new analytic frameworks that will permit local people to perceive how they are related to the world. It will also require overcoming feelings that so-called foreign policy is too difficult and complicated for local people to understand and overcoming local deference to distant elites on foreign policy issues. This is no easy task because tradition has lulled most people into a cycle of apathy with respect to international affairs.

A Strategy for Empowering People

A plausible strategy for change is to begin by aggregating information on global links of local cities and regions - information on trade, investment, religion, science, education, agriculture, etc. This knowledge must then be shared with local people through a diversity of media - newspapers, television, radio, and educational programs of voluntary organizations, universities, and schools. This will create a new image of the place of the local community and region in the world and make people self-conscious about their involvement in global processes and that of other local people and organizations. Through time, as portrayed in Figure 1, this can lead to the competence of local people to evaluate their involvement in global processes and that of other local people and organizations.

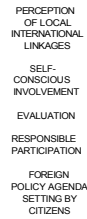


Figure 1 : Moving the Public From Perception to Self-Conscious Action

A Strategy for Empowering People

A plausible strategy for change is to begin by aggregating information on global links of local cities and regions-information on trade, investment, religion, science, education, agriculture, etc. This knowledge must then be shared with local people through a diversity of media-newspapers, television, radio, and educational programs of voluntary organizations, universities, and schools. This will create a new image of the place of the local community and region in the world and make people self-conscious about their involvement in global processes and that of other local people and organizations. Through time, as portrayed in Figure 1, this can lead to the competence of local people to evaluate their involvement in global processes which would in turn lead to responsible participation - in contrast to widespread non-perceived involvement. This participatory learning could provide the base for foreign policy agenda setting in local communities - in contrast to reaction to agendas set by powerful governmental and nongovernmental organizations in distant cities.³

Providing local people with information on their involvement in global processes would first require social scientists to put people in their paradigms for viewing the world-generally our research and teaching only tell people about elites in powerful centers. This would require scholars who study local communities and regions to include the global dimension of local life in their work.

Likewise, people who study international affairs would have to take special interest in the international dimension of the lives of local people. Traditionally people who study local and regional affairs have ignored the international dimension of local and regional affairs and people who study international affairs have ignored the local dimension of their field of inquiry. Knowledge about their place in the world that this kind of inquiry would offer local people can be a source of power in global affairs. Presently international relations scholars enhance only the power of national governmental and nongovernmental elites by

helping them to understand their place in the world and by providing knowledge relevant to their policy problems.

It would not be expected that dissemination of knowledge about global linkages alone would bring dynamic local participation in world issues. This would require organized support within local organizations - political, religious, labor, professional, women, service, etc. Presently specialized competence for approaching global affairs in these organizations tends to be aggregated to their national offices, through a braindrain of people most informed about global issues to national centers. It is necessary that this talent either be returned to local communities or regions or that new local talent be developed. This dispersion of talent would make it possible for a variety of local organizations to develop education and action programs with respect to the global dimension of local and regional affairs. For example, local and regional labor organizations should have staff for global issues. Development of this talent presents new challenges for local educational institutions. They must train specialists who can cope with global issues in local contexts and who are attracted to this vocation. This would slow the braindrain of trained talent in global issues to national government, IGO and INGO centers.

Widening Participation in the Design of Future Worlds

People in local communities can be empowered to take part in the design of future worlds in which they will have a meaningful role through a process of participatory learning. This process could be spurred by: (1) procedures for gathering information on actual and potential linkage of the local community to external organization, (2) procedures for making this information comprehensible to local people-through a variety of easily accessible and easily understood media, (3) procedures for local evaluation of actual and potential external linkages, particularly with respect to their equity in contribution to local needs, and (4) procedures for local representation in decisions of external organizations that affect the local community.

It is difficult to speculate on the kind of world vision that people in a world of self-reliant communities would create, because our experience is limited to worlds created largely from the top down, i.e., by national governmental and nongovernmental organizations and by international governmental and nongovernmental organizations. Much would be learned by actual experience with local people endeavoring to create self-reliant external relations. Much also would be learned by working with people in creating strategies for change. Since the whole world cannot be reorganized at once, this experience would provide valuable insight on self-reliance strategies that would be a part of vi-

sions of desirable worlds. A transformation process would be spurred by two factors :

1. Norms establishing the right to equitable external exchange, and representation in decision-making processes that affect local communities.

Included would be the right of a local community to decide which external organizations could penetrate the community and which collectivities it would join. Eventually this would, of course, mean that the nation-state would lose its paramount position in global organization. Aggregations in which local communities are involved would be a result of self-reliant choices of local communities, subject to change as conditions change. This, of course, does not mean that national governments would necessarily be disbanded. Those that are satisfying the needs of citizens as a unit for collective decision-making would continue. It might be expected that smaller countries containing a cohesive nationality group would continue as national units for a long time, as would governments of countries whose boundaries were relevant for certain functional activities. But it might be expected that the ways in which very large nations relate to the world would change. I would expect that regions of a country as large as the United States would relate directly to the world on some issues : e.g. the Western region might have separate relations with

people in the Pacific Basin on issues concerning the Pacific Ocean and the Southeastern region might have separate relations with Caribbean countries on issues of particular importance to that region.

2. Knowledge and competence that make it possible for local communities to evaluate and make decisions about external relationships. As local communities begin to develop competence in external relations, they would begin playing a more dynamic role in a number of arenas - in province, region, nation and internationally. This would enable them to play an increasingly effective role, for example, on decisions about foreign investments in all of these arenas. This new local competence in external relations would gradually transform the foreign-policy making process of national governments into a democratic process. This would dramatically transform the « nation-state system », since one of its most significant characteristics has been the assumption that the people are incompetent to make foreign-policy decisions. This has been the norm in all countries - rich and poor, North and South, democratic and authoritarian.

This transformation process would be a dialectical process between visions and experience. This process would deepen knowledge about the most pressing problem in global organization : how to enable the people of the world to have equitable

relations with those parts of global systems that impact their daily lives.

1. This argument is developed more fully in Chadwick F. Alger. » Foreign - Policies of United States Publics International Studies Quarterly. 21 (June 1977) 277-318.
2. This is described more fully in Chadwick F. Alger and David G. Hoover. » The Feudal Structure of Systems of International Organisations ., Proceedings of the 5th IPRA Conference, 1975, and Johan Gaullung. - Non-Territorial Actors : The Invisible Continent : Towards a Typology of International Organization ., Chair in Conflict and Peace Research, University of Oslo. Paper No. 48.
3. This argument is developed more fully in Chadwick F. Alger. - Extending Responsible Public Participation in International Affairs, Exchange Magazine Vol. XIV (Summer 1978), 17-21. Based on experience using this approach in Columbus, Ohio. Methods used in metropolitan area are described in Chadwick F. Alger, » Your Community in the World : The World in Activities and Foreign Policies of People, Groups and Organizations ., Merston Center Informal Publications, Ohio State University, 1974. This manual includes all questionnaires used in the research. A and David G. Hoover, You and Your Community in the World (Columbus, Ohio : Learning Package Series = 23. Consortium for International Studies Education of the International Studies Association, 1978).
4. These ideas are developed more fully in Chadwick F. Alger. « Creating Visions of a World of Self-Reliant People ., a working paper for the Project on Goals, Processes and Indicators of Development (GPID), United Nations University, 1979, and in Chadwick F. Alger. - People in the Future Global Order », Alternatives, 4 (October 1978), 233-262, and Bulletin of Peace Proposals, No. 2 (1976), 128-143.



L'Assemblée générale de la FEVC (Fédération Européenne des Villes de Congrès) s'est tenue à Tel Aviv - Israël - du 31 octobre au 4 novembre 1980.

34 villes membres étaient présentes ou représentées.

Des contacts intéressants et de fructueux échanges ont été réalisés. La journée d'étude était consacrée au thème : « Les congrès dans les années 30 ». Les orateurs ont donné une image intéressante de la promotion, la publicité et les marchés aux U.S.A., le fonctionnement d'un bureau national de congrès et le marketing d'un lieu de congrès.

Le nouveau Comité Directeur est composé de
 Hank Borgman, Président (NL - Groningen)
 Odette Mot, 1. Vice Président (Belgique - Bruxelles)
 Jens Elers, Trésorier (Danemark - Copenhagen)
 tous trois réélus
 Robin Marchev, 2e Vice Président (Suisse - Zurich)
 Gilles Hoghes, membre (Principauté de Monaco - Monte Carlo)

La prochaine assemblée générale se tiendra à Salzbourg du 21 au 25 novembre 1981. Chypre a invité la FEVC à tenir son assemblée générale 1982 à Nicosie.

FEDERATION EUROPÉENNE DES VILLES DE CONGRÈS



SERENDIPITY AND SOCIAL PURPOSE

Getting from Here to There in a Murphy Bed

(Notes on Council Goals, Aspirations and Program Interests)

by Ward Morehouse *

An Exercise in Whimsey or Pretense ?

This is an exercise in defining where we want to go. There are inherent difficulties in such an exercise for a Murphy bed organization like the Council with its commitment to transience, if not impermanence.

It also reflects a tension between the randomness inherent in serendipity as a criterion for making program choices on the one hand and greater coherence in searching for program opportunities on the other.

The exercise is colored by a touch of whimsy, for there is something a little pretentious about an organization with such limited resources addressing itself to such broad and encompassing social goals as those set forth below. The goals themselves, and the underlying problems they reflect, are, of course, very serious. But we should not take ourselves so seriously that we fall into the trap of thinking that an undertaking as modest as the Council is going to realize these millennial objectives.

There are nonetheless compelling arguments for addressing earnestly the question of where we want to go. We may not be able to save the world, but we should at least be able to say that the world is in some small ways different than it would have been if the Council had done nothing or not existed at all. If we do not set some standards by which to measure our own performance, it would be very difficult to make such a determination.

With scarce resources, furthermore, choices must be made in what we do. It is surely better to make those choices wisely than foolishly. Even granting an element of serendipity in making these choices, the opportunities before us are by no means entirely random. Our entrepreneurial skills in creating our own opportunities can be critically determining factors. Indeed, it increasingly becomes apparent

that entrepreneurial time is our scarcest resource.

Some Guiding Precepts in Making Program Choices

Here are six precepts that have guided and shaped what we have done in the past. Some go far back in time, almost to the establishment of the Council a quarter of a century ago, while others are of more recent vintage, surfacing only during our most recent reincarnation in a currently active mode. Happily, we have avoided becoming encumbered with a sense of tradition since our founding in 1954 and therefore these precepts are certainly not written in stone. They are set forth here as guidelines in making program choices in the years immediately ahead.

1. Eschewing Permanence

Manny years ago, when the Council had passed through its first period of active existence, the Trustees debated at some length the possibility of formal dissolution. The prevailing view was that we should not do so because opportunities might arise in the future which could not then be foreseen but in response to which a small, flexible entity like the Council might serve some useful purpose.

Thus began our Murphy bed existence - occasional phases of activity interspersed by periods when we folded ourselves into the wall and were relatively inactive (1). This organizational style has made a virtue of necessity for an organization with limited and uncertain means by avoiding a commitment to permanence and the creation of an elaborate infrastructure to live on and consume scarce resources after program goals have been met.

The landscape is cluttered with organizational relics that have outlived their usefulness. Being a Murphy bed organization helps to avoid this predicament.

2. Celebrating Serendipity

Reflecting the compelling logic of an organization with limited means and broad purposes, the style of the Council also emphasizes flexibility and the search for targets of opportunity involving intellectually challenging and socially significant issues of little or no interest to other organizations more amply endowed.

These opportunities are often the result of serendipity - the unforeseen but happy confluence of ideas, personalities, and resources.

3. Augmenting Autonomy

Embodying these characteristics, the Council conducts the major part of its work through its independent operating programs, tied together with a minimum of structure under a common corporate umbrella. This strategy has several advantages.

Like an accordion, the Council can easily expand or contract. The trauma of contraction is less severe : it is easier to wind down a program than wind up an organization.

It is also relatively easy to alter the program mix. The Council is able to respond readily to unforeseen opportunities when they occur. The independent operating program is particularly well suited, since activities can be initiated with a minimum of fuss and bother about organizational formalities.

The autonomous, decentralized character of this kind of program structure keeps the infrastructure of the central organization small. That means that most of the money is used for program activities and not something else. But that also means less support and fewer services. Infrastruc-

* President Council on International and Public Affairs. Excerpt from 1979 Annual Report of the Council.

tures typically do produce xerox machines and postage meters and the people to operate them.

4. Practicing Midwifery

The Council is committed to the proposition that when any operating program of the Council wants to spin itself off as an independent entity, it is free to do so. The Council also provides midwifery services for organizations which intend from the very beginning to have independent organizational status, providing facilities or support during their gestation until those organizations are ready to carry forward on their own.

5. Joining Hands

Midwifery involves active cooperation with other organizations struggling to be born, but the Council's involvement in joint ventures with other undertakings goes much beyond that. It shares space, personnel, and other facilities in its New York City program office with two other bodies, provides secretariat and accounting services for at least two more groups, and runs a cooperative publishing program for four institutions.

The Council also undertakes a variety of specific projects jointly or in cooperation with other bodies - some short-lived and time-limited, others on-going. Joining hands with kindred undertakings is one way for a small organization like the Council to extend the reach of its activities.

6. Embracing Iconoclasm

Breaking icons in a secular age can easily become an exercise in tilting at windmills. Not all conventional wisdom, furthermore, is wrong.

On the other hand, for an organization with such limited resources to end up espousing positions already embraced by far more substantially endowed institutions seems to be of little utility. Adding one more voice to a chorus of 100 or 1000 will not even increase the decibel count perceptibly. But if that voice strikes a discordant note, it will at least enliven the dialogue, even if it does not enrich the melody.

This last precept is overstated to make an underlying point. The most important quality we must seek to preserve is our independence of action and judgement. For if a small organization like the Council loses that, it has little justification for continuing to consume scarce resources which might be well used for other equally important social purposes, no matter how visionary may be the goals we set for ourselves.

While it would be presumptuous to suggest that we are ahead of the rest of the pack, the Council's autonomous, decentralized pattern of working is becoming recognized by social commentators and even has a name: « The Third Wave » (2). Aside from a small program office in New

York City, which is shared with several other organizations to minimize fixed overheads, the Council maintains no central workplace. The people involved in Council programs and activities work where it suits them, frequently in their own homes, sometimes in small independent offices.

Program Aspirations

This loose and whimsically stated organizational style is directed toward a set of serious social purposes. While a modest undertaking like the Council should resist taking itself too seriously, the activities in which it is engaged are concerned with important, even urgent, social and intellectual issues.

These issues are normative objectives or ideals toward which many individuals and groups are working. For the Council at least, we should harbor no delusions about achieving them in any absolute sense. They are thus relative goals, our task being one of increasing their incidence or alleviating the problems they reflect.

1. Restructuring North-South relations along more autonomous, less dependent lines.
2. Accelerating the transition in the 1980s toward greater social equity and an «economics of permanence», (3) especially in the industrialized societies.
3. Increasing access to more varied sources of creative expression and understanding of other values.
4. Raising public consciousness of common global problems.
5. Strengthening the effectiveness of public institutions.
6. Helping present and future generations of Americans adjust to a rapidly changing social environment at home and abroad.

Program Interests and Goals

Program aspirations of such broad and encompassing character as the foregoing only become meaningful when expressed through concrete activities. Because of the Council's autonomous and decentralized organizational style, its activities are diverse and cover a wide range. Yet they do coalesce around the six program aspirations set forth above, as will be indicated subsequently.

Program interests fall into two broad categories - free standing or operating programs and other projects and activities. The former category reflects major program interests and on-going activities. Within some of these programs, more specific projects or activities can be identified, some of a one-time nature and others of continuing character.

The second category of other projects includes activities in which the Council's

role is largely facultative - for example, offering a corporate umbrella under which Senior Fellows can pursue their own interests (even though these interests may and often do intersect with major program interests and involve the Senior Fellows in on-going Council programs) or providing secretariat services. Below are listed the current and recently approved program interests of the Council.

A. Free-Standing or Operating Programs

1. Technology and Work Program
 - a) New York State Full Employment Project (in cooperation with the Cornell University School of Labor and Industrial Relations)
 - b) Small-Scale Enterprise and Job Generation (with the Intermediate Technology Development Group of North America)
 - c) Analysis of Technological Trends in Industrialized Societies and Their Impact on North-South Relations.
2. Citizen Participation in World Affairs
 - a) The Global Agenda Project (Some current possibilities now being explored include: Global Town Meeting on Energy with the American Association of Community and Junior Colleges, WTBS/Atlantis and the Cable Television Network, and others; CO2 Project on « The Global Greenhouse: A Coming Catastrophe ? » with the Natural Resources Defence Council; Cable Television Project to Mobilize Citizen Participation on « The U.S. and the World in the 1980s: A Decade of Crisis or Hope ? » with various national organizations with networks of local constituencies).
 - b) Global Communications Project (a cooperative project to pluralize international news and information flows with Interlink Press Service)
 - c) Creating Regional Networks on Global/Local Issues (a joint project with the Rockland Community College, proposed for funding to the U.S. Department of Education)
 - d) Strengthening U.S. Media Coverage of International Affairs (e.g., summer program in India for U.S. journalism faculty with Columbia University and University of Texas).
3. International Literature and Arts Program.
4. Policy Studies Associates.
5. Learning Resources in International Studies (cooperative publishing program with Consortium for International Studies Education, Council for Intercultural Studies and Programs, and Syracuse University International Relations Program administered by CIPA).

6. EMPathy (reincarnation of the Council's Education Materials Project of the late 1960s to develop educational resources and other activities to help American students understand others as they see themselves).

B. Other Projects and Activities

1. UNESCO Associated Schools Project (secretariat services provided by CIPA)
2. Study of World Religions and Philosophies (joint with the Council for Inter-cultural Studies and Programs: current major project to develop study materials for Hinduism and Buddhism)
3. Senior Fellows and Interns (current Senior Fellows - B.R. Deolalikar, Brijen K. Gupta, and Evan Vallianatos; interns, typically from the Columbia Schools of International Affairs, work on varied projects combining their own interests and Council activities).

Within this diverse mix of activities, program goals tend to be individual and project-specific. Thus, the New York State Full Employment Project has set as its goal the achievement of meaningful and productive work for all who are able to work in New York State by 1990. The pro-

gram in India for U.S. journalism faculty will send 16 journalism and communications professors, including some who are also working journalists, to India in the summer of 1980. A Senior Fellow, B.R. Deolalikar, is developing a project to create a Third World network on alternative energy sources. And so on.

The Search for Coherence : Pulling It All Together

Even if our program aspirations are lofty, we should disdain for ourselves, as befits our modest circumstances, grand designs for solving transcendent social problems through our own activities. It is thus that we have come to recognize unforeseen opportunity as playing as large a role as any other factor in making program choices.

At the same time, there is no need for us to resist the possibility of underlying thread emerging to connect our diverse activities. One such thread is the search for targets of opportunity to illuminate new ways in which our society and its values and institutions interact with the rest of the human community. Another is the search for social autonomy, defined simply as « self control »; the Council's role is presumably to look for ways of increasing

the autonomy of individuals, institutions, communities, and nations.

While our activities are diverse, they are by no means totally random. A Murphy bed organization which freely acknowledges serendipity as a factor in making program choices would be expected to resist such a mechanistic presentation of its activities.

But in order to demonstrate that there are some connecting threads linking these varied pursuits, a graphic display or matrix giving the distribution of program interests in relation to program aspirations is appended. It is a road map of sorts, showing how our aspirations and activities intersect as the Council seeks to get from here to there in its Murphy bed.

(1) According to a headline in the New York Times on November 15, 1979. - Murphy Beds Spring back Into Popularity - a hopeful augury for the Council.

Shock - who is publishing a new book under this title cited above. The basic thesis has been summarized in his New York Times Sunday Magazine article. - A new Kind of Man in the Making - (March 9, 1980).

(3) The phrase is E.F. Schumacher's and refers to patterns of economic activity which are sustainable over the long run through minimal consumption of non-renewable natural resources and adverse impact on the biosphere.

A Matrix of the Program Aspirations and Interests of the Council on International and Public Affairs

Current Program Interests	Program Aspirations					
	1. Restructure North-South relations	2. to equity	3. Increase creative expression	4. Raise public consciousness of global	5. Strengthening public institu-	6. Help adjust to social Change
A) Free-Standing or Operating Programs 1. Technology & Work Program a) NYS Full Empl. Progr. (with Cornell ILR School)		X			X	X
b) Small-Scale Entrepr. & Job Gen. (with ITDG/NA)		X				
c) Analysis of Tech. Trends & impact on North-South		X		X		
at Global Agenda Project (with AAGJC, WTBS/Atlanta, NRDC, and others)	X		X	X		X
b) Global Comm. Project (with Interlink Press Service)	X			X		
c) Creating Reg. Networks on Global /Local Issues (with Rockland Comm Coll.)				X		X
d) Strengthening U.S. Media				X		X
Arts Program			X			X
4 Policy Studies Associates			X		X	X
5 Learning Resources in International Studies					X	X
6 EMPathy (Education Materials Project)			X	X		X
6) Other Projects and Activities 1. UNESCO Schools Project			X	X		X
2 Study of World Religions and Philosophies			X			X
3 Senior Fellows and Interns	X	X		X	X	

MORE IMPACT THROUGH NGO COUNCILS

by W. van der Bruggen *

In an earlier contribution on « The management of an NGO secretariat » (1) the author dealt with several aspects of the running of an NGO : its structure, programme, international relations, secretariat and budget.

The publication of 34 « Problems hindering action of international nongovernmental organizations » (2) incited the author to deal in more detail with the problem of establishing and maintaining contact with intergovernmental organizations.

It is argued that, for the well functioning of NGOs in their relations with IGOs, linking of professional interests with other NGOs, at international, national and regional level, is of vital importance.

1. At international level

Since any branch of human activity forms an integral part of the total of human interest, international professional associations might, often to their surprise, discover that particular programmes of other associations, although the emphasis may be different, can usefully complement, and hence reinforce, their own activity. This being the case, it might well be worthwhile to engage into cooperation with another association. Such cooperation can easily be limited to working relations at « programme » level and need not lead to any form of merger apart from occasional joint committees. The participating NGOs thus retain their full autonomy. Nonetheless, such cooperation in particular programme activities should be organized. For this purpose it is suggested that the cooperating professional associations set up a policy or programme council, which should have as its main task the aligning of the various programmes of common interest. Such councils will be in particular effective when dealing with intergovernmental organizations, e.g. for obtaining grants for the realization of programmes. It may be that one of the partners enjoys consultative status at the relevant IGO, but the common action of cooperating NGOs will only be welcomed by the intergovernmental body, which often is reluctant to grant a subsidy being confronted with a multitude of uncoordinated requests for help in, what seems to them, the same subject field. The NGO councils may also be useful for convincing IGOs of the need to support, i.e. to include in their programmes, the « recommendations » of NGOs. The council may be composed of the Presidents and Secretaries General of the participating NGOs, thus reflecting the policy and executive levels of the associations. The council should meet at least once a year, e.g. at the occasion of a conference of one of the participants; in between meetings, the Secretaries General should maintain the day-to-day contact in the realization of the common programme areas - this may also be relegated to committee chairmen. Particular attention

should be paid to IGO deadlines for submitting requests for subventions. The NGO council should therefore be entrusted with a certain degree of authority to discuss programmes with IGO staff on behalf of the partners.

2. At national level

These international efforts should be supported by similar action at national level. The member bodies of NGOs should not only cooperate with the members of their sister organizations but also with the national commissions of intergovernmental organizations. Depending upon the nature of the programme and the member countries participating in a specific activity, such contacts may be required in particular member countries only. A national member should also seek close relations with governmental agencies and ministries potentially interested in their NGO programme. A national government convinced of a useful activity will be an extra supporter of the NGO programme at IGO conferences ! The support of the government may also lead to subsidies and even housing facilities in the country where the secretariat of the NGO or an important programme committee is located.

3. At regional level

Although the majority of NGO programmes is international in scope, a considerable number of problems is of a purely regional nature and interest. It would therefore be wise if NGOs would look into the need of creating regional networks of their membership. This might be particularly indicated in such regions as Latin America, Africa and Asia, since the majority of NGOs is « western » oriented and sometimes find it difficult to incorporate non-western views in their international programmes. In order to avoid the establishment of similar NGOs at regional level - which will only weaken the international NGO - regional commissions should be created with a certain degree of autonomy but forming an integral part of the NGO - thus they will strengthen the international body.

The regional groups of members should be represented in the executive board of the NGO in order to maintain the regular contacts required for the common policy in dealing with other organizations. At their regional level they should establish contact with their sister organizations, especially those cooperating in the international council.

The regional commissions may find out that they have an advantage over the international, parent associations, since their programmes may find financial support from IGOs and foundations established in that region and interested in promoting regional activities.

Resume :

Un meilleur impact par des « conseils d'ONG »

Beaucoup d'associations professionnelles (ONG) ont des programmes qui pourraient se compléter et ainsi renforcer l'impact des ONG. Pour cela il est conseillé que de telles ONG forment des conseils d'action (« policy » or « programme » councils) afin d'aligner les programmes communs des partenaires, et ceci particulièrement vis-à-vis des organisations gouvernementales (OIG) tenant les bourses. Les conseils pourraient être composés des présidents et des secrétaires-généraux des partenaires, et se réunir à l'occasion d'une conférence d'une des membres du conseil afin d'éviter des frais supplémentaires. De tels conseils ne restreignent d'aucune façon l'autonomie des partenaires, puisqu'ils ne concernent que les programmes communs.

Cet effort devrait être soutenu par des activités nationales et régionales des membres de ces ONG. Ceci pourrait même conduire à des subventions à ces niveaux, p.ex. pour des programmes de comités d'études d'un intérêt national ou régional.

* Member of the UAI.
(1) *Transn. Ass.* 1977 W 5, pp. 204-206.
(2) *Transn. Ass.* 1980 N-4, pp. 180-185.
(French version in F3, pp. 145-151).

LE XVIII^e CONGRES INTERNATIONAL DES SCIENCES ADMINISTRATIVES

Après avoir tenu hors d'Europe ses deux derniers congrès triennaux (à Mexico en 1974, à Abidjan en 1977), l'Institut international des Sciences administratives (USA) s'est retrouvé cette année à Madrid pour y célébrer le cinquantenaire de sa fondation. A l'invitation du Gouvernement espagnol, il y a organisé, du 30 juin au 4 juillet 1980, le XVIII^e Congrès international des Sciences administratives, un demi-siècle après celui - le IV^e - au cours duquel, dans cette même ville de Madrid, on décida de transformer en Institut la Commission internationale permanente des Congrès internationaux des sciences administratives, dont l'origine remontait au premier Congrès, tenu en 1910 à Bruxelles.

Cette réunion a dès lors revêtu un éclat tout particulier. Sa Majesté Juan Carlos, roi d'Espagne, avait accepté que le Congrès fût placé sous sa présidence d'honneur et vint en présider lui-même la séance solennelle d'ouverture, en présence des plus hautes autorités et du corps diplomatique. Le Secrétaire général des Nations Unies, M. Kurt Waldheim, empêché d'y participer en personne, y avait délégué M. Bi-Jilong, sous-secrétaire général chargé de la coopération technique et du développement, pour y prononcer à sa place une allocution et apporter à l'Institut son plein appui et ses chaleureux encouragements. Ces faits, ainsi que la richesse du programme de travail, le grand nombre et la qualité des participants du Congrès, sont la preuve du renouveau qui anime l'Institut et l'intérêt que soulèvent ses activités nouvelles partout dans le monde.

Le Congrès et ses réunions préliminaires rassemblèrent au total quelque 900 participants, représentant 83 pays et 15 organisations internationales. Ces nombres constituent un record absolu dans l'histoire des congrès de l'Institut.

L'ordre du jour du Congrès proprement dit comprenait quatre sujets, articulés sur le thème général : » Réponse de l'Administration publique aux défis des sociétés Contemporaines » :

1. La signification du principe de légalité dans l'administration moderne (Rapporteur général : Mme Céline Wiener, France)

2. Problèmes du contrôle politique sur les services administratifs de l'Etat et les

organismes publics autonomes (Rapporteur général : M. R.E. Wraith, Royaume-Uni).

3. Le profil des fonctionnaires dans l'administration de demain (Rapporteur général : M. & A. Lee Fritschler, Etats-Unis).

4. Le développement des méthodes et des techniques de la planification dans les différents systèmes administratifs (Rapporteur général; M. Janusz Letowski, Pologne).

Pour traiter ces sujets, l'Institut avait décidé, à titre expérimental, d'abandonner sa méthode traditionnelle fondée sur la présentation d'un rapport général basé lui-même sur une série de rapports nationaux, et de la remplacer par un système de communications individuelles assorties d'un document de travail introductif des rapporteurs généraux. Ces derniers auront à rédiger ultérieurement, compte tenu de l'enseignement des débats, une analyse plus approfondie ayant la forme d'un rapport de synthèse substantiel.

Trois réunions préliminaires organisées à l'occasion du Congrès se sont tenues respectivement à Barcelone, les 26 et 27 juin, sur le thème « Administration et régionalisme, autonomie ou fédéralisme »; à Alcalá de Henares, du 26 au 28 juin, par l'Association internationale des Ecoles et Instituts d'Administration; et à Madrid, du 26 au 28 juin également, par le Groupe de travail « Systèmes budgétaires intégrés ».

L'USA a, par ailleurs, confirmé qu'il porte un intérêt constant aux problèmes spécifiques des pays en voie de développement. A l'occasion du Congrès également, une session plénière spéciale fut consacrée aux implications administratives d'un nouvel ordre économique international. Les travaux ont à nouveau démontré l'utilité d'entreprendre des recherches systématiques sur l'administration des pays en voie de développement, fondées sur l'étude de l'expérience acquise. C'était déjà le thème d'un des sujets du Congrès tenu à Vienne en 1962., à cette différence près, toutefois, que des études pratiques sont maintenant vraiment lancées, avec pour premier objet l'administration africaine.

Citons encore, parmi les réunions tenues en marge du Congrès, celle d'un groupe

(Madrid, 30 juin - 4 juillet 1980)

de travail sur la planification et la gestion des travaux publics, et celle d'une cinquantaine de membres de juridictions administratives du type « Conseils d'Etat » ou « Cours suprêmes ». L'idée de la constitution d'un groupement international devant permettre des relations plus développées entre ces juridictions, a reçu un large accord de principe et l'IISA a été chargé de la réaliser.

Les congressistes et leurs accompagnants ont bénéficié d'un excellent accueil, conforme à la tradition de l'hospitalité espagnole, amicale et chaleureuse. Epinglons, parmi les réceptions qui leur furent offertes, le concert de gala donné, le soir de la clôture du Congrès, au Théâtre royal de Madrid, et qui fut présidé par Sa Majesté la reine d'Espagne.

D'autre part, la Bibliothèque nationale d'Espagne avait saisi l'occasion du Congrès pour organiser une exposition-monographie sur le livre en administration publique, riche rétrospective où figuraient en bonne place les publications de l'IISA et de ses sections nationales.

Le Conseil d'Administration de l'IISA a tenu à Madrid sa XXII^e session ordinaire. Outre une restructuration du Comité Exécutif et la création de deux nouveaux comités permanents de recherche, il a adopté une modification des statuts afin de permettre aux OIG fondées par un traité et composées au moins en partie d'Etats membres de l'IISA, de devenir membres de celui-ci à part entière, dans les mêmes conditions que les Etats. La Commission des Communautés Européennes a été la première organisation à laquelle s'est appliquée cette importante modification.

Les élections statutaires ont eu lieu et M. Laureano López Rodo (Espagne), président sortant, a été réélu pour un terme de trois ans. De nouveaux membres sont entrés au Comité Exécutif, dont la composition est de plus en plus largement internationale : dix-neuf pays, sur les cinquante-trois qui ont des sièges au Conseil d'Administration, ont un ressortissant dans cet organe de décision et de gestion courante de l'Institut. Le prochain Congrès triennal de l'IISA se tiendra à Berlin du 19 au 23 septembre 1983. Le choix des thèmes en sera arrêté au printemps de 1981 par le Comité Exécutif.



ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES 16-18

7^{ème} SUPPLEMENT Changements d'adresse et/ ou de nom

7th SUPPLEMENT Changes of address and/ or name

This supplement of the Annuaire des Organisations Internationales, 16-18th edition

1' THE NAME(S) OF ORGANIZATIONS : The names are given Below in English and French. Where names in other languages have been modified, they will also be found. If they are not there, such names have not been changed. Such changes are given immediately after the entry number in the Yearbook and preceded by :

2' THE ADDRESSES OF ORGANIZATIONS : The new address is given in the place

the Yearbook is no longer valid and that efforts are being made to locate the new

3' NAMES OF SECRETARIES GENERAL (SG), Presidents (Prés) recently nominated.

4' DISSOLVED ORGANIZATIONS (« Dissoute ») and those which are provision-

1' LE(S) NOM(S) DES ORGANISATIONS. Les noms sont donnés ci-dessous en

l'anglais ont été modifiés, on les trouvera également indiqués. S'ils ne sont pas

2' LES ADRESSES DES ORGANISATIONS. La nouvelle adresse est donnée à la

adresse connue, suivie d'un nom de ville, signifie que l'adresse mentionnée

dans l'Annuaire n'est plus valable et que nous sommes à la recherche de la dorme-

3' LES NOMS DE SECRETAIRES GENERAUX (SG), Présidents (Prés) récemment

4' LES ORGANISATIONS DISSOUTES et celles provisoirement sans activité.

Section A

A 0004 Association internationale des coordonnateurs pour l'environnement
International Association of Environmental Coordinators
Sec.Mlle Christiane Vander Borgh, Avenue George Bergmann 38, Bte 3,
B-1050 Bruxelles, Belgique. T. 660 67 42.
Prés Dr G.Norcross, même adresse.

A 0018 Banque africaine de développement
African Development Bank
SG Yvna Morisho Lusambia, 01 - BP 1387, Abidjan 01, Cote d'Ivoire.

A 0039 Réseau asian d'information et de promotion de la technologie indus-
trielle
Asian Network for Industrial Technology Information and Extension (TECHNO-
MET ASIA)
Tanglin P O Box 160, Singapore 9124, Singapore.

A 0050 Association internationale du mohair
International Mohair Association
Dr Gen A C Knight, 17 Stratton Street, London W1X5FD, Royaume-Uni.

A 0066 Académie d'ophtalmologie pour l'Asie et le Pacifique
Asia-Pacific Academy of Ophthalmology
Prés Dr William John Holmes, 3685 Roundtop Drive, Honolulu Hawaii
96822, Etats-Unis.

A 0078 Association internationale des sociétés d'histoire du travail
See K. Lang, Schweiz, Sozialarchiv, Neumark 28, CH-Zürich, Suisse.

A 1365 Association internationale des professeurs et maîtres de conférences
des universités
International Association of University Professors and Lecturers (IAUPL)
Secrétariat Rue du Dr Roux 18, F-75015 Paris, France. T. 73431 65.

A 1382 Union astronomique internationale (UAI)
International Astronomical Union (IAU)
SG Patrick A Wayman, Ave de l'Observatoire 61, F-75014 Paris, France.

A 1431 Bureau international des producteurs d'assurances et de réassuran-
ces (BIPAR)
Secrétariat Rue d'Amsterdam 31, F-75008 Paris, France. T. 874 19 12.
Prés Walter Gy, même adresse.

A 1451 Bureau international catholique de l'enfance (BICE)
International Catholic Child Bureau (ICCB)
SG St Marie-Gérard Bonduelle, - Mass Media - , rue de Guisnes 11, F
59200 Tourcoing, France.

A 1458 Union catholique internationale de la presse (UCIP)
International Catholic Union of the Press (ICUP)
Secrétariat Rue de Vermont 37-39, CP 197, CH-1211 Genève 20, Suisse.
T. 34 00 17, C. PRESSUCIP GENEVE.

A 1586 Comité International de recherche et d'étude de facteurs de
l'ambiance (CIFA)
International Committee for Research and Study of Environmental Factors (ICERF)
Prés Mme Capel-Soute, Ave Franklin Roosevelt 50, CP 196, B-1050
Bruxelles, Belgique. T. 649 00 30 ext 2511.

A 1627 Comité international de la fatigue du matériel aéronautique
International Committee on Aeronautical Fatigue (IAF)
Contact A Maenhaut, Ministère des communications, Administration de
l'aéronautique, Aérodrome de Hangar 7, B-1130 Bruxelles, Belgique.

A 1669 Confédération internationale des sages-femmes
International Confederation of Midwives (ICM)
Secrétariat c/o The Institution of Electrical Engineers Savoy Place, Lon-
don WC2R 0BL, UK.

- A 1690 Conférence Internationale des controles d'assurances des Etats africains (CICA)
SG Moussa Gano Maign. 8P 23. Ouagadougou, Haute Volta. T. 323 71.
- A 1742 Conveil International d'associations graphiques
International Council of Graphic Design Associations (ICOGDADA)
Contact Peter Kneebone. 3 rue Henri Riobière. F 75019 Paris, France.
- A 1743 Association internationale pour la psychothérapie de groupe
Sec-Trés Jay W Fidler. 1 Old York Rd. Flemington NJ 08822. Etats Unis.
Prés Prof Dr Raymond Battegay. Psychiatrische Universitätsklinik.
Kantonsspital. Petersgraben 4. CH-4031 Basel. Suisse.
- A 1768 Conseil international pour renseignement par correspondance
Prés Prof Bakshish Singh. Punjab University. Patiala 14702. Inde.
- A1821 (Secrétaire general) Mouvement international des faucons/International
educative socialista (MIF/IES)
International Falcon Movement/Socialist Educational International (IFM/SEI)
SG Jacky Cotytn.
- A 1862 Federation internationale pour la commande automatique
International Federation of Automatic Control (IFAC)
Sec hon Fred Margulies. Schlossplatz 12. A-2361 Laxenburg. Autriche. T.
71 447. Tx 79246.
- A 1885 Federation européenne des syndicats chrétiens d'ouvriers du bâti-
European Federation of Christian Trade Unions of Building and Wood Workers
SG H Koetsveld. Postbus 414. 3500 AK Utrecht. Pays-Bas. T. 332531.
- A 1961 Fédération internationale des ingénieurs municipaux (FIIM)
International Federation of Municipal Engineers (IFME)
Sec M Henson. c/o APWA. 1313 E 80th Street. Chicago IL 60637. Etats-
Unis.
- A 2031 Federation internationale des sociétés de la Croix-Bleue
Preset SG Jean-Paul A Widmer. Route de Florissant 51. CH-1206 Genève.
Suisse. T. 47 90 46. Tx 2S639.
- A 2069 Ligue d'amitié internationale
International Friendship League (IFL)
Sec Ms Round. Hijnmans van de Berghlaan 112. Utrecht. Pays-Bas. T.
- A 2082 Fédération internationale de jeunesse bon tempeliers
International Good Templar Youth Federation
Secréariat Adensuerallee 45. D-2000 Hamburg 1. Allemagne FR.
Prés Eva Onnesjo. Sievertsvag 6. S-13200 Saltsjo. Suede.
- A 2083 Alliance graphique internationale (AGI)
International Graphical Alliance
SG Walter Herdeg. Dufourstrasse 107. CH-8008 Zurich. Suisse. T.
32 92 11. C. graphispress.
- A 2115 Organisation hydrographique internationale (ONI)
Prés Admiral G S Ritchie RN (Ret). Ave Président J F Kennedy 7. BP 345.
Monaco. T. 50 65 87. C. BURHYDINT. Monaco. Tx 469870 (MCS CARLO).
ATTN:INHORG.
- A 2235 Association littéraire et artistique international (ALAI)
Contact Prof Desbois. Rue du Four 38. F-75006 Paris, France.
- A 2274 Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique
(MJARC)
International Movement of Catholic Agricultural and Rural Youth
Secréariat Tiensevest 68. B-3000 Leuven, Belgique. T. 22 83 12.
- A 2363 Association internationale des terrains de jeux
Secréariat Gatukontoret Göteborg. Parkavdelningen. Fack 1518. S-401
10 Göteborg. Suède.
- A 2506 (Nouveau Secrétaire general) Société internationale da traumatologie
de aki et de médecine d'hiver (SITEMSH)
International Society (or Ski Traumatology and Medicine of Winter Sport
SG Pr U Buff.
- A 2531 Société internationale de biométéorologie
International Society of Biometeorology (ISB)
SG Dr B Primaut. Stoeplin 11. 2243 CW Wassenaar. Pays-Bas.
- A 2533 Société et fédération Internationale de cardiologie (SIC)
International Society and Federation of Cardiology
Sec: exéic et bureau central. Marianne B de Figueiredo. Rue de l'Athenee
34. PO Box 117. CH-1 211 Genève 12. Suisse. T. 47 67 55.
- A 2570 Société Internationale des technologues de canne à sucre
International Society of Sugar Cane Technologists (ISSCT)
Dernier secretariat connu: Sao Paulo, Bresil.
- A 2592 Associations stomatologique Internationale (ASI)
International Stomatological Association
SG Prof Jean Lakermance. Rue la Boétie 66. F-75008 Paris France T
563 57 38.
Siège social Institut de stomatologie. Bd de l'Hôpital 47. F-75013 Paris.
- A 2597 Mouvement international des jeunes et des étudiant les pour les Nations
Unies
International Youth and Student Movement for the United Nations (ISMUN)
Secréariat Pavillon du Petit-Saonnex. Ave Jean Trembley 16. CH-1209
Genève, Suisse. T. 98 84 00 Ext 249-250.
Correspondance: ISMUN. c/o Palais des Nations. CH-1211 Genève 10
Suisse.
- A 2614 (nouveau secrétaire) Comité International du the (ITC)
International Tea Committee
Sec Mrs NC Carnegie-Brown.
- A 2731 Union internationale de la propriété foncière bette (UIPFB)
International Union of Landed Property Owners
Prés Prof Aw Guido Germ. Viale XX Settembre 4. I-Trieste. Italie.
- A 2775 Union internationale d'hygiène et de médecine scolaires et universi-
taires (IHM/SUJ)
International Union of School and University Health and Medicine (IUSUHM)
SG sans changement
Prés Dr V Bruto da Costa. CP 04-0313. 70 000 Brasilia DF. Brésil.
- A 2849 Institut unifié des recherches nucléaires
Joint Committee for Nuclear Research (JINR)
Adresse postale Head Post Office. PO Box 79.101000 Moskva. URSS. T.
2262229. Tx 7521 Dubna.
- A 3027 (secrétaire général) Organisation de l'unité africaine (OUA)
Organization of African Unity (OAU)
SG Edem Kodjo.
- A 3046 Institut panafricain pour le développement (IPD)
Pan-African Institute for Development (PAID)
SG Vincent. Rue de Varenne 3. CH-1211 Genève 20. Suisse. T. 3360 16
-33 60 17 C. PANINSTIT.
- A 3081 Association des femmes du Pacifique et d'Asie du Sud-Est
Pan Pacific and Southeast Asia Women's Association (PPSEAWA)
Contact Mlle Annie Williams. PO Box 3161. Lami. Suva. Fidji.
- A 3112 Association internationale permanente des congrès de la route
(AIPCR)
SG M Huet. Bd de la Tour Maubourg 2. F-75007 Paris. France. T.
550 32 24. Tx 250 857 OFFINAVI PARIS.
- A 3190 Association Scandinave d'information du plomb et du zinc Scandina-
Secréariat Hვისsgevej 100. DK-Copenhagen, Denmark. T. 96 12 85.
- A 3213 Association mondiale de la publicité cinématographique
Screen Advertising World Association (SAWA)
Dernier secretariat connu: London. Royaume-Uni.
- A 3288 (nouveau président) Conférence permanente des recteurs et vice-
chanceliers des universités (CRE)
Prés Gerrit Vossers.
- A 3320 Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (CSC-OCDE)
Trade Union Advisory Committee to the OECD (TUAC-OECD)
SG Henn Bernard. Ave de la Grande-Armée 26. F-75017 Paris, France.
- A 3427 Association scientifique de l'Ouest africain
West African Science Association (WASA)
Prés Olumuyiwa Awe. Dept of Physics. University of Ibadan. Ibadan. Nige-
- A 3468 Association mondiale des Journalistes espérantistes
World Association of Esperanto Journalists
SG Thomas Sormann. Scharstr 26. D-2050 Hamburg 80. Allemagne FR. T.
738 45 08.
Prés Stefan MacGill. Bethlehemstr 23e. 3061 GA Rotterdam, Pays-Bas.
- A 3492 Confédération syndicale mondiale des enseignants (CSME)
World Confederation of Teachers (WCT)
SG Rue Joseph II 71. Bte 7. B-1040 Bruxelles. Belgique. T. 2306090.
- A 3526 Fédération mondiale des jeunesse libérales et radicales (FMJLR)
Secréariat Rue de Naples 39. B-1050 Bruxelles. Belgique.
- A 3530 Fédération mondiale de sociétés da neurochirurgie
World Federation of Neurosurgical Societies
Contact Prof Dr J Brihaye. Rue Heeger Bordet 1. B-1000 Bruxelles. Belgi-

A 3560 Mouvement mondial des mères (MMM)
World Movement of Mother (WMM)
Secrétariat Rue de Passy 56. F-75016 Paris. France. T. 288 52 84

A 3563 Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire (OMEP)
Contact Mlle Margaret Roberts. London Univ Institute of Education, Bedford Way. London WC1H 0AL. Royaume-Uni.

A 3603 Table ronde universitaire mondiale
World University Roundtable (WUR)
Coordonnées gen Dr H. John Zito. Box 4800-K, 711 E Blackledge Drive. Tucson AZ 35719. Etats-Unis.

A 3608 Fonds mondial pour la nature
World Wildlife Fund (WWF)
Secrétariat Ave du Mont-Blanc, CH-1196 Gland. Suisse. T. 64 19 24. Tx 26 183 wwf.ch.

A 3881 (titre et adresse) Communauté des jeunes chrétiens populaires d'Europe
Democrat Youth Community of Europe (DEMYC)
Secrétariat c/o Junge Union Bremen. Am Wall 135. D-2600 Bremen 1. Allemagne FR. T. 72 665

A 3982 (titre et adresse) Fédération Internationale de la jeunesse libérale et radicale (FIJLR)
International Federation of Liberal and Radical Youth
Secrétariat Järntavägen 66A. S-58259 Linköping. Suede.

A 4006 (nouveau secrétaire général) Association internationale des armateurs
International Shipowners' Association (NSA)
SG N Fedtchenko.

A 4078 Association internationale des courtiers-accompagnateurs
International Association of Tour Managers (IATM)
Contact Roderick Plank, Walworth Rd 397. London SE17 2AW. Royaume-Uni.

A 4125 Association internationale des ressources en eau (AIRE)
International Water Resources Association (IWRA)
Secrétariat Arenales 2040-7B. 1124 Buenos Aires, Argentine.

A 4155 Comité d'autorité fédérale mondiale
World Federal Authority Committee (WIFAC)
SG Dr R Betchov. 248 Ingolfssalle. DK-2300 Copenhagen S. Danemark.

A4159 Organisation mondiale des anciens et anciennes élèves de l'enseignement catholique (OWAEC)
World Organisation of Former Students of Catholic Teaching
Prés Enriël Veevaete. Rue Warandeveldt 84. B-1120 Bruxelles. Belgique.

A 4164 (titre et adresse) Centre international de données économiques et sociales (CIDES)
Center for Integrated Social Development
Secrétariat Berkeley Bldg. F-92081 Paris CEDEX 19. France. T. 776 50 00.

A 4371 Fonds européen pour la jeunesse
European Youth Foundation (EYF)
Secrétariat Rue Pierre de Coubertin. F-67000 Strasbourg-Wackert. France. T. 31 05 31.

Section B

B 0125 Association des fabricants de glucose de la CEE
Association of the Glucose Producers in the EEC
Sec. J P Anemaet. Avenue de la Joyeuse Entrée 1/5 Bte 10. B-1040 Bruxelles. Belgique.

B0150 Association des Industries margarinières des pays de la CEE
Association of the Margarine Industry of the EEC countries (IMAGE)
SG Dr Adolpfi Francke. rue de la Lot 74. Bte 3. B-1040 Bruxelles. Belgique. T. 230 48 10

B 0156 Quaker United Nations Office
New York 345 East 46th Street. New York. N Y 10017. Etats-Unis.
Genève. Co-Directeurs M et Mme Peter Whittle. Quaker House. 13 avenue du Mervelat. CH-1209 Genève. Suisse.

B 0260 Fondation Charles Darwin pour les Galapagos
SG G T Corley Smith. Greensted Hall. Ongar. Essex CMS 9LD. Royaume-Uni.

B 0276 Centre international des sciences mécaniques (CISM)
International Center for Mechanical Sciences
Siège Prof Giovanni Bianchi. Palazzo del Torso. Piazza Garibaldi 18. I-33100 Udine. Italie.

B 0306 Comité des associations d'armateurs des Communautés européennes
Secrétariat Rue Joseph II 5. B-1040 Bruxelles. Belgique. T. 230 62 50

B 0486 Peace Research Laboratory
Dir Théodore F Lentz. 438 N Shiker. St Louis. Mo 63130. Etats-Unis T (314) 726-5563

B 0500 Groupement des fédérations des industries graphiques dans les Communautés européennes (EUROGRAPH)
Group of Federations of Graphic Industries in the European Communities
SG Bernd Noching. Square Marie-Louise 18. Bte 25. B-1040 Bruxelles.

B 0553 Comité international de coordination d'immunologie de la reproduction
International Coordination Committee for Immunology Of Reproduction
Présidence et siège K Bratanov, c/o Institute of Biology and Immunology of Reproduction. Bulgarian Academy of Sciences. 73 Blvd Lenin. 1113 Soda. Bulgarie. T. 720046. 7225 17.72 00 18. 72 23 61.
kovskaya obi. 142033 b/o Strelkovo. URSS

B 0590 Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux (AGHTM)
General Association of Municipal Health and Technical Experts
SG Michel Bres. 9 rue de Phalsbourg. F-75854 Paris Cedex 17. France

B 0699 Baltic States Freedom Council
Dissous 1979.

B 0746 International Association of Orientalist Librarians
Siège c/o NIAS. Maybloomlaan 1. Wassenaar. Pays-Bas.

B 0843 Service civil international
Secrétariat int 35 avenue Gaston Didench. Luxembourg. Grand Duché de Luxembourg.

B 0870 Société européenne pour l'étude des organes artificiels
European Society for Artificial Organs (ESAO)
Secrétaire Dr J Belenger. 10 Route des Jeunes. CH-1227 Genève - La Prairie. Suisse.

B 0961 Fédération de l'industrie de l'hulerie de la CEE
Federation of the Seed Crushers and Oil Processors in the EEC (FEDIOL)
SG André Sieffert. Rue de la Loi 74. B-1040 Bruxelles. Belgique. T. 23031 25. Tx Olma 23628.

B 0988 ORS Foundation
Europe 159 George Street. London W1. Royaume-Uni.
Etats-Unis 3800 N Fairfax Drive. Plaza Level. Arlington. Virginia 22203.
Etats-Unis. T. (703) 522-2772.

B 1018 International Reference Organization in Forensic Medicine (INFORM)
Siège pas de changement)
INFORM-Europe c/o Ox Bernard Knight. Institute of Pathology. Royal Infirmary Cardiff CF2-15Z. Royaume-Uni.
INFORM-Asie c/o Dr R C Chao. Pathology Department. General Hospital. Singapore. Singapore.

B 1050 Stichting Excerpta Medica
Excerpta Medica a Foundation
SG K Elhson-Davis. P O Box 1126. 1000 BC Amsterdam. Pays-Bas.

B 1084 Institut interaméricain d'histoire municipale et institutionnelle
Dernière adresse connue : La Habana. Cuba.

B 1364 Association internationale des recteurs d'universités
International Association of University Presidents
SG William F Allen
Secrétariat pour les Amériques University of Bridgeport. Bridgeport. Conn 06602. Etats-Unis T. 203 576 4040. Tx 643175 Proshans-FakJ.

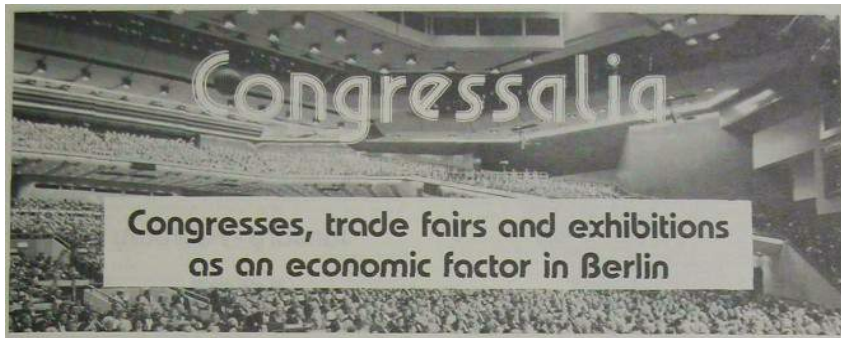
B 1479 Institute de Estudios Políticos
Plata de la Manna Espanola 8. Madrid 13. Espagne. T. (91)2475576.

B 1637 Comité international de rhéologie
International Committee on Rheology
Contact Prof L Nicolais. c/o Montedison-DIRS. Via Nuove delle Brecce 150. I-80147 Napoli-Barra. Italie.

B 1665 Norsk Utenrikspolitisk Institut
Norwegian Foreign Policy Institute
Siège Bygtoyt Allé 3. Postboks 8159 Oslo Dep. Oslo 1. T (02) 56 79 70

B 1707 (nom et adresse) Unité dans la diversité
Unity-in-Diversity Council
Prés Letald P Stewart. 7433 Madom Avenue. Canoga Park. Cal 91306. Etats-Unis. T. (213)998-7812

B 1719 Studiengesellschaft für Friedensforschung
Société d'études des problèmes de la paix
Dachauerstrasse 188. D-8000 München 19. Allemagne RF
T. (089) 153731



Trade fair and congress business provides 7000 jobs

A study recently commissioned by AMK Berlin from the Forschungsstelle für den Handel (Trade Research Office) and the Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (German Institute for Economic Research) had as its objective the compilation and evaluation of the effects that have been derived by the economy of Berlin from the money spent by congress organizers and participants, as well as by visitors, exhibitors and employees at trade fairs and exhibitions who came from outside the city.

For the first time statements have been made available that proceed beyond a simple description of the pattern of expenditure emanating from such congress participants and organizers from outside Berlin who were involved in these events, and from visitors, exhibitors and employees at fairs and exhibitions, and that go on to evaluate the influences on employment, economic power, the incomes achieved and the fiscal revenue that the latter provides.

Congress participants from outside Berlin spent an average of DM 204.- on themselves and the person accompanying them each day; in the case of visitors to fairs and exhibitions who came from outside the city the corresponding amount was DM 179.- Of the amount spent by congress participants, the proportion accounted for by accommodation (including breakfast) was 34 per cent, in the case of visitors to fairs and exhibitions it was 26 per cent, food accounted for 27 and 25 per cent respectively, transport within Berlin 5 and 6 per cent respectively, telephone calls, telex and telegrams 3 per cent in each case, purchases of retail goods and services 17 per cent and 18 per cent respectively, entertainment and education 10 and 15 per cent respectively and 4 per cent and 7 per cent respectively went on miscellaneous items.

Congress organizers from outside Berlin spent an average of DM 37,536 per day. This figure breaks down as follows ; 24 per cent for fees and expenses for speak-

ers, 21 per cent for the hire of rooms for their events and for technical facilities, 17 per cent for the preparations for the congress inasmuch as these were carried out in Berlin, 14 per cent for the implementation of the congress in Berlin, 9 per cent on the supporting programme, 8 per cent on feeding participants in the congress, 6 per cent on fees for interpreters and hostesses and 1 per cent on transport for participants within Berlin. An average of DM 1,554 per day was spent by exhibitors from outside Berlin. Of this expenditure, 50 per cent was accounted for by hire charges for stands, 17 per cent for the erection and dismantling of stands by Berlin-based companies, 10 per cent on payments to local workers, 7 per cent in each case for the entertainment of business acquaintances and on Berlin freight and forwarding companies, 5 per cent on refreshments on the exhibition stand and 4 per cent on telephone calls, telex and telegrams.

Of those employed at fairs and exhibitions who came from outside Berlin an expenditure of DM 157 per head per day was recorded. This could be divided up into 35 per cent for accommodation (including breakfast), 28 per cent for meals, 13 per cent for retail purchases and services, 10 per cent for entertainment and education, 7 per cent for miscellaneous items, 4 per cent for transport within Berlin and 3 per cent for telephone calls, telex and telegrams.

Country of origin, age, professional position, length of stay, accompanying person and type of accommodation were the determining factors for the pattern of expenditure by congress participants and by visitors to fairs and exhibitions that were registered. The aspects that were of the most significance in influencing the pattern of expenditure were age and professional position. In the case of visitors to fairs and exhibitions the reason for their visit was also an important factor such influences have their effect more on the sum spent and less on the distribution of expenditure.

Taking the results of the survey of the pattern of expenditure as a basis, the influx of purchasing power (DM 420 Mill.) to Berlin was calculated, together with an estimate of the resulting fiscal revenue that this provided. In this respect the investigation restricted itself to those forms of taxation that account for a major part of the overall revenue from taxation, namely income tax, sales tax and profits tax, which together account for about 70 per cent of total fiscal revenue derived from almost 50 individual taxes. Fiscal revenue 3s a result of congresses, fairs and exhibitions amounted to approx. DM 28 million in 1978. Because only sales tax and profits tax were used as a basis the amount of fiscal income that has determined can only be a conservative figure.

Taking into account the distribution of taxation between federal and state authorities it can be assessed that the effect of fiscal revenue in Berlin is less for the Berlin budget. A corresponding estimate revealed that a sum of approx. DM 7.5 million accrued directly to the Berlin budget.

The analysis revealed that expenditure by the groups of persons registered by the survey in 1978 in Berlin benefited the economy to the tune of DM 250 million, which represents 0.6 per cent of the gross regional product. The effect on income resulting from this demand can be estimated at about DM 200 million. In line with these calculations it can be shown that around 7000 jobs depended directly or indirectly on the expenditure by fair and congress participants from outside Berlin. The effects are felt predominantly in the catering and hotel trade. One in five of all jobs, i.e. approx. 3700 employees, can be directly attributed to this demand.

The input-output model provides a means of quantifying this effect. The table for this model was developed for Berlin by the Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung and applied for the first time in the investigation into the effects of congresses, fairs and exhibitions in Berlin,



INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR

January - February

1981

Nous publions ci-dessous la liste des réunions internationales prévues en janvier et février 1981 qui nous ont été annoncées avant le 15 octobre 1980.

- 1981 Jan 3-5 Copenhagen (Denmark)
Scandinavian Odontology Seminar. P : 4000.
c/o Kursusnaevnet D.T.F. Mosdalsvej 15, D.K.-2500 København Valby, Denmark.
- 1981 Jan 3-8 Toronto (Canada)
American Association for the Advancement of Science. Annual meeting, Ex.
(B 2302)
American Association for the Advancement of Science. 1776 Massachusetts Ave N.W.
Washington D.C. 20036
- 1981 Jan 4-10 Hong Kong (Hong Kong)
Dale Carnegie Asian Pacific sponsors meeting. P : 100.
Michael Cheung and associates. 11/F. Far East Bank Bldg. 116 Des Voeux Road. Central Hong Kong, Hong Kong.
Dale Carnegie and Associates. 1475 Franklin Ave. Garden City N. Y. 11530. U.S.A.
- 1981 Jan 4-6 London (U.K.)
European Society for Opinion and Marketing Research. Symposium of Research Users.
P : 60-80. C: 10-30. (A 0853)
European Society for Opinion and Marketing Research, wamberg 37, 1083 C W. Amsterdam, Netherlands.
- 1981 Jan 5-16 Brussels (Belgium)
International Association for the Study and Promotion of Audio-Visual and Structural Methods (A.I.M.A.), Colloquium : Plurilingualism in the Structure of a Society.
(A 1 234)
Université de Gand. Fac de Philosophie et Lettres. Bahndjrnberg 2. B-9000 Gand. Bel-
- 1981 Jan 5-8 Cambridge (U.K.)
European Mechanics Colloquia. Colloquium ; Flow in Collapsible Tubes. (A 0808)
Dr T. J. Pedley, Dept of Applied Mathematics and Theoretical Physics, University of Cambridge. Silver Str. Cambridge C. B3 9EW. U.K.
- 1981 Jan 5-9 Gello (Norway)
G. Faleff The Gustaf Werner Institute Box 531. S-75121 Uppsala 1. Sweden.
- 1981 Jan 5-10 Greenbelt M.D. (U.S.A.)
World Meteorological Organization. J.S.C. Study Conference on Land Surface Processes an Atmospheric General Circulation. Models.
(A 3556)
D.A. Davies. 41 Av Giuseppe-Motta. CH-1211 Genève 20, Switzerland.
- 1981 Jan 5-16 Hong Kong (Hong Kong)
Center for Education in International Management. International Financial Management Seminar. P. 40.
(B 6173)
Dr. John Heptonstall, B Hawytslyrn, 4 Chemin des Conches. CH-1231 Genève, Switzerland
- 1981 Jan 5-7 Houston T.X. (U.S.A.)
International Veterinary Medical Foundation. Annual meeting ; Funding international veterinary medical research Programs. P. 100. C: 1.
(B 8151)
Dr C Barnes. 1710 Booth Bay Drive. Houston.

We are publishing here under the list of international meetings due to take place in January and February 1981, which have been announced before October 15, 1980.

- 1981 Jan 5-16 Wien (Austria)
United Nations. Session of the working group on international negotiable instruments.
(A 3375)
Nations Unies New York NY 10017. U.S.A.
- 1981 Jan 5-7 York (UK)
Institute of Physics. Solid State Physics Sub-Committee 18th Annual solid state physics conference.
Institute Of Physics. Meetings Officer, 47 Belgrave square. London S.W1.XBOX. UK.
- 1981 Jan 7-8 Breukelen (Netherlands)
European Foundation for Management Development Annual directors' meeting
(A 0570)
Dr R.S. Tijmstra. Stichting Nijenrode. Straatweg 25, Nijenrode. 3621 BG Breukelen. Netherlands.
- 1981 Jan 7-13 (Swaziland)
Commonwealth Science Council. Metrication workshop.
(A 0375)
H E Shindath S Ramphal. Marlborough House Pal Mall. London. SW1Y 5HX. U.K.
- 1981 Jan 8-9 Brussels (Belgium)
European Organization for Research on Treatment of Cancer/N.C.I. Symposium on nutrition of the cancer patient. (A 0822)
Dr Daniel L. Kiser. E.O.R.T.C. Data Center. Institut Jules Bordet rue Jules Héger Bordet 1. B-1000 Bruxelles. Belgium.
- 1981 Jan 11-13 Quito (Ecuador)
Organization for Flora Neotropica. Annual business meeting. P: 20. C: 10. (A 4246)
Dr Lauritz B Horn-Nielsen, Herbario. Inst de Ciencias. P. Univ Catolica del Ecuador. Apart2194. Quito. Ecuador.
- 1981 Jan 12-16 Antwerpen (Belgium)
S.H.A.R.E. European Association. Working groups (18). P : 225.
(B 0856)
Dr C J M Aarts. Toemooiveld. Nijmegen. Netherlands
- 1981 Jan 12-13 Cairo (Egypt)
World Psychiatry Association. Clinical Asychopathology Section Section symposium on psychopathology of anxiety and its management.
(A 3577)
Dr A. Okasha. 3 Shawarby Street Kasr-El-Nil. Cairo Egypt.
- 1981 Jan 12-23 Cronulla (Australia)
International Center for Living Aquatic Resources Management/Australian Commonwealth Scientific and Industrial Research Organization Workshop Theory and management of tropical multispecies stocks. P : inv- C : 8 (B 5021)
D. Pauly. M.C.C., P.O. Box 1501. Makati. Manila. Philippines.
- 1981 Jan 12-16 Geneva (Switzerland)
World Meteorological Organization. Commission for Instruments and Methods of Observ-
41 av Giuseppe-Motta. CH-1211 Genève 20. Switzerland.

- 1981 Jan 12-18 Genève (Switzerland)
Centre for Education In International Management. International program for senior.
(B 6173)
S Hawryshyn, 4 Chemin des Conches, CH-1231 Genève, Switzerland.
- 1981 Jan 12-16 Kuala Lumpur (Malaysia)
Far East conference on medical laboratory technology. P: 150
Inst of Medical Health Technology, CIO Inst of Medical Research, Jalan Pahang, Kuala Lumpur, Malaysia.
- 1981 Jan 12-26 Poona (India)
Food and Agriculture Organization of the United Nations. Inter-regional seminar on harnessing the financial system in support of rural development.
F.A.O. Via delle Terme de Caracalla, I-00100, Roma, Italy. (A 0971)
- 1981 Jan 12-16 Rhode-St-Genese (Belgium)
Von Karman Institute for Fluid Dynamics VKI lecture series: Separated flows in turbomachinery components. P-50. C. 10. (B 3428)
72 Chaussée de Waterloo, B-1640 Rhode-Saint-Genese, Belgium.
- 1981 Jan 12-16 Strasbourg (France)
European Parliament Session. (B 0667)
European Parliament Hans Joachim Optiz, Centre européen, C.P. (60), Luxembourg.
- 1981 Jan 12-17 Tallahassee F. L. (U.S.A.)
World Meteorological Organization International conference on early results of FGGE and large scale aspects of the Monsoon experiments.
41 Av Giuseppe-Motta, CH-1211 Genève 20, Switzerland. (A 3556)
- 1981 Jan 12-16 Wien (Austria)
Industrial issues. (A 3375)
Nations Unies, New York NY 10017, U.S.A.
- 1981 Jan 12-15 Zurich (Switzerland)
International Federation of Musicians Executive committee meeting. P: 15, C: 10. (A 1962)
Hofackerstrasse 7, C.H.-0832 Zurich, Switzerland
- 1981 Jan 13-15 Atlanta GA. (U.S.A.)
Convention on electro-electronic
Rouen Myers 999 N Sepulveda BLVD, El Segundo Ca 90245, U.S.A.
- 1981 Jan 13 Cairo (Egypt)
International Civil Airports Association Meeting of the Board. (A 1504)
G Hill, Aéroport de Paris Bâtiment 226, CEDEX A 103, F-94396 Aéroport D'Orly, France
- 1981 Jan 13 Cairo (Egypt)
International Civil Airports Association. Meeting of the Board. (A 1504)
G Hill, Aéroport de Paris, Bâtiment 226, CEDEX A 103, F-94396 Aéroport D'Orly, France
- 1981 Jan 13-15 London (UK)
Ciba Foundation. Symposium 85 on TINNITUS. P: inv. (B 1827)
41 Portland Place, London W1 N 4 BN, UK.
- 1981 Jan 14-16 Genève (Switzerland)
International Bureau of Education. Session of the Council. P: 35, C: 24. (B 1427)
SC Chong, Palais Wilson, CH-1211 Geneva 14, Switzerland.
- 1981 Jan 15-31 Marco Island (U.S.A.)
International Association of Insurance Counsel. Meeting. P: 400. (B 1378)
Richard J Hayes, 20 N Wacker Dr Suite 3007, Chicago IL 60606, U.S.A.
- 1981 Jan 15-16 Paris (France)
International Civil Airports Association. Standing Commission on Airport Data Processing 8th Meeting. (A 1504)
Erie Nicoletta, ICAA Bâtiment 228, CEDEX A 103, F-94396 Aéroport D'Orly, France.
- 1981 Jan 15-17 (Botswana)
Commonwealth Science Council. Steering Committee. Meeting on standardisation and Quality control (A 0375)
H E Shindath S Rampal, Marlborough House Pall Mall, London, SW1Y 5HX, UK.
- 1981 Jan 16-17 Madrid (Spain)
International Association of Conference Interpreters General assembly. P: 700, C: 53 (A 1265)
N de Gren, International Association of Conference Translators, rue de l'ancien Port 14, CH-1201 Genève Switzerland, or Pedro Gutierrez-Gomez, Casleto 63 Der, Madrid 1, Spain.
- 1981 Jan 18-23 Christchurch (New Zealand)
Library Association of Australia/New Zealand Library Association Conference: Sharing LAA-NZLA Conf 1981. PO Box 29037, Fondation, Christchurch, New Zealand.
- 1981 Jan 18-23 Fort Lauderdale, FL (U.S.A.)
American Society for Testing and Materials Meeting.
Patricia Gross, 1916 Race St, Philadelphia PA 19103, U.S.A.
- 1981 Jan 18-23 Melbourne (Australia)
International Federation for Physical Education/ACHPEP, International congress. (A 1834)
Denis Stanton, ACHPER-FIEP Congress 81, 12TH Fl Nauru House, 480 Collins street Melbourne V.I.C. Australia.
- 1981 Jan 19-24 Abidjan (Ivory Coast)
International Association for Medical Research and Cultural Exchange. Journées médicales d'Abidjan complications de la drepanocytose, pathologie coque en Côte d'Ivoire
Prof Pierre Pene, 4 rue de Seze, F-75009 Paris, France, ou Prof Jean Bernard Faculté de médecine, B.P V 166, Abidjan, Ivory Coast.
- 1981 Jan 19-24 Baghdad (Iraq)
United Nations Industrial Development Organisation. Round table ministerial meeting on agro-industry development (B 3386)
- 1981 Jan 19-22 Berlin (Germany FR)
Seminar on "plification in rural zone".
AMK Berlin Postfach 19 17 40, Messedamm 22, D-1000 Berlin 19, Germany F.R.
- 1981 Jan 19-23 Bombay (India)
Government of India. Department of Atomic Energy 2nd. Special Symposium on natural radiation environment: Natural high background areas. Technology all y enhanced natural radiation, radioactive content of fossil fuels, indoor radiation environment, measure-
Centre, Bombay 400 035, India.
- 1981 Jan 19-23 Funchal (Spain)
International Union of Credit and Investment Insurers. General meeting: Export credit insurance and investment insurance. P: 85, C: 29, Members. (A 2707)
Companhia de Seguro de Créditos, Avda de Republica 58, 1094 Lisboa CODEX, Portugal.
- 1981 Jan 19-23 Helsinki (Finland)
World Federation of Democratic Youth. Forum mondial de la jeunesse et des étudiants pour la paix, la dette et le désarmement. (A 3519)
F.M.J.D., BP M7, 1389 Budapest Hungary.
- 1981 Jan 19-22 Murren (Switzerland)
Internation Association for the Exchange of Students for Technical Experience. Annual exchange conference: Exchange of offers for students/training places. P: 80, C: 47. (A 1218)
Karl Kochle, Praktikantendienst E.T.H., Ramistrasse 101, CH-8052 Zurich, Switzerland
- 1981 Jan 19-23 Merida (Venezuela)
International Astronomical Union 2nd. Latinoamerican regional astronomy meeting. (A 1382)
Dr J Stock, C.J.D.A., Apartado 264, Merida, Venezuela.
- 1981 Jan 19-21 Wien (Austria)
United Nations Industrial Development Organization 2nd. Meeting of the permanent
Lerchentelderstrasse 1, R. C. Box 707, A-1070 Wien, Austria.
- 1981 Jan 19-23 Wien (Austria)
Federation of International Civil Servants Associations 33rd. Session of the council. (A 0946)
AU Tagi, palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Switzerland.
- 1981 Jan 20-10 Tokyo (Japan)
Japanese International Co-operation Agency/Japanese Organization for International Cooperation in Family Planning/Japan Association of Parasite Control Seminar on parasite control administration for senior officers. P: 10, C: 10, (S 7778/B 7595)
Chojro Kunit, Hoken Kaikan, 1-1 Sadohara-Cho, Ichigaya/Shinjuku-Ku, Tokyo 162, Japan.
- 1981 Jan 21-24 Berlin (Germany F.R.)
European consumers meeting. P: 200.
A.M.K. Berlin, Postfach 19 17 40, Messedamm 22, D-1000 Berlin 19, Germany FR.
- 1981 Jan 21-25 Chicago IL (U.S.A.)
American Society of Travel Agents, I.D.A Section Conference. Ex (B 6357)
Graham M Cooper, Grand Bahama Tours, PO Box F453 10/13 Savoy Bldg, Freeport
- 1981 Jan 21-25 Chicago IL (U.S.A.)
American Society of Travel Agents, Central Section Conference Ex (B 6357)
David C Vall, Bay Travel Mart, 517 E. Silver Spring Drive, Milwaukee WI, 53217, U.S.A.
- 1981 Jan 21-23 Konstanz (Germany FR)
Universität Konstanz 7th. Konstanzer Verwaltungsseminar: Das unvorhergesehene und die öffentliche verwaltung: Schädentafelle, Katastrophen und die verantwortung des
Prof Dr Leonhard Neidhart, Postfach 5560, D-7750 Konstanz 1, Germany F.R.P.
- 1981 Jan 22-24 Budapest (Hungary)
Hungarian Society for Rehabilitation of the Disabled 5th. Congress: Prevention of disability
Dr M Fener, Szanatorium u. 2, H-1528 Budapest Hungary.
- 1981 Jan 22-24 Clermont-Ferrand (France)
French Society of Cardiology/European Society of Cardiology 3rd. Annual seminar on fundamental Cardiology (A 0859)
Dr Rene Gourgon, Hôpital Beaujon, Bd General Leclerc, 100, F-92116 Clichy CEDEX
- 1981 Jan 22-23 Kobenhavn.
Management Centre Europe Seminar. P: 75.
Management Centre Europe, Are des Arts 4, B-1040 Bruxelles, Belgium

KINSMAN ORGANISATION

Rue Condorcet 20 - 75009 Paris - Tél. 281 18 18

Madame, Monsieur,

KINSMAN ORGANISATION n'est pas une simple agence de traduction. C'est du bon sens au service de la communication, du langage et de l'organisation.

Son but consiste à offrir au commerce et à l'industrie un ensemble de services, groupés ou non, dans le domaine de la promotion des affaires.

ORIENTATION GENERALE

Groupement de services dans l'organisation de la promotion des affaires.

3 plans d'activités :

Traducteurs Intérimaires Assistance d'Interprètes

Organisation de manifestations d'affaires.

MOVENS

KINSMAN ORGANISATION dispose:

- d'un Directeur Commercial Permanent
- d'un réseau de traducteurs indépendants ou en postes, de compétence diverse
- d'un Conseil Technique

1981 Jan 22-25 Fédération colombophile Internationale. Pigeon olympiad. P : 20000. C : 30. Ex Pigeon Olympiad-Nippon 1981. c/o Japan Racing Pigeon Association. 17-11 Ueno- Koen. Toioku. Tokyo.	Tokyo (Japan)	1981 Jan 26-Feb 04 United Nations Economic and Social Council, Population Commission 21th. Session. United Nations. New York. Ny 10017. U.S.A.	New York NY (U.S.A.)
1981 Jan 23-21 Berlin 1981 Green Week. AMK Berlin. Postfach 19 17 40, Messedamm 22. D-1000 Berlin 19. Germany F.R.G.	Berlin (Germany FR)	1981 Jan 26-31 World Meteorological Organ bat ion, JSC Meeting of Océanographie science community and space agencies 41 av Giuseppe-Motta. C.H.-1211 Genève 20. Switzerland.	Oxford (U.K.) (A 3556)
1981 Jan 23-02/01 International forum of agricultural Policy. AMK Berlin. Postfach 19 17 40, Messedamm 22. D-1000 Berlin 19. Germany FR	Berlin (Germany FR)	1981 Jan 26-30 Von Karman Institute for Fluid Dynamics V.K.I lecture series : Numerical computation of multiphase flows P : 50. C : 10. Jean J Ginoux. 72 Chaussée de Waterloo. B-1640 Rhode-Saint-Genese. Belgium.	Rhode-St-Genese (Belgium) (B 3420)
1981 Jan 23-25 International colloquium on aquatic vascular plants. Prof J J Symoens. rue St Quentin 69. B-140 Bruxelles. Belgium.	Brussels (Belgium)	1981 Jan 26-30 Council of Europe. 32nd session Av de l'Europe F 67006 Strasbourg.	Strasbourg (France) (A 0435)
1981 Jan 25-31 New Zealand Hydrological Society International symposium on erosion and sediment transport in Pacific rim stepplands. 1981 Symposium. P.O. Box 737. christchurch. New Zealand.	Canterbury (New Zealand)	1981 Jan 26-28 International Federation of Newspaper Publishers Annual Executive board meeting. P 40. C. 34. (A 1965) Verband Österreichischer Zeitungsherausgeber und Zeitungverleger. Schreyvogel- gasse 3. A-1010 Wien. Austria.	Wien (Austria)
1981 Jan 25-31 International Association of Kydrological Sciences/The Royal society. Symposium ; Erosion and sediment transport in Pacific rim Steeplands. P : 200 (A 1340/B 5634) Dr H P Ibbitt. PO Box 737. Christchurch. New Zealand.	Christchurch (New Zealand)	1981 Jan 27-29 Asian Institute of Technology. Bangkok South-East Asian symposium on problems of soil PSES Symposium. Asian Institute of Technology. PO Box 2754. Bangkok. Thailand.	Bangkok (Thailand)
1981 Jan 25-31 International Association of Professional Congress Organizers 7th Seminar on profes- sional congress organization. P : 40. C : 15. C. Carlsson. Reso Congress Service. S-105 24 Stockholm. Sweden.	Ermatingen (Switzerland)	1981 Jan 27-29 South East Asian regional symposium : Problems of soil erosion and sedimentation Div of water Resources engineering. Asian Inst Of Technology. PC Box 2754. Bangkok. Thailand Hydraulics Research Station Wallingford. U.K.).	Bangkok (Thailand)
1981 Jan 25-30 European Democral Students. Postboks 5055. Majorstua. Oslo 3. Norway.	Helsinki (Finland) (A 4591)	1981 Jan 27-29 Economic and Social Committee Plenary session European legislation (regulations, directives, guideliness). P : 156. C : 10. 2 rue Ravenstein. B-1000 Bruxelles. Belgium.	Brussels (Belgium) (B 0669)
1981 Jan 25-30 International Road Federation. management IRF, rue de Lausanne 63. CH-1202 Genève. Switzerland.	Houston TX (U.S.A.) (A 2418)	1981 Jan 27 Institute of Physics. Vacuum Group Meeting : Mass spectrometers for industrial control. Meetings officer. Institute of Physics. 47 Belgrade Square. London SW1X 80X. UK.	London (U.K.)
1981 Jan 26-28 American Society for Testing and Materials. Meeting. Patricia Gross. 1916 Race Street. Philadelphia PA 19103. U.S.A.	New Orleans LA. (U.S.A.)	1981 Jan 27-29 Institution of Electrical engineers 3rd. International conference on future energy concepts. Institution of electrical engineers, savoy Place, London WC2, U.K.).	London (U.K.)
1981 Jan 28-29 American Physical Society General meeting. American Physical Society, 335 E 48th Street. New York NY 10017. U.S.A.	New York (U.S.A.)		

- 1981 Jw 27 Luxembourg (Luxembourg)
European Information Providers Association Symposium to contrast US mid european information industry Electronic information marketplace, size, trends and problems. EURIPA Secretariat. PO Box 38. Oxford OX1 5LQ. U.K.
- 1981 Jan 27-29 Philadelphia PA (U.S.A.)
IEEE/American Society for Quality control/American Society of Mechanical Engineers/American Institute of Aeronautics and Astronautics Annual reliability and maintainability symposium. A.M. Smith General Electric CO Fast Breeder Reactor Dept. 310 De Guigna Drive. MIC/S-65. Sunnyvale C.A. 94086. U.S.A.
- 1981 Jan 27-30 Singapore (Singapore)
Interfama Pte Ltd. Suite 834 - 8th Fl. World Trade Centre, 1 Maritime Square, Singapore 0409.
- 1981 Jan 27-30 Singapore (Singapore)
MS Poa Mount Elizabeth Hospital. MT Elizabeth Travel Serv. Lobby F1 - Bk A. Mount Elizabeth. 00334.
- 1981 Jan 28-29 London (U.K.)
of trade-element deficiency in man and animals. P : 300. (B 5634)
Dr RWJ Keay, 6 Canton House Terrace, London SW1Y5AG U.K.
- 1981 Jan 28 (Finland)
Nordic Federation of Factory Workers/Affiliated organizations Conference P : 25. C : 3. (A 2267)
Enar Agren. C/O Swedish Factory Workers Union. Box 1114. S-111 81 Stockholm, Sweden.
- 1981 Jan 29 Auckland (New Zealand)
Commonwealth Weightlifting Federation
CWF Annual Congress : Annual reports, selection of referees, allocation of future championships. P : 20. C : 10. (A 0199)
B Cameron. PO Box 44-029. Auckland 2, New Zealand.
- 1981 Jan 31-Feb 01 Brussels (Belgium)
EFSUMB. A/S Burson-Marsteller. B.P.S. Ave Louise 225. B-1050 Brussels, Belgium.
- 1981 Jan Maharashtra (India)
International Labour Organisation Séminaire régional asien sur le rôle de la femme dans le développement rural. [A 2183]
(BIT). 4 route des Morillons. CH-1211 Genève 22. Switzerland. T. 9 96 1 11. C. Interlab.
- 1981 Jan Manila (Philippines)
Association of Southeast Asian Institutions of Higher Learning 13th. General conference on continuing education. P. 130. C : 15. (A 0164)
East. C M Recte Avenue. Metro Manila, Philippines.
- 1981 Jan New Delhi (India)
International Liaison Committee on Cooperative Thrift and Credit 5th. International Conference : Thrift and credit cooperatives in a changing world. P : 300-400. (A 4086)
Mrs A M Robert. CLICEC Credit Mutuel, rue Hamelin 28. F-75116 Paris, France.
- 1981 Jan Caribbean
Commonwealth Board of Architectural Education. Meeting. (A 0362)
H E Shridath S Ramphal. Marlborough House. Pall Mall. London, SW1Y 5HX U.K.
- 1981 Jan (Mauritius)
Food and Agriculture Organization of the United Nations, Committee for the Development of Agriculture
Conf Programming section. E Saouma. Via delle Terme de Caracalla. I-00100 Roma, Italy. (A 0971)
- 1981 Jan (Seychelles)
United Nations Environment Programme Scientific workshop on the protection of coasts.
Conference section, Mostafa K Tolba. P.O. Box 30552, Nairobi, Kenya.
- 1981 Feb 1-8 New Delhi (India)
International Association for Hydraulic Research 19th. Congress. (A 1193)
I.A.H.R. IR. J E Prins. Rotterdamseweg 185, P.O. Box 177. Delft, Netherlands.
- 1981 Feb 1-5 Warszawa (Poland)
Stefan Banach International Mathematical Centre Semester meeting : Mathematical methods and models in contemporary mechanics. P: 120. C: 12.
Prof H Zorski. Prof C Olech. Mokotowska 25, PO Box 137. 00-950 Warszawa, Poland.
- 1981 Feb 2-20 Dakar (Senegal)
Food and Agriculture Organization of the United Nations. SIDA Seminar on forestry for rural community development. (A 0971)
Italy
- 1981 Feb 2-6 Genève (Switzerland)
World Meteorological organization Informal planning meeting on world climate applications programme (water) (A 3556)
D A Davies. 41 av Giuseppe-Motta, CH-1211 Genève 20. Switzerland.
- 1981 Feb 2-Mar 13 Geneva (Switzerland)
United Nations Economic and Social Council. Commission on human rights 7th. Session. (YBB3377)
United Nations. New York, NY 10017. U.S.A.
- 1981 Feb 2,4 London (U.K.)
The Ciba Foundation Symposium on collaboration in medical research in Europe P: Inv (B 1827)
41 Portland Place, London W1N 4BN, U.K.
- 1981 Feb 2-13 New Delhi (India)
United Nations Environment Programme/C.I.T.E.S3rd. Meeting of the conferey of the class Parties. (B4161)
Conference section, Mostafa K Tolba. PO Box 30552, Nairobi, Kenya.
- 1981 Feb 2-11 Wien (Austria)
United Nations. Commission on Narcotic Drugs 29th Session. (A 3375)
Nations Unies, New York NY 10017. U.S.A.
- 1981 Feb 3 Genève (Switzerland)
Special Committee of International NGOs on Human Rights Committee meeting. P : 60 C : 15. (B 6390)
Mrs Pearl Grobet, 18 Chateau Bauguet, C-H-1202 Genève, Switzerland.
- 1981 Feb 3-6 Lyon (France)
Colloque international sur l'élimination des déchets industriels par stockage en milieu
PROMOLYON. Palais des Congres. Quai Achille Lignon. F-66459 Lyon CEDEX 3.
- 1981 Feb 4-6 London (U.K.)
European Society for Opinion and Marketing Research 3rd. Symposium on the manager, researcher, dialogue. (A 2853)
European Society for Opinion and Marketing Research. Warmerg 37, 1083 C.W. Amsterdam, Netherlands.
- 1981 Feb 5-15 Chamonix (France)
1st. International winter symposium Computed Tomography and ultrasonography. Chamonix meeting. West Park Hospital. Dept of Radiology. 22141 Roscoe Bld. Canoga Park CA 91304, U.S.A.
- 1981 Feb 5-7 Genève (Switzerland)
United Nations Environment Programme/GESAMP. Working Group on the Health of the Oceans/United Nations Educational Scientific and Cultural Organization Task Masters. (B 4161/A 3383)
Conference section. Mostafa K Tolba. PO Box 30552, Nairobi, Kenya.
- 1981 Feb 6-20 Bangkok (Thailand)
ty/Department of Agricultural Extension of the Ministry of Agriculture and Cooperatives/National Council of Women of Thailand/International Council of Women. International Crafts conference and colloquium and exhibition 1981 : Inter crafts conex
Inter Crafts Conex 81. Dept of Industrial Promotion. Ministry of Industry, Rama 6 Road. Bangkok 4.
Mrs A M Robert. CLICEC Credit Mutuel, rue Hamelin 28. F-75116 Paris, France.
- 1981 Feb 6-21 Samutprakam (Thailand)
Meeting on rural income creation through handicrafts. P : 300.
Mrs Manit Kamolvej, Cooperatives promotion Dert Krungkasem Road, Bangkok 2, Thailand.
- 1981 Feb 7-13 Auckland (New Zealand)
International Federation of Asian and Western Pacific Contractors' Associations/New Zealand Master Builders' Federation 18th. IFAWPCA convention : International co-operation through construction research. P : 600. C : 13. Ex. (A 1855)
Dr Roland Bam Neo. IFAWPCA Makati Commercial Center. Metro Manila. PO Box 1664. Makati, Philippines.
- 1981 Feb 7-8 Paris (France)
Assises internationales de la laïcité. P: 700.
Palais des congres. Pl de la Porte Maillot. F-75017 Paris, France.
- 1981 Feb 8-13 Bangkok (Thailand)
Association of South East Asian Nations 3rd. Forum on child and adolescent psychiatry. p.200. (A 0165)
Dr. Sritham Thanaphom. Faculty of Medicine. Ramathibodi Hospital. Rama 6 Road. Bangkok, Thailand.
- 1981 Feb 8 Roma (Italy)
International Federation of Automobile Experts Council meeting. P : 20. C : 10. (B 1864)
Armando Varini. Via Gherardini 8. I-20145 Milano, Italy.
- 1981 Feb 9-16 Bangkok (Thailand)
International Conference : Rural income-generating activities and population information
Inter Crafts Conex 81. Dept of industrial promotion. Ministry of Industry, Rama 6 Road. Bangkok 4, Thailand.
- 1981 Feb 9-14 Cannes (France)
United Nations* Environment Programme/GESAMP. Working Group on the Health of the Oceans/United Nations Educational Scientific and Cultural Organization Meeting. (B 4161 A 3383)
Conference section, Mostafa K Tolba. PO Box 30552, Nairobi, Kenya.

- 1081 Feb 9-13
Experiment in International living. Long range-planning session
Trends of cross-cultural programs. language teaching in the 1980s P. 20.
Petet de Jong. Gunningplanen 59. Apeldoorn. Netherlands.
- 1981 Feb 9-12
Latin American Association of Development Financing Institutions/Organization of American States/Banco Agrario del Pom Seminar • Financing of the rural development of Latin America P. 40. C 20 (A 2859/A 3030)
Latin American Assn of Development Financing Institutions. Dr Carlos Garatea Yon Apart Postal 3988. Lima 27, Peru.
- 1981 Feb 9-13
European Parliament Session. (B 0667)
Parliament European. Hans Joachim OPITZ. Centre européen. C.P. 1601. Luxembourg. Luxembourg
- 1981 Feb 9-19
United Nations Economics. Social Council. Commission for Social Development 27th. Session (B 3377)
United Nations New York. NY 10017. U.S.A.
- 1981 Feb 9-28
World Council for the Welfare of the Blind Regional seminar for training leaders for associations of the blind in trench-speaking Africa.
58 av Bosquet F-75007 Paris. France.
- 1981 Feb 9-19
United Nations. Commission for Social Development 27th. Session. (A 3375)
Nations Unies. New York NY 10017. U.S.A.
- 1981 Feb 10-16
United Nations Economic and social Commission for Asia and the Pacific Régional seminar on firewood and charcoal. (B 4177)
Natural Resources ESCAP/Ratchadamon Ndk Ave. Bangkok. Thailand.
- 1981 Feb 10-13
Asian Productivity Organization 21st Workshop meeting. Heads of national productivity organizations.
APO. Aoyama Dai | Chi Monsiona 4-14 Akasaka, 8 Chôme Diratoku. Tokyo.
- 1981 Feb 10-13
Clapp and Pollak U.K. 232 Action Lance. London 14 5DL. U.K.
- 1981 Feb 10-13
Philip White. Int Airport Expositions. 62 Victoria Street. St Alberts AL13XT. U.K. or AIR-MEC Conference. Interconvention. c/o Swissair. PO Box. CH-8058 Zurich-Airport. Switzerland.
- 1981 Feb 11-12
International Institute for Sugar Beal Research Meeting. P. 225.
L. Weickmans. rue Montoyer 47. B-1040 Bruxelles. Belgium.
- 1981 Feb 11-12
23rd. Annual conference on aviation and aeronautics. P. 1000
Kenes. Industry House. 28 Hamered street. PO Box 29794. Tel Aviv. Israel
- 1981 Feb 11-13
European Foundation for Management Development Annual Corporate members' meeting.
Zentrale Personalabteilung. Deutsche Unilever GmbH. Dammtorwall 15. 0-2000 Hamburg 36. Germany F.R.
- 1981 Feb 11-18
International Society of Soil science/Society of Soil Science/Royal Society of New Zealand.
Soils Bureau. DSIR. Private Bag. Lower Hutt. New Zealand.
- 1981 Feb 12-14
ICC Berlin. Euroco-Center. D-1000 Berlin 30. Germany F.R.
- 1981 Feb 12-13
International Civil Airports Association Seminar on airport manpower investment
Elie Nicoletta. ICAA. Bâtiment 226. CEDEX A 103. F-94396 Aéroport d'Orly. France.
- 1981 Feb 12-17
International Association of Thalassotherapy 18th. Congress : Basic Investigation in bioclimatology General bioclimatology and thalassotherapy. Bioclimatology and medical Hydrology, etc. en.
Prof Dr Denis Leroy. 6. rue la Fayette. F-35000 Rennes. France or Calle de Portugal. 8. Las Palmas de Gran Canaria. Canary Islands. Spain.
- 1981 Feb 12
Latin American Association of Development Financing Institutions. Committee for Agricultural Credit 4th Meeting P. 40. C. 20. (A 2859)
Latin American Assn of Development Financing Institutions. Or Carlos Garatea Yon. Apart Postal 3988. Lima 27. Peru
- 1981 Feb 12-14
American Hospital Association. Stroke Council/American Association of Neurological Surgeons. Cerebrovascular Surgery Section /Canadian Heart Foundation. Canadian Stroke Society/Society for Vascular Surgery 6th. International Joint conference on
840 North Lake Shore Drive Chicago III. USA
- 1081 Feb 12-20
U.S. International Foundation for Studies in Reproduction Prim-American conference on fertility and sterility.
USIF. 112-44. 09th Ave. Forest Hills N.Y. U.S.A. or Medical Congress Coordinators
- 1981 Feb 13-18
European Democrat Students Conference. Higher Education P-40. C. : 16. (A 4581)
European Democrat Students. Postboks 5055, Majorstua. Oslo 3. Norway.
- 1981 Feb 14-18
Badgastein (Austria.)
European Democrat Students. Postboks 5055, Majorstua. Oslo 3. Norway.
- 1981 Feb 14
Société scientifique belge de médecine orthopédique pluridisciplinaire Symposium de Mrs A. Tagnon. Société scientifique belge de médecine orthopédique pluridisciplinaire. Ave Bertaux 26. B-1070 Bruxelles. Belgium.
- 1981 Feb 15-18
Acapulco (Mexico)
American Nuclear Society/Japan Atomic Energy Society/Canadian Nuclear Association 3th Pacific Basin Conference : Nuclear fuel supply ; Back end aspects of the fuel cycle, research and test reactors, regional planning.
José Andres Oteiza. Sec de Patrimonio y Fomento Industrial. Insurgentes sur 552. Ciudad de Mexico D.F. Mexico.
- 1981 Feb 15-19
Tel Aviv (Israel)
Don Travel Service. Congress dept. 1 212 Ave of the Americas. New York N.Y 10036. U.S.A.
- 1981 Feb 16-19
Almeria (Spain)
International Commission of Agricultural Engineering. 1 st section Journées d'études Systèmes de cultures forcées (serres). (A 1548)
Eugenio Del Barrio Martín-Gamero. Inst Nacional de Reforma y Desarrollo Agrario. AVDA Generalísimo 2. Madrid 16. Spain.
- 1981 Feb 16-20
Bangkok (Thailand)
Colloquium - To consider the recommendations and suggestions of rural people
Inter Crafts Conex 81. Dept of industrial promotion, Ministry of Industry. Rama 6 Road Bangkok 4. Thailand.
- 1981 Feb 16-20
Bangkok (Thailand)
Asian conference on housing financing. P. : 100.
S.P. Walsh. USAID. 1948 Soi Somprasong 3. Petchburi Rd. Bangkok 4. Thailand.
- 1981 Feb 16-19
Bombay (India)
Indian National Science Academy International symposium on trace analysis and technological development.
Dr M Sankar Des. Analytical Chemistry Div. Bhabha Atomic Res Ct. Trombay. Bombay 400 085. India.
- 1981 Feb 16-17
Den Haag (Netherlands)
International Federation for Housing and Planning Open Working meeting. (A 18269)
J.H. Leons. IFPH. 43 Wassenaarseweg. 2596 C.G. Den Haag. Netherlands.
- 1981 Feb 16-20
Genève (Switzerland)
United Nations Conference on Trade and Development. Intergovernmental Group of Experts on Tea 3rd Session.
Palais des Nations. CH-1211 Genève 10. Switzerland. (B 3381)
- 1981 Feb 16-20
Genève (Switzerland)
United Nations Environment Programme. IRPTC Scientific advisory committee 5th Meeting.
41161)
Conference section. Mostata K Tolba. PO Box 30552. Nairobi. Kenya.
- 1981 Feb 16-24
Genève (Switzerland)
United Nations Conference on Trade and Development 2nd Meeting : Multilateral and bilateral financial and technical assistance institutions with representatives of least developed countries. (B 3381)
Palais des Nations. C. H.-1211 Genève 10. Switzerland.
- 1981 Feb 16-6
Genève (Switzerland)
International Labour Organisation 215th Session of the governing Body and its commissions.
BIT. 4 route des Morillons. c.H-1211 Genève 22. Switzerland. (A 2183)
- 1981 Feb 16-21
Manila (Philippines)
Asian Development Bank/International Center for Living Aquatic Resources Management.
Inv. C. 20 (A 0077/B 5021)
Ian R Smith. M.C.C. PO Box 1501. Makati. Manila. Philippines.
- 1981 Feb 16-20
Nairobi (Kenya)
World Meteorological Organization/ United Nations Environment Programme World conference
D A Davies. 41 av Giuseppe-Motta. CH-1211 Genève 20. Switzerland.
- 1981 Feb 16-20
Paris (France)
International Geological Correlation Programme 8th Meeting of scientific committee To evaluate the scientific activities of the IGCP projects and examine new project proposals for the programme. P : 35. (B 5114)
Dr Eckert von Braun. Unesco. 7 place de Fontenay. F-75700 Paris. France

1981 Feb 16-21 (Germany FR.)
International Center for Comparative criminology/Institut für Konfliktforschung Munich
Symposium Terrorism International. evaluation des données pour la recherche.
(B 4167)
Prof Denis Stabo, universite de Montreal. Case Postale 6128 Succursale 6A - Mon-
treal PQ. H3C 3J7. Canada.

1981 Feb 17-18 London (U.K.)
Association of Conference Executives Conférence business conférence : Contact 81,
Ex. (B 1966)

1981 Feb 18-22 Bredalen (Denmark)
International Agricultural Exchange Association Congress. P : 700.
(A 0109)
c/o Hans H Knstensen. Aaboulevard 58. D.K-2200 Kobenhavn N. Denmark.

1981 Feb 18-19 London (U.K.)
The Meeting for discussion : Crop protection Chemicals : Directions for future develop-
ment. P : 300
(B 5634)
Dr R W J Keay, 6 Carlton House Terrace, London S.W1Y 5AG U.K.

1981 Feb 18-20 Los Angeles CA, (U.S.A.)
Pacific Area Travel Association Annual conference. (A 3042)
Edward W Johnston. 228 Grant Avenue. San Francisco, CA 94108. U.S.A.

1981 Feb 18-20 Los Angeles CA (U.S.A.)
A.A.F.S. 225 Academy Drive S. Suite 201. Colorado Springs CO 80910. U.S.A.).

1981 Feb 18-20 New York NY (U.S.A.)
International solid state circuits conference.
L Winner. 301 Almeria Ave. Coral Gables FL 33134. U.S.A.

1981 Feb 20-22 London (U.K.)
League for the Exchange of Commonwealth Teachers Orientation conference for Tea-
chers exchanging to Britain. (A 4089)
H E Shridath S Rampnal, Marlborough House. Pall Mall. London. SW1Y 5HX. U.K.

1981 Feb 20-24 Tel Aviv (Israel)
International Association of Professional Congress Organizers Annual Assembly. P :
40. C : 17. (A 1330)
IAPCO Rue aux Laines 1. B-1000 Bruxelles, Belgium.

1981 Feb 20-22 Zurich (Switzerland)
International Society of Association Executives Convention : Quickening steps on a
winding path. P : 100 Ex. (B 3190)
European Society of Association Executives. Robin MC Kenzie Smith. PC Box 158. CH-
1800 Vevey.

1981 Feb 21-25 (Egypt)
Food and Agriculture Organization of the United Nations 15th Regional Conference for
the Near East. (A 0971)
Conf programming section, E Saouma. Via delle Terme de Caracalla. I-00100 Roma.
Italy.

1981 Feb 22-27 Bonn (Germany FR)
Fréter Verband Deutscher Zahnärzte. Rheinallee 55. D-5300 Bonn 2. Germany F.R.

1981 Feb 22-26 Chicago I.L. (U.S.A.)
American Society for Metals, Materials Science Division/Metallurgical Society. Nuclear
Metallurgy Committee/American Institute of Mining, Metallurgical and Petroleum Engi-
neering.
CJ MC Hargue, Metals and Ceramics Division. Oak Ridge National Lab, Oak Ridge TN
37830. U.S.A.

1981 Feb 22-26 Chicago IL (U.S.A.)
4500.
Frederick C Motts. 345 E 47th Street. New York NY 10017. U.S.A.

1981 Feb 22-Mar 1 Jerusalem (Israel)
Israel Tel Aviv International Seminar of Practitioners of natural Therapeutics. P : 250-
300.
Health Vacation CNT. Int Medical and Scientific Congress deft. 49 IBN Gvirol Street. Tel
Aviv. Israel.

1981 Feb 22-25 Nice (France)
International Council of Shopping Centers European conference. P : 400. C : 10.
(B 2885)
Donald J Pelicano. 665 5TH Ave. New York. NY 10022. U.S.A.

1981 Feb 22-24 San Francisco CA. (U.S.A.)
Pacific Area Travel Association Workshop. P : 1000. (A 3042)
Kenneth L Chamberlain. 228 Grant Ave. San Francisco CA. 94108. U.S.A.

1981 Feb 23-28 Birmingham (U.K.)
Congress International construction equipment 81 : Public works and municipal serv-
ices Ex
Brixex Exhibitions. 178-202 Great Portland Street. London W1N 6NH. U.K.

1981 Feb 23-26 Brussels (Belgium)
Association des professionnels de l'informatique en Belgique. A.S.A.88th. CIAO Annual
congress la télématique, l'informatique, les nouvelles technologies de l'informatique et
de la télématique.
CMO 81. c/o ASAB-VERBI and IA. rue Joseph Guylts 39. Bte 4.B-1180 Brussels. Bel-
gium.

TRIANON-PALACE HOTEL

**** LUXE

1 boulevard de la Reine
78000 VERSAILLES
(Yvelines)

Téléphone : 950-34-12
Adresse télégraphique TRIANOTEL VERSAILLES
Télex : 698863 TRIANOTL-VERSA

- 130 chambres avec vue sur le parc, toutes avec bain (ou douche) et W.C.
- Sa situation dans un magnifique parc de trois hectares en bordure du château de Versailles et des Trianons, lui assure un calme absolu.
- Idéal pour conventions ou séminaires; nombreuses salles de réunion ou de travail.
- Thés - Déjeuners - Dîners en plein air - Repas d'affaires - Salons particuliers.
- A 25 minutes, en voiture, des Champs-Élysées.
PARKING gratuit.

J.P. MARCUS, Directeur

1981 Feb 23-26 Calcutta (India)
World Federation of Public Health Associations 3rd. International congress : A review

strategy. P : 600-800. C : 30. Ex. (A 3870)
Dr P N Khanna. Indian Public Health Association. 110 Chittaranjan Ave. Calcutta 700
013. India.

1981 Feb 23-26 Madras (India)
Conference on hospital systems and maintenance engineering. Ex.
PEMEC Centre. India Institution of P - Lant Engineers. 8 Thangavelu Gramam Street
Gokulam Colony. Nagar. Madras 600017. India.

1981 Feb 23-26 Nairobi (Kenya)
International Association of Congress Centras 23rd. General assembly. (A 1268)
N. Delobel. Palais des congrès de Versailles. 8-10 rue de la Chancellerie. F-73000 Ver-
sailles. France.

1981 Feb 23-28 Nairobi (Kenya)
World Meteorological Organization Technical conference on the management of meteo-
rological and hydrological services in Africa. (A 3556)
D.A. Dines. 41 Av Giuseppe-Motta. CH-1211 Genève 20, Switzerland.

1981 Feb 23-27 Paris (France)
International Geological Correlation Program 9 th Board meeting. P : 40
(B 5114)
Dr Eckan von Braun. Unesco. 7 place de Fontenay. F-75700 Paris. France.

1981 Feb 23-27 Rhode-St-Genève (Belgium)
Von Kaman Institute for Fluid Dynamics V.K.I lecture series Laser velocimetry P 50
C.10.
(B3420)
72 Chaussée de Waterloo. B. 1640 Rhode-Saint-Genese. Belgium



(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS)

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)

32nd year

32^e année

Vol. XXXII 1980 Vol. XXXII

Index of articles

Index des articles

Editorial par/by Robert Fenaux

Des Etats aux peuples. Un itinéraire transnational de démocratie associative N° 1, 4-9.
Sur les chantiers du Forum N° 2, 62-63.
Les dossiers du Forum N° 3, 118-19.
De l'international au transnational, ou de la diplomatie des Etats souverains à la coopération des peuples N° 4, 174-175.
La condition associative ou l'effort désintéressé N° 5, 230-231.
Près d'hier on entrevoit demain N° 6/7, 286-287.
Après le Forum, premières impressions N° 8/9, 342-343.
La légitimité du fait associatif N° 10, 398-399.
Les Etats et les peuples N° 11, 452-453.
L'effort vers le mieux, N° 12, 494-495.

International NGOs : general studies / Associations internationales : problèmes associatifs et dossiers préparatoires au Forum

Address by H.H. the Pope to the representatives of the INGOs N° 1, 7.
La transnationalité de l'entreprise, par Rik Vermeire N° 1, 13-17.
Réflexions sur la civilisation associative, par Jean-Maurice Chevalier N° 1, 8-9.
Les problèmes entravant l'action des organisations internationales non gouvernementales (OING), par A.J.N. Judge N° 3, 145-151.
The roles of private funding in the context of international voluntary activity, by Redmond Mullin N° 4, 176-179.
Problems hindering action of international nongovernmental organizations (INGOs) N° 4, 180-185.
La solidarité, conception associationniste, par Georges Langrod N° 4, 190-192.
Primitive thoughts from an extragovernmental perspective, by Cyril Ritchie N° 5, 234-235.
Towards synergy in networks of people with networks of problems : A note on GPIID methodology, by Johan Galtung N° 5, 241-248.
Values of transnational associations, by David Norton Smith, N° 5, 249-258.
Le premier siècle de la coopération internationale 1815-1914, l'apport de la Belgique, par Georges-Patrick Speeckaert N° 6/7, 288-293.
De la sauvegarde du pluralisme social, par Roger Mehl N° 6/7, 294-296.
De l'international au transnational, par Eric Suy N° 8/9, 350-351.

Le fait associatif et la conservation de l'environnement, par Jean-Paul Harroy, N° 8/9, 363-368.
Strategies for democratization of the nonterritorial continent, by Johan Galtung, N° 8/9, 369-371.
Le statut juridique des associations transnationales, par Georges-Patrick Speeckaert, N° 8/9, 372-373.
International non governmental organizations (NGOs) and legal issues, by Gregori Morozov N° 8/9, 374-376.
L'ordre de Citeaux et la transnationalité par Léo Moufin N° 10, 400-402.
Réflexions sur les associations internationales œuvrant pour la paix, par Paul M.G. Levy N° 10, 405-406.
Aperçu sur les droits et devoirs des associations, par S. Marcus Helmons N° 11, 454-456.
The worldwide dimension of the NGOs, by Vladimir Hercic N° 11, 457-460.
La spécificité des ONG féministes, par Maryvonne Stéphan N° 11, 461-462.
Le message du monde coopératif, par R. Ramaekers N° 11, 462-463.
Le fait associatif dans le monde catholique, par Ramon Sgranyes de Franch N° 11, 464-465.
Réflexions sur l'universalisation d'une association scientifique internationale, par Guy Braibant N° 11, 466-467.
La Croix-Rouge et le droit international humanitaire N° 11, 472-475.
Vie associative et transnationale (conclusions du Forum), par J.M. Chevallier N° 12, 496-507.
Empowering people for global participation, by Chadwick Alger N° 12, 508-510.
Serendipity and social purpose, by Ward Morehouse N° 12, 511-513.
More impact through NGO Council, by M. van der Brugghen N° 12, 514.

Le Forum mondial des associations internationales/transnationales The World Forum of international/transnational associations

I. NGO Dossiers/Dossiers ONG

- Les OING au service de l'enfance, par Joseph Moerman N° 2, 75-77.
- Tourisme et vie associative, par Arthur Haulot N° 5, 232-233.
- Le fait associatif libre et son apport à l'ordre mondial, par Me Anry N° 6/7, 300-301.
- Le dossier du mondialisme / National sovereignty abolition - Le droit de l'homme à la paix, par Max Habicht N° 2, 84-88.

- Le mondialisme, force politique, par Guy Marchand. N° 2, 88-90.
- Appel des 13 N° 2, 91.
- UNO and UFO, by Jacques F. Vallée N° 2, 92-93.
- Le Comité de Mondialisation, par Roger et Renée Volpelière N° 4, 196.
- National sovereignty and peace, by Max Habicht N° 10, 403-404.

II. Réponses à l'enquête UAI/Replies to the UAI enquiry

- La Fédération mondiale des villes jumelées N° 1, 9-10.
- Scientific Research Council on Peace and Disarmement, by J.S.G.O. Morozov and H.S.A.N. Kalyadin N° 1, 11-12.
- L'Union internationale chrétienne des dirigeants d'entreprises, par Domingo Sugranyes N° 2, 66-67.
- Le Conseil international des archives N° 2, 68-70.
- The World Confederation of Organizations of the Teaching Profession, by John M. Thompson N° 2, 71-73.
- The World Confederation of Organizations of the Teaching Profession and the development of evaluation procedures, by R.J. Smyke N° 2, 73-74.
- L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française N° 3, 135-138.
- La Société européenne de culture N° 3, 139-140.
- The International Union of the history and philosophy of science, by Eric C. Forbes N° 3, 141-142.
- L'Organisation mondiale du mouvement scout N° 3, 143-144.
- L'Association catholique internationale des services de la jeunesse féminine N° 3, 144.
- Le Conseil international des femmes N° 4, 186-189.
- The World Council of Churches N° 4, 193-194.
- L'Union européenne démocrate chrétienne N° 4, 195.
- Le Comité de mondialisation, par Roger et Renée Volpelière N° 4, 196.
- The International federation of agricultural producers N° 5, 236-238.
- La Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples, par Linda Bimbi N° 5, 239-240.
- The World Jewish Congress N° 6/7, 297-298.
- La Fédération internationale des universités catholiques, par Edouard Bone N° 6/7, 299-300.
- L'Association médicale mondiale, par Me Anrys N° 6/7, 300-301.
- Réseau des associations féminines et familiales. Synthèse de réponses et d'entretiens avec les responsables de ces associations, par Maryvonne Stéphan N° 8/9, 360-362.

III. IGO-NGO Dossiers/Dossiers des relations OIG-ONG.

- Les OING et le Conseil de l'Europe, par C-L Genty N° 1, 18-19.
- Le problème des OING en relation de consultation avec l'Unesco ayant des sections de membres à Taiwan N° 1, 22-26.
- The role of NGOs in the International Labour Organisation, by J. Jobkin N° 2, 78-82.
- List of principal NGOs that have kept close contact with the technical services of the ILO over the past five years N° 2, 83.
- La coopération OIG/OING dans le domaine du tourisme : le cas de l'OMT N° 3, 120-126.
- The contribution of NGOs to the work of the World Health Organization N° 3, 127-128.
- La participation des ONG à l'action du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, par Gilbert Jaeger N° 3, 129-131.
- Liste des organisations non gouvernementales représentées au Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés N° 3, 132.
- L'Unesco, ses commissions nationales et les associations transnationales, par Georges-H. Dumont N° 4, 197-198.
- List of international non governmental organizations admitted to consultative relations with Unesco during 1979 N° 4, 199.
- Le bilan de 1979 dans le domaine du développement : le dossier CEE-ONG, par Thom Kerstiens N° 6/7, 310-314.

Problèmes de solidarité, d'interdépendance et d'équité dans la perspective d'un ordre mondial, par M. Edem Kodjo N° 8/9 354-355.

NGO relationships with the UN through the consultative status with ECOSOC, by Virginia F. Saurwein N° 8/9, 356-359.

International non governmental organizations (NGOs) and legal issues, by Grigori Morozov N° 8/9, 374-376.

Cooperation entre centre d'information des Nations Unies et ONG nationales, par Thérèse Gastaut N° 10, 425-426.

UNIDO and NGOs, by M.H.A. Hamdy N° 11, 468-470.

The International Telecommunication Union and its relations with other international organizations, by M. Mill N° 11, 471

IV. Transnational communication. Meeting sociology, dynamics, practicalities

- Participant interaction messaging, by A.J.N. Judge N° 1, 27-35.
- Conferences : a call to experiment, by Stafford Beer N° 2, 94-97.
- Delegate N, a short story from the international conference world, by Maria Luisa Puga N° 2, 99-103.
- Meetings for the future N° 4, 200-206.
- Metaconferencing, by A.J.N. Judge N° 10, 411-420.
- An invitation to the conference of tomorrow, by Tatjana Globokar N° 10, 421-424.

V. La relation du Forum/The Forum

- Seance d'ouverture N° 8/9, 344-351.
- General report Commission I, by Cyril Ritchie N° 8/9, 352-353.
- Rapport général Commission II, par Vladimir Hercik N° 8/9, 353.
- Conclusions du Forum, par J.M. Chevallier N° 12, 496-507.

International meetings/Réunions internationales

- Geographical distribution of international meetings by continent, country, city in 1978 / Répartition géographique des réunions internationales par continent, pays et villes en 1978 N° 1, 45-47.
- La 4^e réunion des fédérations des institutions internationales établies à Genève, Bruxelles et Paris N° 1, 21.
- La Belgique, pays-hôte des organisations internationales N° 1, 43.
- Conference delegate expenditure in London N° 4, 210-211.
- 150 années de congrès internationaux en Belgique, par G. de Coninck N° 6/7, 315-317.
- Le 20^e anniversaire de la Centrale belge des congrès, par Jean Gyory N° 6/7, 319.
- Poster board and poster presentation : a new communication medium, by Anthea Fortescue N° 10, 429.
- Le 18^e congrès international des sciences administratives N° 12, 516.
- (See also/voir aussi : Transnational communication. Meeting sociology. Congressalia.)

Regular Features/Chroniques

- La vie des associations/News from associations N° 1, 37-41.
- Personalia N° 2, 104-106; N° 5, 259-260.
- New international organizations/Nouvelles organisations internationales N° 3, 152-156; N° 10, 430-434.
- Nécrologie N° 3, 156.
- Congressalia N° 4, 212-214; N° 10, 417-418; N° 12, 516.
- IAPCO News N° 10, 429; N° 11, 481.
- Suppléments à l'Annuaire des organisations internationales, édition française N° 3, 157-161; N° 4, 207-209; N° 5, 261-266; N° 6/7, 326-328; N° 10, 435-438; N° 11, 476-479; N° 12, 517-519.
- Supplements to the International Congress Calendar, 20th edition 1980 N° 2, 107-112; N° 3, 163-168; N° 4, 217-224; N° 5, 267-280; N° 6/7, 329-336; N° 8/9, 377-392; N° 10, 439-448; N° 11, 483-488; N° 12, 520-525.
- UAI Publications N° 5, 264-265; N° 6/7, 320-325.

Vol. XXXII 1980 Vol. XXXII

Author's Index

- Alger, Chadwick N° 12, 508-510.
Anrys, Me N 6/7, 300-301.
Beer, Stafford N° 2, 94-97.
Bimbi, Linda N° 5, 239-240.
Bone, Edouard N° 6/7, 299-300.
Braibant, Guy N° 11, 466-467.
Casadio, Franco Alberto N° 8/9, 344-349.
Chevallier, Jean Maurice N° 1, 8-9; N° 12, 496-507.
De Coninck, Ghislaine N° 6/7, 315-317.
Dumont, Georges-H. N° 4, 197-198.
Eyskens, Marc N° 8/9, 346-347.
Fenaux, Robert N° 1,4-5; N° 2, 62-63; N° 3, 118-119; N° 4, 174-175; N° 5, 230-231 ; N° 6/7, 286-287; N° 8/9, 342-343, 347-349;
N° 10, 398-399; N° 11, 452-453; N° 12, 494-495.
Forbes, Eric G. N° 3, 141-142.
Fortescue, Anthea N° 10, 429.
Galtung, Johan N° 5, 241-248.
Gastaut, Thérèse N° 10, 425-426.
Gentil, C-L N° 1, 18-19.
Globokar, Tatjana N° 10, 421-424.
Gyory, Jean N° 6/7, 319.
Habicht, Max N° 2, 84-88.
Hamdy, M.H.A. N° 11, 468-470.
Harroy, Jean-Paul N° 8/9, 363-368.
Haulot, Arthur N° 5, 232-233.
Hercik, Vladimir N° 8/9, 353; N° 11, 457-460.
Jaeger, Gilbert N° 3, 129-131.
Joblin, J. M° 2, 78-82.
Judge, A.J.N. N° 1, 27-35; N° 3, 145-151; N° 4, 180-185; N° 10, 411-420.
Kalyadin, H.S.A.N. N° 1, 11-12.
Kerstiens, Thom N° 6/7, 310-314.
Kodjo, Edem N° 8/9, 354-355.
Langrod, Georges N° 4, 190-192.
Levy, Paul M-G N° 10, 405-406.
Marchand, Guy N° 2, 88-90; N° 10, 403-404.
Marcus-Helmons, S. N° 11, 454-456.
Mehl, Roger N° 6/7, 294-296.
Mill, M. N° 11, 471.
Moerman, Joseph N° 2, 75-77.
Morehouse, Ward N° 12, 511-513.
Morozov, Grigori N° 1, 11-12; N° 8/9, 374-376.
Moulin, Léo N° 10, 400-402.
Mullin, Redmond N° 4, 176-179.
Nothomb, Charles-Ferdinand N° 8/9, 345-346.
Puga, Luisa N° 2, 99-103.
Ramaekers, R. N° 11, 462-463.
Ritchie, Cyril N° 5, 234-235; N° 8/9, 352-353.
Saurwein, Virginia F. N° 8/9, 356-359.
Smith, David Norton N° 5, 249-258; N° 6/7, 302-309.
Smyke, R.J. N° 2, 73-74.
Speckaert, Georges-Patrick N° 6/7, 288-293; N° 8/9, 372-373.
Stephan, Maryvonne N° 8/9, 360-362; N° 11, 461-462.
Sugranyes de Franch, Domingo N° 2, 66-67.
Sugranyes de Franch, Ramon N° 11, 464-465.
Suy, Eric N° 8/9, 350-351.
Thompson, John M. N° 2, 71-73.
Vallée, Jacques N° 2, 92-93.
Van der Bruggen, W. N° 12, 514.
Van Halteren, Pierre N° 8/9, 345.
Vermeire, Rik N° 1, 13-17.
Volpelière, Roger et Renée N° 4, 196.
Zakrajsek, Bozena N° 11, 481.

Index of page numbers

Index de pagination

N°	Month	Pages	Mois
1	January	1- 56	janvier
2	February	57-112	février
3	March	113-168	mars
4	April	169-224	avril
5	May	225-280	mai
6/7	June/ July	281-336	juin/juillet
8/9	August/September	337-392	août/septembre
10	October	393-448	octobre
11	November	449-488	novembre
12	December	489-528	décembre